

École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris)

Mémoire de DEA

Mariana Luzzi

**TRANSFORMATIONS SOCIALES ET NOUVELLES FORMES DE
SOCIABILITÉ EN ARGENTINE DEPUIS LES ANNÉES 90.**

Le cas des réseaux de troc

Sous la direction de Monique de Saint Martin

Année universitaire 2002/2003

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements. 5

Introduction. 6

1. Problématique générale. 6

2. Les réseaux de troc. 9

3. Hypothèses et objectifs. 11

4. Méthodes et présentation du travail de terrain. 14

5. Plan du mémoire. 15

Chapitre 1. _____

Éléments pour

une analyse des clubs de troc en Argentine. 17

1.1 Origines, antécédents et sources idéologiques des clubs de troc en Argentine. 17

1.2 Développement de la pratique du troc en Argentine, 1995-2002. 22

Les premiers clubs et leurs mécanismes. 22

Les réseaux. 24

Évolution du nombre de participants. 27

1.3 Crise économique, diffusion massive du troc et nouveaux défis. 28

1.4 Les clubs ou nœuds. 31

Les clubs sélectionnés. 34

San Telmo. 34

Almagro. 35

José C. Paz. 36

Chapitre

2. _____ Entre

le don et le marché : qu'est-ce qu'échanger signifie dans le cas du troc? 40

2.1 Un jour au troc. 41

2.2 Du don aux échanges marchands : des rapports sociaux différents. 50

2.3 Qu'est-ce qu'échanger veut dire dans le troc?. 59

Chapitre 3. _____

Le *crédito*, est-il une monnaie?. 67

3.1 Les créditos : naissance, mécanismes d'émission et usages dans le troc. 67

[3.2 La monnaie comme fait social : approches sociologiques sur la question de l'argent](#) 77

[3.3 En quoi les crédits renvoient-ils aux rapports sociaux au sein du troc ?](#) 84

[Chapitre 4.](#)

["Entre le centre commercial et l'assistance sociale" : quelle est la place du troc ?](#) 91

[4.1 Les rapports entre les réseaux de troc et l'état. Le cas argentin face aux autres cas nationaux](#) 92

[4.2 Les relations avec l'économie formelle : coopération ou conflit ?](#) 99

[4.3 Le troc : entre l'alternative et la complémentarité.](#) 103

[Conclusions.](#) 110

[1. Les réseaux de troc : enjeux de la recherche.](#) 112

[Les échanges : transactions et sociabilité.](#) 112

[La monnaie : construire, maintenir, récupérer la confiance.](#) 113

[L'État et le marché : trouver sa place dans l'entre-deux.](#) 118

[2. Les conséquences des transformations sociales récentes : dimensions inexplorées](#) 119

[3. Quelques directions de recherche pour la thèse.](#) 123

[Bibliographie générale..](#) 128

[Généralités.](#) 128

[Marchés et échanges.](#) 128

[Sociabilité, réseaux et liens sociaux.](#) 129

[Monnaie et confiance.](#) 130

[Clubs de Troc, SEL et autres expériences similaires.](#) 131

[Argentine.](#) 133

[Sources.](#) 134

[1. Presse.](#) 134

[2. Autres sources.](#) 135

[Remerciements](#)

Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude à ma directrice d'études, Madame Monique de Saint-Martin, qui a orienté mon travail de recherche pendant cette année et qui a toujours été très attentive aux difficultés de ma vie d'étudiante étrangère à Paris.

Mon directeur de bourse doctorale en Argentine, Miguel Murmis, a aussi suivi avec attention mon travail en France, et ses observations et suggestions m'ont toujours été précieuses.

En outre, je suis particulièrement reconnaissante à Silvia Sigal, Gabriel Kessler et Maristella Svampa, avec

qui j'ai discuté quelques chapitres du mémoire, et dont les remarques et conseils ont beaucoup contribué à la cohérence et à l'intérêt de ce travail.

Je tiens également à remercier ici mes collègues de l'Équipe de Sociologie de l'Institut de Sciences, de l'Université Nationale de General Sarmiento (Argentine). C'est au cours des trois années de travail avec eux que mes préoccupations sur les thèmes de ma recherche ont pris naissance. Sans leurs encouragements, je ne me serais peut-être jamais décidée à poursuivre mes études en France.

J'ai également bénéficié, en France, des recommandations de Smaïn Laacher, dont les travaux à propos du SEL français ont été une source d'orientation et d'inspiration permanentes pour cette recherche.

Je voudrais, de même, remercier Silvina Ramos et Gustavo Noriega, consultants au SIEMPRO (Système d'Information, Évaluation et Suivi de Programmes Sociaux) et à l'INDEC (Institut National de Statistiques et Recensements), qui m'ont procuré la plupart des données statistiques sur l'Argentine présentés dans le texte qui suit.

De plus, j'adresse ici mes remerciements à ceux qui m'ont financièrement permis d'effectuer cette recherche. Mon séjour en France a en effet été rendu possible grâce à l'obtention d'une Bourse d'Études Doctorales du Conseil National pour la Science et la Technologie (CONICET - Argentine). De même, pendant la réalisation du travail de terrain, j'ai bénéficié d'une bourse du Center for Latin American Social Policy (CLASPO) de l'Université de Texas, bourse que j'ai partagée avec Fabiana Leoni, qui préparait son mémoire de maîtrise à l'Université Nationale de General Sarmiento.

C'est à Fabiana Leoni que je dois l'accès aux clubs de troc de la ville de José C. Paz, et les hypothèses présentées au cours de ce mémoire témoignent des discussions que nous avons eues pendant la période où nous avons travaillé ensemble.

Enfin, ce travail n'aurait pu être mené à bien sans le soutien de Sebastián Pereyra, dont l'amour et la compréhension ont exercé, dans la réalisation de ce travail, un rôle beaucoup plus important qu'il ne l'imagine.

1. Problématique générale

Deux images de l'Argentine ont fait le tour du monde à la fin de l'année 2001. Les pillages d'épiceries et de supermarchés et les "concerts de casseroles" qui ont eu lieu les 19 et le 20 décembre 2001 ont été les illustrations emblématiques d'un pays désormais considéré comme déboussolé. La crise a entraîné la chute de deux présidents en dix jours, la fin de la stabilité monétaire, la dévaluation de la monnaie officielle et, par voie de conséquence, une vague de manifestations populaires, notamment celle du 20 décembre, durement réprimée par les forces de sécurité.

Parmi les conséquences de ces processus, deux phénomènes se sont présentés comme les "grandes nouveautés" produites par la société argentine : les assemblées populaires de quartier dans les grandes villes (principalement à Buenos Aires et dans sa banlieue) et les clubs de troc. Toutefois, alors que les premières étaient d'une certaine manière issues de la débâcle économique et politique, les seconds existaient depuis quelques années déjà, mais bénéficiaient, du fait de la crise, d'une impulsion et d'une diffusion nouvelles.

Si, aux yeux du monde entier – et aussi de quelques Argentins, l'Argentine semblait s'effondrer du jour au lendemain, les événements de la fin de l'année 2001 n'étaient que le dernier acte d'un processus qui se déroulait depuis longtemps. Dans ce contexte, la crise de fin 2001 n'est que la clôture du cycle initié au début des années 90 par les politiques de réforme de l'État et de l'économie (Merklen, 2002/2003 ; Svampa, 2002). Elle montre les limitations des mesures appliquées, en même temps qu'elle met en évidence les répercussions sociales, économiques et politiques de ces transformations.

En effet, au cours des années 90, l'Argentine a subi un processus de restructuration économique, de redéfinition du rôle de l'État et de modification de la structure sociale, contribuant à la destruction de l'image – qui s'était forgée durant les décennies précédentes - d'une société intégrée et égalitaire.

Cette décennie a été en Argentine une période d'instauration de ce que l'on appelle une politique d'"ajustement structurel". Cette évolution a impliqué, par rapport au fonctionnement de l'État, une forte restructuration par la privatisation des entreprises de services publics, la réduction de l'emploi public, la réforme du système de retraites et la mise en œuvre d'un programme de décentralisation administrative. Sur le terrain économique, l'ajustement a été lié au développement d'une politique de

"choc monétaire" destinée à contrôler l'inflation, l'ouverture des marchés et l'application d'une réforme fiscale orientée vers l'augmentation du nombre d'activités imposables et des impôts à la consommation. Enfin, par rapport au marché de travail, cette politique a supposé la mise en oeuvre de réformes successives de la législation sur l'emploi, orientées vers la suppression de la plupart des mesures protectrices du travail.

Les principaux objectifs de cette politique ont été réalisés entre 1989 et 1995, et leurs conséquences ont été nombreuses. Fin 1995, les conditions de vie de la population s'étaient considérablement détériorées, principalement les conditions de travail. Le taux de chômage, qui était de 8,5% en 1990, est monté jusqu'à 18,4% en 1995. De même, la part de l'emploi non déclaré, qui représentait 26,5% de l'emploi en 1990, a atteint 35% en 1999[1]. Tous les indicateurs du marché de travail se sont dégradés ; outre la hausse du chômage et du travail "au noir", on a assisté à l'augmentation de l'instabilité de l'emploi ainsi qu'à l'accroissement des écarts entre les salaires des travailleurs les moins et les plus qualifiés (Beccaria, 2002 : 40). De ce fait, le nombre de ménages se situant en dessous du seuil de pauvreté a grimpé, passant de 16,2% en 1991 à 25,2% en 2000 (Beccaria, 2002 : 51)[2]. Enfin, les inégalités dans la distribution des revenus se sont accentuées, l'indice de Gini passant de 0,47 en 1990 à 0,51 en 2000 (Altimir, Beccaria et González Rozada, 2002 : 56)[3].

Dans de nombreux cas, les mesures mises en place au cours des années 90 ont renforcé des processus qui étaient déjà en œuvre depuis les années 70. Ainsi, l'accroissement de la population considérée comme pauvre se présentait comme le corollaire d'une évolution qui, depuis près de vingt ans, caractérisait la société argentine. En effet, l'une des conséquences les plus importantes des transformations économiques impulsées par le gouvernement militaire de 1976-1983, ainsi que de la dégradation des salaires qui s'est produite au cours des années 80, avait été l'appauvrissement des classes moyennes. Comme le signale Gabriel Kessler, les effets du processus de désindustrialisation et la détérioration du pouvoir d'achat des salaires due à l'inflation a engendré une catégorie nouvelle, celle des "nouveaux pauvres" : "Les nouveaux pauvres forment une strate hybride : ils sont proches des classes moyennes si l'on considère les aspects économique-culturels agissant sur le long terme comme l'éducation et la composition familiale et, en même temps, ils se rapprochent des 'pauvres structurels' par leur niveau de revenu, le sous-emploi et l'absence de couverture sociale, autant de variables de court terme qui résultent plus directement de la crise." (Kessler, 1999 : 73) Si ce nouveau type de pauvreté témoignait des incidences directes des mesures adoptées au cours des dernières années par l'administration politique, il mettait aussi en évidence l'échec des mécanismes d'intégration connus jusqu'à présent, notamment celui de l'enseignement, qui avait constitué auparavant la principale voie d'ascension sociale[4].

En ce sens, il faudrait noter que, malgré les spécificités du cas argentin, les transformations décrites

font partie des mutations de l'organisation de l'économie capitaliste au niveau mondial. Ainsi que le déclarent Boltanski et Chiapello : "Les changements intervenus dans la sphère économique et dans la sphère de la vie privée sont suffisamment en phase pour que le monde familial apparaisse de moins en moins capable de fonctionner comme un filet de protection, notamment pour assurer aux enfants des positions équivalentes à celles des parents, sans pour autant que l'école, sur laquelle avait été massivement transféré, à partir des années 60, le travail de reproduction, soit en mesure de satisfaire les espérances dont elle avait fait l'objet." (Boltanski et Chiapello, 1999 : 24).

L'impact de ces transformations ne se manifeste pas seulement au niveau des indicateurs économiques et des changements survenus dans la structures sociale, mais il est accompagné d'autres mutations au niveau de l'expérience des acteurs sociaux. En effet, au cours de ces processus, ce sont aussi les cadres des interactions qui sont modifiés, et les formes de sociabilité s'en trouvent, de ce fait, bouleversées.

En Argentine, de nombreux travaux ont exploré récemment, à partir de différentes perspectives, les incidences de la crise du travail, tant en ce qui concerne l'intégration sociale que les expériences des sujets et leurs familles (Cf., entre autres, Beccaria et López, 1996; Minujin et Kessler, 1995; Svampa, 2000).

Cependant, les travaux relatifs à l'analyse de la dimension de la sociabilité sont rares. Même si, pendant les années 90, différents travaux ont étudié, par exemple, les formes d'interaction chez les jeunes ou leurs règles de consommation, les recherches portant sur l'étude des transformations des formes de sociabilité en Argentine dans le contexte de redéfinition des mécanismes d'intégration sociale sont peu nombreuses (Cf. Feldman et al., 2002).

Dans ce travail, nous chercherons précisément à fournir des éléments susceptibles de combler ce manque. Nous nous proposons d'examiner l'impact des transformations socio-économiques au niveau de la sociabilité, à travers le cas particulier des réseaux de troc apparus au cours des années 90.

2. Les réseaux de troc

Le premier "club de troc" (*Club del Trueque*) a vu le jour en mai 1995 à Bernal, un ancien district industriel situé à 30 km de Buenos Aires. Créé par des professionnels ayant déjà partagé d'autres projets de développement communautaire, son objectif initial était la diffusion des jardins potagers familiaux, dont les aliments pouvaient être échangés entre voisins, selon les nécessités des familles. Après quelques mois, le groupe, composé d'une soixantaine de participants, a créé une foire hebdomadaire au cours de laquelle ces derniers échangeaient non seulement les produits de leur cru, mais aussi des aliments confectionnés et d'autres biens, tels que des vêtements neufs et d'occasion, des produits d'entretien ménager, de petits meubles et des bibelots. L'esprit qui animait cette activité est exprimé dans les documents fondateurs de l'organisation^[5] : "*Aujourd'hui le troc est ce qu'il a toujours été : j'ai quelque chose dont tu as besoin, et tu as quelque chose dont j'ai besoin... alors, nous faisons du troc. Et là, il n'y a eu aucun intermédiaire. Nous avons tout simplement fait un accord en fonction de nos besoins et nous avons conclu l'opération. Voilà ce qu'est le troc.*"^[6]

La mise en œuvre d'un tel système d'échange n'était cependant pas simple. Très vite, on a introduit des innovations qui ont rendu plus complexe le fonctionnement du club. Tout d'abord, on a commencé à échanger non seulement des choses, mais des services (des cours de soutien scolaire, des services de réparation, transport et déménagement, des sessions de tarot et de thérapies alternatives, etc.) ; en second lieu, chaque opération a impliqué plus de deux personnes - c'est d'ailleurs pourquoi on a appelé le troc "multi-réciproque" (*multirreciproco*). Ces deux nouveautés ont rendu difficiles les transactions et ont nécessité la création d'une unité de compte et de paiement "universelle" pour les faciliter. En conséquence, début 1996 les clubs de troc ont créé une forme de monnaie, appelée *crédito* (crédit).

La croissance du troc[7] a été rapide : des soixante personnes que l'on comptait en 1995, on est passé, au bout de quatre ans, à 180.000. En 2001, le nombre de clubs s'est multiplié et le nombre de participants s'élevait à 500.000, dans plus de 20 provinces[8]. Un an après, en raison des effets de la crise du système bancaire argentin, qui a provoqué une forte diminution de l'argent en circulation, il y avait plus de 4500 groupes actifs et quatre fois plus de membres que l'année précédente[9]. Ce développement a cependant aussi connu des obstacles. Si la crise économique de fin 2001 elle a d'abord provoqué une énorme expansion de l'activité, elle a ensuite entraîné des difficultés croissantes pour le troc. Compte tenu de ces problèmes, fin 2002, seuls 60% des nœuds existant au début de l'année subsistaient[10].

En ce qui concerne l'organisation des clubs, celle-ci s'est modifiée au fur et à mesure que la pratique se développait. Après un an de fonctionnement "isolé", en 1996, les fondateurs du système ont décidé de créer un réseau susceptible de relier tous les groupes existants dans le pays, dont chaque club constituera l'un des *nœuds* (*nodos*). Ce premier réseau prend le nom de "Réseau Global de Troc Multi-réciproque" (*Red Global de Trueque Multirreciproco*), et il demeure jusqu'à aujourd'hui le plus important du pays, même s'il a subi différentes scissions et si plusieurs autres ont été créés dans les provinces[11].

Malgré son organisation réticulaire, le troc possède un certain degré de centralisation, qui se manifeste dans le contrôle de l'émission monétaire et de l'admission de nouveaux clubs. En ce qui concerne la monnaie du troc, les *créditos* sont émis par chaque réseau et "leur seul propos est de faciliter pour les membres la possibilité de réaliser des trocs 'multi-réciproques'". Selon la définition de l'organisation, "il ne s'agit pas d'une sorte d'argent ou d'un substitut de celui-ci ; [...] les pratiques monétaires telles que la perception d'intérêt, l'échange de crédits par argent, le paiement de pourcentages en concept d'entrées ou de sorties de produits, les commissions, etc., sont hors de question." [12]. Par ailleurs, pour la création d'un nœud il faut réunir au minimum vingt personnes, en informer le réseau, suivre une formation spécifique sur les règles et bases de l'activité, communiquer l'information pertinente aux nouveaux membres et adhérer aux principes de l'organisation[13]. Cependant, le réseau et les nœuds n'ont pas de direction ou de chefs, mais ils fonctionnent à l'aide de coordinateurs, dont le rôle est d'animer le fonctionnement des foires et, dans

le cas du Conseil d'Administration du réseau, de contrôler l'émission des *créditos*.

Du côté des membres, avant d'être intégré au nœud, chaque nouveau participant doit suivre une "formation", à l'issue de laquelle il peut être considéré comme *prosommateur* – c'est-à-dire à la fois producteur et consommateur[14]. Après avoir satisfait à cette exigence, et après quelques participations, il reçoit 50 *créditos* en qualité de prêt, qui sont censés contribuer à son intégration dans l'économie du troc. Cette somme ne doit pas être rendue, sauf en cas d'abandon de l'activité[15].

3. Hypothèses et objectifs

D'après les fondateurs du premier club, le troc constitue un effort en vue de créer de meilleures conditions de vie pour la population la plus affectée par les transformations économiques survenues depuis les années 90. Bien qu'il ne représente pas une alternative à l'économie marchande, il offre des mécanismes de production et de consommation différents de ceux de "l'économie formelle". Autrement dit, il s'agit d'une redéfinition des dispositifs d'échange, à travers une "réinvention du marché" : "Dans ce contexte de crise, le troc est une expérience de 'ré-ingénierie sociale' créée par la société, qui est mise en oeuvre tant par les classes moyennes que par les secteurs les plus défavorisés. Au cours de la pratique, on a démontré qu'il constitue un instrument apte à la participation sociale et communautaire. Il s'agit d'une possibilité construite collectivement par les exclus du marché du travail afin de réinventer le marché à travers l'économie sociale et ses outils, en appelant à la confiance, la réciprocité et la solidarité, au lieu de la concurrence instaurée par le marché. Le troc propose le profit intégral des biens et services produits par la société ; il affirme des idées telles que l'autogestion, la démocratie, la coopération, la responsabilité sociale, le développement humain, la participation sociale et l'égalitarisme." [16]

Mais pour parvenir à saisir cette expérience innovatrice, il ne suffit pas d'examiner les idées transmises par les documents de l'organisation. Il convient avant tout d'analyser les pratiques et le discours des participants. D'ailleurs, certains travaux ont déjà démontré que les clubs de troc ne constituaient pas un univers homogène, fortement identifié aux principes idéologiques du réseau, mais un ensemble hétérogène de membres qui partagent certaines pratiques, sans leur donner un sens commun (González Bombal, 2002).

Bien que l'idée de "réinvention du marché" ne soit pas vraiment centrale pour la plupart des participants, elle propose des défis à l'analyste.

Tout d'abord, ce principe suggère, d'une certaine manière, une volonté de transformation sociale exprimée dans l'idéal de la "réinvention". Toutefois, comme le signale S. Laacher à propos des Systèmes d'Échanges Locaux (SEL), ces expériences se trouvent éloignées des projets utopistes du XIX^e siècle ou de leurs héritiers du XX^e siècle. L'idéal mobilisé par le troc n'est pas celui de la construction d'un projet universel alternatif à la société actuelle, mais celui de la mise en forme des

"échanges égalitaires" des biens et des services, au sein d'une communauté restreinte au niveau local (Laacher, 1999a : 7-8).

Ensuite, bien qu'il ne cherche pas une "réinvention du social" au sens utopiste, le troc implique l'émergence d'un *nouveau type d'interaction*, tant au niveau des rapports strictement économiques qu'au niveau de la sociabilité. D'après l'hypothèse que nous allons proposer, la mobilisation des ressources (biens et services) réalisée dans le cadre des nœuds de troc ne s'effectue ni selon le modèle de l'échange marchand, ni selon celui des formes de réciprocité non marchandes - tels que les relations de voisinage ou de "compadrazgo" maintes fois étudiées en Amérique Latine – dans lesquelles les échanges se fondent sur des principes affectifs et moraux. À la différence de ces deux cas, l'expérience du troc implique la réalisation d'échanges se déroulant dans le cadre d'un marché *sui generis*, qui n'est pas construit sur des fondements exclusivement économiques, mais repose sur des principes moraux.

Ces principes s'expriment très nettement dans les documents des réseaux. Au sein des clubs, "tous sont des *prosommateurs* qui ont reconnu le besoin d'une interdépendance amiable et solidaire pour s'auto-réaliser pleinement"[\[17\]](#), ils ne cherchent pas "à promouvoir des articles ou des services mais à s'entraider, afin d'atteindre à un sens de vie supérieur à travers le travail, la compréhension et l'échange juste."

L'émergence d'une forme d'échange située entre les relations marchandes et la réciprocité non marchande, nous confronte à certaines questions : quel est le fonctionnement pratique de ce marché *sui generis* ? (Comment s'effectuent les échanges ? Comment fixe-t-on les prix ? Y sont-ils opérés des mécanismes spéculatifs ?). Quel type d'outils se trouvent extraits du marché au sens strict ? Dans quelle mesure ce marché constitue-t-il une innovation face au marché "formel" ?

Ces questions portent sur les pratiques développées par ce marché *sui generis* et sur les systèmes de normes qu'il crée, mais aussi sur la monnaie qui garantit le fonctionnement du marché : dans quelle mesure la "monnaie sociale" est-elle une monnaie ? Comment construit-on la *confiance* dont on a besoin pour qu'elle soit un moyen de paiement ?

Enfin, étant donné que cette expérience suppose un statut conflictuel par rapport à l'économie formelle et au système juridique courant, quel type de relation les clubs et réseaux de troc entretiennent-ils avec le marché et l'État ?

C'est en considérant que la réponse à ces questions peut contribuer à l'exploration des problèmes posés plus haut que nous avons entrepris cette étude sur les réseaux de troc. En effet, si nous affirmons qu'à partir de l'examen de l'expérience du troc il est possible d'analyser les incidences du processus de restructuration économique au niveau de la sociabilité, c'est parce que nous estimons que le troc met en évidence non seulement certaines réactions face à la crise économique, mais l'émergence de nouvelles pratiques sociales et de nouvelles formes de rapport entre les sujets.

De ce fait, les objectifs de ce travail de recherche ont été, dans un premier temps, la reconstruction de l'histoire et des antécédents de la pratique du troc en Argentine ; dans un deuxième temps, l'élaboration d'une description exhaustive de la dynamique et la mise en scène des échanges ; dans un troisième temps, l'analyse des conditions et des caractéristiques du processus de création et d'utilisation de la monnaie sociale (le *crédito*) et, dans un dernier temps, l'analyse du rapport établi entre les réseaux de troc, le marché et l'État.

4. Méthodes et présentation du travail de terrain

Les objectifs que nous nous étions proposés exigeaient la mise en œuvre d'un travail susceptible de rendre compte des pratiques des acteurs sociaux. C'est pourquoi, notre point de départ a été la réalisation d'une trentaine d'entretiens semi-directifs avec les membres des différents nœuds de troc. De même, nous avons réalisé des observations dans des foires de troc afin d'explorer les dynamiques de l'interaction au sein des clubs. Enfin, nous avons conduit des entretiens avec des informateurs, parmi lesquels les coordinateurs des clubs sélectionnés, des membres du groupe fondateur et d'anciens adhérents au troc.

La sélection des nœuds étudiés a cherché à mettre en évidence l'hétérogénéité des situations et des expériences présentes dans le troc. Nous avons donc sélectionné les clubs selon quatre critères : 1) l'emplacement (clubs de la ville de Buenos Aires et clubs situés en banlieue) ; 2) l'ancienneté (nœuds créés après l'expansion la plus importante du troc et nœuds "anciens") ; 3) l'appartenance au réseau (clubs appartenant ou ayant appartenu au RGT et au RTS) ; 4) les caractéristiques socio-économiques des membres du club (classes moyennes ou couches populaires).

Le travail de terrain a été réalisé entre les mois de mai et septembre 2002 dans trois clubs de troc, dont deux étaient situés à Buenos Aires, et le troisième en banlieue. Ceux de la Capitale sont le nœud "Almagro", créé en 1997, et le nœud "Esperanza"[\[18\]](#), fondé en novembre 2001. Le premier est installé dans la cour d'une paroisse catholique, située dans un quartier peu éloigné du centre ville. Le deuxième organise des foires hebdomadaires dans le bar "Canopus", à San Telmo, l'un des quartiers historiques de Buenos Aires.

Le troisième nœud choisi, "El Rayo"[\[19\]](#), a été créé en 2001 à José C. Paz, ville de la banlieue de Buenos Aires située à 40 km de la capitale. En fait, il constitue une sorte de filière du nœud "El sol"[\[20\]](#), créé en 1999 dans le quartier populaire Frino, qui est toujours actif. Jusqu'en décembre 2002, moment où il a fermé ses portes à la suite de la crise du troc, "El Rayo" organisait chaque semaine deux foires de troc au Club Sportif Helvecia, près de la gare ferroviaire de José C. Paz.

Par rapport aux caractéristiques de la population qui participe aux clubs, le nœud "Almagro" peut être considéré comme le plus hétérogène, car il réunit des membres appartenant aux couches moyennes et populaires. En revanche, les nœuds "Esperanza" et "El Rayo" ont une population très homogène, dont la plupart appartiennent aux couches défavorisées.

Enfin, les deux nœuds situés dans la Capitale font partie du Réseau de Troc Solidaire, alors que le club "El Rayo" était lié au RGT jusqu'au mois d'avril 2002, et a tenté ensuite – sans succès - de constituer son propre réseau avec d'autres clubs des quartiers voisins.

Il faut noter que tous les entretiens avec des participants ont été réalisés au cours des foires de troc. Il en a résulté tant des avantages que des difficultés en ce qui concerne le travail de terrain. D'un côté, le fait d'interviewer ces membres lors de leur participation aux échanges nous a permis d'observer toute une série d'interactions, de transactions et de conflits dont nous n'aurons pas pu témoigner sans cela. De l'autre, ce choix a impliqué que les entretiens soient parfois assez brefs, ou souvent interrompus par le déroulement des échanges. Ainsi, même si nous considérons que la réalisation des entretiens au cours des réunions des nœuds a constitué l'un des principaux atouts du travail de terrain, nous devons reconnaître qu'elle a aussi entraîné des limitations, étant donné que cela supposait un temps relativement à accorder pour à chaque entretien.

5. Plan du mémoire

La présentation qui suit est structurée en cinq parties. Dans le Chapitre 1, nous retraçons le développement de la pratique du troc en Argentine de 1995 jusqu'à fin 2002. Tout d'abord, nous essayons d'identifier leurs sources théoriques et idéologiques, ainsi que de décrire la trajectoire et l'organisation interne des clubs et réseaux. Ensuite, nous abordons les problèmes dérivés de l'expansion qui s'est produite à partir de 2001, de même que les conséquences imposées à l'activité par la crise de l'économie officielle. Enfin, nous décrivons chacun des nœuds visités au cours de la recherche, en présentant leurs caractéristiques essentielles.

Dans le Chapitre 2, nous nous fixons pour objectif d'analyser la manière dont se déroulent les échanges au sein des nœuds de troc. Pour ce faire, dans un premier temps, nous réalisons une description exhaustive du fonctionnement des foires. Dans un deuxième temps, nous proposons une revue de la bibliographie sociologique et anthropologique concernant les notions d'échange et de marché, qui devait nous fournir un cadre d'interprétation pour l'examen du matériel issu du travail de terrain. Dans un dernier temps, nous tentons d'analyser les échanges précédemment décrits à la lumière des discussions commentées dans la deuxième partie du chapitre.

Le Chapitre 3 cherche à rendre compte des enjeux associés à la monnaie du troc, le *crédito*. De même que dans le Chapitre 2, ce développement comporte trois volets. Dans le premier, nous décrivons le processus d'émission, mise en circulation et l'utilisation de la monnaie sociale dans le troc. Dans le deuxième, nous discutons la littérature sociologique à propos de la monnaie, et nous terminons, dans le troisième volet, sur l'analyse du phénomène monétaire tel qu'il se présente dans le cas du troc.

Le Chapitre 4 tente de rendre compte de la dimension institutionnelle du troc. Tout d'abord, nous explorons les rapports établis entre les réseaux de troc et l'État, en nous appuyant sur les formes que cette relation a prise dans d'autres expériences similaires, tels les SEL français. Ensuite, nous nous intéressons aux liens existants entre le troc et le marché, en concentrant notre attention sur deux dimensions différentes : celle des présupposés de l'activité et celle des pratiques et des représentations des acteurs. Enfin, la dernière section essaie de déterminer la place occupée par le troc par rapport à l'État et au marché.

Au terme de notre travail, les conclusions récapitulent les enjeux principaux de l'enquête et présentent quelques pistes de recherche à poursuivre dans le cadre de la thèse de doctorat.

1.1 Origines, antécédents et sources idéologiques des clubs de troc en Argentine

L'année 1995 a été particulièrement significative pour une grande partie de la société argentine. Elle a marqué la fin du premier gouvernement de Carlos Menem, pendant lequel avaient été mises en oeuvre une profonde réforme de l'État et une forte politique de stabilisation économique. Elle a aussi été l'année du déclenchement de la hausse du chômage, qui a atteint 18,4%^[21] au mois de mai.

C'est au cours de cette année 1995 que le premier "club de troc" voit le jour dans la banlieue sud de Buenos Aires, l'idée ayant surgi d'un groupe de militants écologistes quelques mois plus tôt. Rubén Ravera et Carlos de Sanzo^[22] avaient créé en 1989 l'ONG "Programme d'Autosuffisance Régionale" (PAR), dont l'objectif était l'articulation des milieux urbain et rural à travers la valorisation de leur environnement et leurs ressources économiques, technologiques et culturelles. Pendant des années, tous deux avaient mené ensemble des projets de développement des nouvelles technologies pour la production d'aliments "bio" et le recyclage des ordures ménagères – entre autres initiatives. En 1994, ils ont rejoint Horacio Covas^[23], fondateur d'un réseau ("Réseau professionnel") qui tentait de mettre en relation des techniciens et des professionnels avec des entreprises à la recherche de consultants. De cette expérience de coopération est né le groupe qui créera, un an plus tard, le premier "club de troc".

Selon Carlos de Sanzo, l'origine de l'idée qui devait le conduire au troc a été le fruit du hasard. Après quelque temps de réflexion à propos des difficultés qui affectaient le projet écologiste commun, "[...] j'ai proposé à mes partenaires de l'époque le recyclage de notre projet écologique vers un projet économique, en prenant en compte à la fois la préoccupation de l'environnement et la situation de paupérisation qui croissait dans notre pays. L'idée que j'ai eue a été de profiter des excédents des uns pour les transformer en offres pour d'autres, sans la médiation de l'argent comme forme d'accès aux biens en échange." (de Sanzo in Covas, de Sanzo et Primavera : 15)

Même si à l'époque existaient déjà dans d'autres pays des expériences "voisines" de cette intuition originelle^[24], ni de Sanzo ni ses compagnons ne les reconnaissent comme antécédents en 1995^[25]. Ils ne connaissaient même pas l'œuvre de Silvio Gesell (1862-1930), pourtant très proche de l'Argentine^[26]. Gesell, commerçant et économiste^[27] allemand, s'est installé à l'âge de 25 ans en Argentine ; il y est resté jusqu'en 1900, et ses quatre premiers enfants y sont nés. À Buenos Aires, il

a fondé un magasin de vêtements et articles pour enfants qui est devenu célèbre^[28], et il a commencé à travailler sur des questions économiques. Il a publié trois ouvrages consacrés à l'économie argentine.^[29] Après une dizaine d'années vécues en Suisse, il est retourné en 1911 en Allemagne. Durant l'année 1919, il a participé au gouvernement des Conseils de Bavière – comme Ministre de l'Économie, raison pour laquelle il a été emprisonné quelque temps plus tard. Après cette expérience il s'est installé dans une ferme coopérative près de Berlin, où il est mort en 1930. "L'Ordre Économique Naturel" est l'œuvre la plus connue de Gesell. Écrite et publiée en Allemagne en 1916, en 1936 et 1945, elle a été éditée en espagnol à Buenos Aires par le fils de Gesell.^[30] Elle a toujours été signalée comme source d'inspiration pour la plupart des systèmes d'économie alternative fondés sur le rejet de l'argent.^[31] Gesell y propose une "réforme institutionnelle" de l'argent, qui rend la thésaurisation coûteuse et encourage la circulation rapide de la monnaie. Cette réforme cherche à imposer à l'argent une "nature organique", en vertu de laquelle il perd sa capacité de se multiplier à l'infini grâce aux intérêts. À la base de cette transformation se trouve la thèse selon laquelle l'exploitation n'est pas – comme l'affirmait le marxisme - une conséquence de la propriété privée, mais le résultat des défaillances structurelles du système monétaire^[32].

Quelques années après la création du premier club de troc, le "groupe fondateur" s'est élargi et a commencé une coopération avec un membre des "Réseaux d'Échange de Savoirs" (RES). Heloisa Primavera, professeur de nationalité brésilienne à la faculté des Sciences Économiques de l'Université de Buenos Aires, avait essayé en 1996 de reprendre en Argentine l'expérience de la "Campagne contre la Faim", menée au Brésil par le sociologue Herbert de Souza (plus connu par son surnom, "Betinho"). Le projet n'ayant pas trouvé l'écho nécessaire, Primavera s'est ensuite tournée vers la construction d'un réseau d'échange de savoirs dans le pays^[33]. C'est au cours des démarches effectuées en vue de la mise en pratique de ce réseau qu'elle prend contact avec le groupe fondateur des clubs de troc, à l'occasion de la Première Journée de Troc Multi-réciproque, qui a eu lieu à Buenos Aires en mai 1997. Très vite, tous les quatre entreprennent une coopération qui donnera ses premiers fruits un an plus tard, avec la publication du premier livre du troc : *Reinventando el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina* [Réinventer le marché. L'expérience du Réseau Global de Troc en Argentine]. Dans cet ouvrage, Covas, de Sanzo et Primavera réunissent des articles écrits par chacun d'entre eux et relatent "l'histoire officielle" du troc, ainsi que l'état de son développement. La principale contribution de Primavera et des autres membres des RES au réseau de troc est, selon de Sanzo, l'application des techniques de "dynamique groupale" et la promotion des échanges de savoirs parmi les "biens" échangés dans les clubs (Covas, de Sanzo et Primavera, 1998 : 16).

Par rapport aux sources idéologiques et à l'influence d'autres expériences nationales, les auteurs du livre sont maintenant loin de l'isolement dans lequel ils reconnaissent se trouver en 1995. Dans l'introduction, ils dédient le livre "aux compagnons de l'aventure permanente de réinventer la vie" (p. 2) et, parmi eux, à ceux qui "depuis l'orbite un peu plus éloignée de notre horizon d'inspiration, nous regardent troublés" (p. 2). Ce groupe que les auteurs identifient comme leur "horizon d'inspiration" est nombreux et hétérogène ; il comprend G. Bateson, P. Watzlawick, E. Morin, A. Moffat (psychanalyste argentin), H. Maturana et F. Varela (biologistes chiliens ayant développé la théorie des systèmes autopoïétiques), B. Latour, F. Braudel, Amartya Sen, Darcy Ribeiro (anthropologue brésilien), Herbert de Souza et Paulo Freire (pédagogue brésilien, fondateur de la "pédagogie de l'opprimé").

Dans les années qui suivent, ces références théoriques et idéologiques seront élargies. À l'occasion d'une rencontre universitaire à propos du troc[34], le représentant du Réseau Global de Troc affirme, dans sa communication : "L'interrelation entre ces groupes [*le PAR de de Sanzo et Ravera et le Réseau Professionnel de Covas*] a permis de mettre en tension et d'interpeller un ensemble de savoirs et courants de la pensée : les perspectives économiques de Gesell et Keynes ; l'anthropologie structurelle de Claude Lévy Strauss (*sic*) et ses contributions à propos de l'éducation des femmes ; la psychanalyse de Jacques Lacan, Jacques Alain Miller et Germán García pour comprendre les politiques du désir et la ségrégation qu'implique toute jouissance ; la pensée de Michel Foucault pour comprendre les dispositifs de la domination sociale, la biopolitique et la gouvernementalité ; la pensée de l'École de Francfort dans les travaux de Adorno, Horkheimer et Habermas (*sic*), notamment ceux liés à la théorie critique du sujet et de la culture ; l'examen de la théorie des besoins d'Hagnes Heller (*sic*) ; les écrits de Robert Castel (*sic*) à propos du pouvoir et les métamorphoses de la question sociale ; la pensée d'André Gorz sur les mutations du monde du travail ; les travaux de Diana Mauri, Ota de Leonardis et Franco Rotelli à propos de l'économie sociale et les entreprises sociales. Une reconnaissance particulière, en raison de leurs contributions, est à accorder aux *Cuadernos de Pasado y Presente*, aux anciennes revues *Controversia*, *La Ciudad Futura* et *Punto de Vista*, ainsi qu'à la lecture "*en clave rioplatense*" d'Antonio Gramsci réalisée par José Aricó. Tout ces éléments et la production théorique des dix dernières années de Toni Negri nous permettent de développer un fondement épistémologique pour la praxis qu'on développe." (Laporte, 2002 : 4)

Toutefois, malgré leur profusion, aucune de ces citations et évocations "savantes" ne porte sur les autres expériences d'"économie solidaire" et/ou "économie sans argent", que l'on pourrait rapprocher des clubs de troc argentins[35]. Par ailleurs, elles ne proviennent pas d'un même univers théorique, mais font référence à des traditions différentes, voire contradictoires, de la philosophie et des sciences sociales. Il semble qu'il s'agisse d'un ensemble de sources indépendantes, mêlées dans une sorte de *magma* où chacune des figures clés du troc pourrait – du moins en partie - se reconnaître. Ce sont les lectures que chaque membre du groupe fondateur *apporte au groupe*, qui renvoient davantage à leurs itinéraires biographiques et professionnels qu'à leur expérience

commune au sein du troc. Parmi ces références, on trouve la tradition de la psychanalyse, venue certainement de C. de Sanzo, psychologue, mais aussi de L. Laporte, responsable de relations institutionnelles du Réseau Global de Troc et auteur de la communication citée. On y relève aussi l'influence de l'univers de l'économie sociale et des entreprises sociales, probablement apporté par l'expérience de H. Covas dans le milieu "entrepreneur". Enfin, on y observe l'incidence des discussions qui ont caractérisé les sciences sociales en Argentine dans les années 70 et 80, liées surtout aux relectures de la tradition marxiste et, plus tard, aux réflexions sur la transition vers la démocratie. Bref, les influences déclarées ne constituent pas un *corpus* homogène, mais résultent d'un travail de *bricolage* dans lequel priment les expériences précédentes de chaque membre, et non pas un travail collectif de débat et de formation mené au sein du réseau.

En résumé, la reconstruction des sources théoriques et idéologiques de la pratique du troc en Argentine est complexe. D'une part, nous trouvons des groupes déjà constitués avant la naissance du premier club de troc, soit sous la forme d'ONG, soit sous la forme de réseaux, qui arrivent au troc avec tout un bagage d'idées, de lectures et d'expériences qui, bien qu'ils ne se trouvent pas en étroite relation avec le nouveau projet, partagent la tradition de ce que nous pourrions appeler l'"économie sociale" et le monde des organisations "de la société civile". D'autre part, nous sommes face à un groupe fondateur qui déclare n'avoir reçu aucune référence des expériences similaires à celle du club de troc avant sa création, et qui, de plus, loin de vivre cet isolement comme un handicap, en fait une vertu. C'est ce qui est déjà souligné en 1998 : "Lorsqu'on nous demande quelle est l'*originalité* de notre projet, nous proposons deux réponses très claires : premièrement, nous avons commencé d'une manière très particulière, parce que nous étions *totallement isolés dans un coin de la province de Buenos Aires* et nous n'avions même pas la possibilité de rechercher des expériences similaires, étant donné que nous ne connaissions pas des formes d'articulation avec d'autres réalités, tel qu'en est aujourd'hui l'internet. Deuxièmement, [...] nous avons commencé très tôt à penser à grande échelle, à essayer d'étendre nos efforts au-delà du niveau local." (Covas, de Sanzo et Primavera, 1998 : 3. C'est nous qui soulignons)

1.2 Développement de la pratique du troc en Argentine, 1995-2002

Les premiers clubs et leurs mécanismes

Le 1er mai 1995, dans le garage de la maison de C. de Sanzo, une vingtaine de personnes se sont réunies pour échanger des biens, notamment des légumes provenant de leurs jardins potagers. Le but qui animait cette rencontre était à la fois de montrer l'utilité de ces derniers et d'échanger des

biens sans avoir recours à l'argent. Après quelques mois, l'expérience s'était répandue et le "club" comptait 60 membres. Ces derniers échangeaient toujours des légumes et des aliments préparés, mais le genre d'articles fournis par les participants s'était élargi : on y trouvait aussi des vêtements neufs et des fripes, des livres, des cassettes, des vidéos et des disques d'occasion, de la vaisselle, etc. En même temps, quelques membres commençaient à offrir leurs services dans le club : coiffure, soutien scolaire, réparation d'appareils électroménagers, plomberie, services médicaux (dentiste, pédiatre, etc.), thérapies "alternatives" (tarot, bougie-thérapie, arôme-thérapie, etc.). Selon les organisateurs, le succès relativement rapide du troc était la conséquence de la situation économique du pays: "[...] nous avons grandi poussés par le besoin de nous développer et d'élargir notre propre marché : nous nous sommes battus pour RÉINVENTER LE MARCHÉ dont nous avons été exclus, avec tant d'autres citoyens de ce pays."^[36] (Covas, de Sanzo et Primavera, 1998 : 4)

Alors qu'au début les échanges étaient réalisés sans aucun recours à l'argent, le troc a bien vite intégré une forme de monnaie, qui avait pour objectif la "simplification" des transactions. Sans argent, la détermination des équivalences était difficile et la circulation des biens trop lente. En même temps, l'échange des biens contre des services devenait presque impossible et les participants étaient contraints de déterminer tous leurs " achats " au moment de la réunion ou "foire" hebdomadaire. Pour résoudre ce dernier problème, les organisateurs ont d'abord décidé - en suivant globalement le modèle des SEL ou LETS européens et nord-américains^[37] - d'enregistrer tous les " achats " et les " ventes " sur un fichier, à l'aide d'un ordinateur. De ce fait, les créances et les dettes de chaque membre étaient enregistrées et chacun pouvait échanger avec plusieurs personnes, ainsi que "différer" ses échanges dans le temps. Mais ce système s'est bientôt révélé coûteux^[38]. Il fallait avoir des ordinateurs - ce qui n'était pas évident et, surtout, il fallait que quelqu'un s'en occupe à temps complet. En conséquence, en 1996 la monnaie du troc, le crédito^[39], a été mise en place. Dorénavant, les transactions seraient réalisées comme dans tout marché, à l'aide d'une monnaie qui lui est propre. Le choix du nom n'a pas été fortuit. Le crédito suppose l'existence d'une confiance dans l'organisme qui le crée, c'est-à-dire la "direction" du club de troc. Il suppose aussi des relations de confiance entre les participants, qui s'engagent à fixer des prix et à effectuer leurs échanges en utilisant ce moyen de paiement. Cette confiance est bien inscrite dans le nom de la monnaie : dar crédito signifie à la fois accorder un crédit - dans le sens bancaire de l'expression - et croire. Primavera décrit ce rapport entre monnaie et confiance dans un article paru en 1999 : "Ces unités [de compte et de paiement] sont appelées dès le début "créditos", car elles sont associées à la confiance existant entre les associés et s'appuient sur la capacité à produire et à consommer qui est demandée aux membres des groupes de prosummateurs."^[40] (Primavera, 1999 : 2)

Le mécanisme visant à fournir aux adhérents des créditos était le suivant : après avoir participé à

plusieurs réunions consécutives, chaque membre recevait la somme de 50 crédits en qualité de prêt, qu'il ne devait rendre que s'il abandonnait l'activité. Il devait investir cette somme dans la production des biens ou la prestation de services. Outre ce prêt initial, la seule possibilité d'obtenir des crédits était la "vente" de produits ou services dans le club, l'échange des crédits par des pesos étant interdit.

La détermination d'une somme fixe de crédits à donner à tous les membres du club répondait à deux objectifs. D'un côté, on encourageait la production de biens, en accordant des moyens pour l'investissement. De l'autre, on établissait un équilibre entre la "masse monétaire" disponible et le nombre de participants.

Les réseaux

Après l'introduction du crédit et l'arrivée du système dans la Capitale, les clubs s'organisent formellement ; il faut définir le rapport existant entre les clubs de différentes villes et quartiers. En réponse à ce besoin d'institutionnalisation est né, en 1996, le Réseau Global du Troc Multi-réciproque^[41] ou Réseau Global de Troc Solidaire (RGT)^[42]. Le modèle d'organisation sous la forme de réseau cherchait à imposer certains principes communs, en même temps qu'à sauvegarder l'autonomie de chaque collectif local. Ces objectifs sont énoncés dans le texte de la "Déclaration de Principes du Réseau Global de Troc", document fondateur qui deviendra "guide d'emploi" du troc^[43].

Le RGT supposait une instance globale de coordination des activités des clubs, mais sans posséder de véritable existence en dehors de ces derniers, désormais considérés comme "nœuds" du réseau. D'un point de vue pratique, le réseau se matérialisait grâce à l'existence d'une monnaie commune à tous les groupes et à la organisation de réunions mensuelles des coordinateurs de clubs. Or, même si la création du RGT ne supposait pas l'existence d'une direction ou d'une administration centrale, une telle fonction dirigeante a été remplie dès le début par le groupe fondateur, appelé "Conseil Consultant du PAR" (CCPAR)^[44]. Il détenait le pouvoir de l'émission monétaire et gérait l'ouverture des nouveaux nœuds. Chaque groupe de personnes qui voulaient créer un club de troc devait s'adresser au CCPAR pour demander une formation spécifique. Ensuite, et après quelques réunions régulières (après un mois ou deux, en moyenne), le CCPAR émettait des crédits pour chacun des membres inscrits dans le nouveau nœud. En conséquence, malgré l'apparente identité entre clubs et réseau, ce dernier constituait quelque chose de plus par rapport à l'ensemble des clubs.

Après quelque temps, ce réseau est devenu un véritable "réseau des réseaux". Étant donné le développement de nouveaux nœuds, on a distingué quatre zones géographiques au sein du RGT (sud, ouest, nord et capitale)^[45], chacune constituant elle-même un réseau de clubs. Cette "régionalisation" a impliqué aussi une certaine décentralisation de l'émission de crédits.

Désormais, chaque zone avait le droit d'émettre ses propres "billets", qui étaient cependant valables

dans tout le réseau. De ce fait, on espérait simplifier les mécanismes d'émission et corriger les "déviances" réalisées auparavant^[46]. Il y avait ainsi deux niveaux de coordination des activités des clubs : d'une part, l'assemblée plénière correspondant à chaque zone (Assemblée Zonale) ; d'autre part, l'assemblée plénière du RGT lui-même.

Ceci n'a pourtant pas empêché qu'une concentration de pouvoir se produise dans le CCPAR, en tant que "groupe fondateur" et nœud plus connu du troc. Cette centralisation a rapidement créé des conflits à l'intérieur du réseau ; une partie importante des membres, y compris ceux qui arrivaient du côté des Réseaux d'Échange de Savoirs, étaient opposés à la perte d'"horizontalité" de l'organisation et proposaient une réforme tendant à la "démocratisation" du réseau. Ils réclamaient notamment plus de transparence dans l'émission des crédits de la part du CCPAR et l'observation rigoureuse de la Déclaration de Principes. Tout d'abord, ils affirmaient que le CCPAR ne respectait pas le principe d'équilibre entre le volume de crédits en circulation et le nombre d'associés, en émettant sans contrôle. Ensuite, ils réclamaient une gestion des comptes plus claire, justifiant les coûts élevés de l'émission de monnaie locale. Alors que l'inscription aux clubs n'était pas payante, il fallait verser une faible somme en échange des 50 crédits, pour couvrir les frais d'impression. Il s'agissait en règle générale de 1 ou 2 pesos, somme de toute façon élevée si l'on considère que le coût réel de l'impression des billets n'excédait pas 20 centimes (Primavera, 2002 : 5).

Les conflits entre les deux positions se sont progressivement aggravés jusqu'en septembre 2000, moment où le CCPAR quitte l'Assemblée interzonale sans répondre aux demandes relatives aux comptes du réseau. Quelques mois plus tôt, la Zone Ouest avait quitté l'Assemblée et avait constitué le Club de Troc Zone Ouest (Club del Trueque Zona Oeste), réseau réunissant les clubs de la banlieue ouest de Buenos Aires. Enfin, en avril 2001, l'Assemblée Nationale Plénière des Réseaux, réalisé dans la Capitale, crée le Réseau de Troc Solidaire (RTS - Red de Trueque Solidario) et le courant provenant des RES se sépare définitivement du "groupe fondateur". Ce nouveau réseau va se constituer en se différenciant du RGT, et mènera dès sa création une campagne médiatique très active pour dénoncer les "irrégularités" commises par le "groupe fondateur". D'après l'un des réseaux régionaux qui avait participé à la mise en pratique du RTS, celui-ci représentait : "la confluence nationale des réseaux régionaux qui adhèrent au projet de "construction de consensus" à partir des réunions des différentes instances, qui réalisent des "assemblées annuelles" d'associés pour discuter des enjeux critiques et parvenir à un accord sur de nouvelles pratiques. Ils rejettent la centralisation de la "Franchise sociale du réseau Global de Troc" et son projet de "crédito unique", visant la création des monnaies zonales ou régionales. Ces monnaies doivent constituer des outils pour accorder du pouvoir aux fondements de la société civile et au développement local, depuis le niveau communautaire, local, zonal jusqu'au niveau régional."^[47]

En outre, au début du XXI^e siècle, le "paysage" des réseaux de troc était déjà beaucoup plus diversifié qu'en 1996. La diffusion des clubs dans l'intérieur du pays avait provoqué la création de nouveaux réseaux de caractère régional, chacun réunissant les nœuds d'une province ou d'une région particulière. Si, avant la création du RTS, la plupart de ces réseaux régionaux répondaient au RGT – qui leur fournissait d'ailleurs les crédits utilisés –, ce n'était plus nécessairement le cas en 2000. Les critiques relatives au comportement du CCPAR s'étaient aussi répandues et plusieurs de

ces autres réseaux avaient cessé de participer aux assemblées mensuelles et émettaient eux-mêmes leur propre "monnaie". Toutefois, au sein des clubs concernés, on avait continué à accepter les billets émis par le RGT à Bernal. Cette pratique a constitué un trait commun à tous les réseaux "dissidents". Ces derniers émettaient leurs propres crédits, qu'ils donnaient aux nouveaux associés, mais ils n'échangeaient pas les crédits déjà en possession des adhérents.

Évolution du nombre de participants

"Le troc", ainsi qu'on appelle le système en Argentine, a connu une expansion constante jusqu'en 2002. Faute de statistiques officielles sur le nombre de personnes présentes dans les clubs de troc, il est nécessaire de reconstruire l'évolution du nombre de participants à partir des chiffres communiqués par la presse. Il faut cependant signaler que ces chiffres sont habituellement fournis par les réseaux concernés, qui éprouvent des difficultés à comptabiliser le nombre exact de membres, d'autant plus que la plupart des personnes participent à la fois à plusieurs clubs.^[48]

Un an après l'inauguration du premier club à Bernal, le Réseau Global de Troc comptait 1000 membres^[49]. En 1997, on recensait 2300 adhérents et en 1999, 180.000. En 2000, le nombre de participants s'élevait à 320.000^[50] ; en 2001, on en dénombrait 500.000.^[51] À la fin de cette année, on assiste à une véritable "explosion" du troc : entre décembre 2001 et février 2002 le nombre de clubs et d'adhérents se multiplie plusieurs fois et on cite le nombre de 2.500.000 personnes faisant partie des différents réseaux.^[52] Durant la même période, si l'on considère le nombre de clubs ou nœuds , on passe de 3 en mai 1995 à 200 en mai 1997, 400 en janvier 2001, 800 en décembre 2001 et 4500 en février 2002.^[53]

Par ailleurs, en mai 2002, l'Institut National de Statistiques et Recensements (INDEC) a publié, pour la première fois, des chiffres concernant le troc. Il s'agit des résultats partiels de l'Enquête Permanente de Ménages (Encuesta Permanente de Hogares), relative à la situation de l'emploi dans les principales villes du pays^[54]. Selon cette enquête, au début de l'année 2002, 1,2% des actifs occupés, soit 87.800 personnes, avaient travaillé "pour le Club de Troc". Un institut de sondages privé a également réalisé en 2002 une étude nationale sur l'expansion du troc. Selon ces résultats, entre janvier et mars 2002 18% des personnes interrogées avaient participé aux clubs, et 37% estimaient possible qu'elles s'y rendent dans les mois à venir. Ces pourcentages s'élevaient jusqu'à 30% et 63% respectivement lorsqu'il s'agissait des interviewés appartenant aux couches populaires.

1.3 Crise économique, diffusion massive du troc et nouveaux défis

Étant donné la difficulté de connaître la véritable évolution du troc, il apparaît délicat d'établir une périodisation qui rende compte de sa trajectoire. Bien évidemment, les acteurs principaux du troc en ont construit plusieurs au cours des années, et les ont diffusées dans leurs publications. En 1998, de Sanzo élabore la première, en tenant compte de la multiplication du nombre de participants. Pour lui, trois ans après la création du premier club de troc, l'inflexion est marquée par la participation du "groupe fondateur" de l'une des émissions politiques les plus importantes de la télévision locale, à partir de laquelle on passe d'une "expérience alternative" au "début d'un mouvement économique et social qui est en train d'améliorer la qualité de vie de plusieurs milliers de personnes" (Covas, de Sanzo et Primavera, 1998 : 19). Par ailleurs, Primavera propose une première périodisation en 1999, construite par rapport à l'élargissement des biens et des services échangés, l'évolution des moyens de compte et paiement et l'ouverture vers le marché et l'État. Dans ce cas, une rupture se produit entre une première période de "consolidation du réseau vers l'intérieur" (1995-1997) et une autre où l'accent est mis sur l'"ouverture vers l'État et le Marché en quête de légitimité" (Primavera, 1999 : 6). Ce même auteur ré-élabore son récit sur les étapes du troc en 2002, après la création du RTS. Cette fois, le critère utilisé n'est plus la diversification des biens échangés ni l'évolution de l'organisation, mais la concentration du pouvoir de plus en plus évidente de la part du "groupe fondateur". Ainsi, les étapes de cette dernière périodisation sont les suivantes: 1) "Le dur début" ; 2) "L'explosion médiatique" ; 3) "En récupérant l'espace perdu" et 4) "Néo-keynesiannisme créole ou État paramilitaire" (Primavera : 2002).

Il est évident que la crise économique de décembre 2001 marque un point d'inflexion dans l'histoire des réseaux de troc. Tout au long de l'année 2001, l'approfondissement de la crise économique en Argentine a contribué au développement de "l'économie de troc"^[55]. Dans un contexte de longues négociations avec les organismes multilatéraux de crédit pour définir le calendrier des paiements de la dette externe, et en réponse aux pressions des créanciers visant à obtenir une diminution du déficit budgétaire, le gouvernement a pris des mesures qui ont eu un fort impact sur le pouvoir d'achat de la population. Au mois de juillet il a été décidé d'abaisser de 13% les salaires nominaux des fonctionnaires de l'État national et les retraites. En août, la province de Buenos Aires (la plus importante du pays d'après le nombre d'habitants et le poids de son économie) a décidé de mettre en circulation des bons du Trésor pour financer son déficit, et pouvoir ainsi payer ses dettes auprès des agents privés et les salaires des fonctionnaires provinciaux. Bien qu'après quelque temps l'État ait réussi à établir des accords avec certains acteurs économiques (notamment les grandes surfaces) pour rendre les patacones valables comme moyen de paiement généralisé, son application a signifié la diminution du pouvoir d'achat de la population^[56]. Finalement, le 1er décembre 2001 le Ministère de l'Économie a annoncé la mise en place du "corralito", c'est-à-dire l'imposition d'étroites limites aux clients des banques pour les retraits d'argent. Dans un pays comme l'Argentine, où la bancarisation du système financier est très faible (par rapport aux pays d'Europe, par exemple) et où l'utilisation des cartes bancaires et chèques n'est pas massive, cette mesure a signifié une nouvelle restriction à du pouvoir d'achat de la population^[57]. Elle a aussi eu un effet secondaire très important sur l'économie des couches populaires. À partir de l'application du corralito, celles-ci ont perdu la plupart de leurs revenus, dérivés du travail informel. Femmes de ménage, marchands ambulants, ouvriers du bâtiment et autres travailleurs "au noir", dont la paie

était effectuée en espèces, ont vu diminuer leurs salaires ou ont directement perdu leurs emplois du fait de l'impossibilité de leurs patrons (ou clients) à disposer d'argent.

En raison de la diminution de l'argent en circulation, une partie importante de la population s'est tournée vers les clubs de troc, en quête de voies alternatives pour se fournir en produits de base. On a compté jusqu'à 5000 nouveaux participants chaque jour, contre 20.000 par mois en 2001.

Si cette "explosion" a été initialement perçue par les coordinateurs des nœuds comme un signe de succès, elle s'est bientôt révélée l'inverse. Les clubs de troc n'étaient pas prêts à accueillir autant de nouveaux membres, et ceux-ci ne remplissaient pas les conditions minimales requises pour y participer. Dans la plupart des cas, il s'agissait de familles sans aucun revenu, le chef de famille ayant perdu son emploi à la suite de la crise, qui n'avaient pas les moyens d'apporter des biens à échanger. Ainsi, les nœuds étaient remplis de participants... aux mains vides. Au fur et à mesure que le nombre d'adhérents augmentait, la quantité de produits ou de services échangés diminuait.

Cette croissance inattendue a renforcé la hausse des prix qui était constatée à l'intérieur des nœuds depuis 2001. Cette "inflation", que la crise économique nationale de décembre 2001 a approfondie, avait pourtant des causes endogènes : c'est l'abondance de monnaie (parallèle) circulante qui était à l'origine de la hausse des prix. Dès qu'il devenait plus facile pour les participants d'obtenir des crédits - soit en les achetant "illégalement", soit en s'inscrivant à plusieurs nœuds sans respecter les règles du système, la production pour le troc décroissait et "les tables se vidaient". H. Primavera explique ce phénomène lors d'un entretien : "l'inflation qu'on observe dans le troc n'est pas causée par les variations des prix dans le marché formel, mais elle découle de l'émission incontrôlée, de la distribution discrétionnaire [de crédits]... Elle est interne, totalement endogène. Au moment où le groupe a 50000 crédits pour fonctionner, tandis qu'il n'a besoin que de 1000...[les gens se disent :] "Je ne sais pas quoi faire avec ces "bouts de papier"." [...] Bref, il s'agit d'une inflation entre guillemets, une inflation apparente, car en réalité dans le troc on ne devrait jamais constater d'inflation, étant donné que l'inflation a lieu lorsque la monnaie est rare."

En effet, l'équilibre entre nombre de membres et la masse monétaire étant rompu, les prix perdent leur "contrôle" et affichent une tendance à la hausse. L'origine de ce déséquilibre est expliquée de manière différente par les représentants de chaque réseau. Pour le "groupe fondateur", toujours à la tête du Réseau Global de Troc, il résulte de la falsification croissante des crédits, face à laquelle ils n'ont pas les moyens de réagir^[58]. Par contre, selon les responsables du Réseau de Troc Solidaire, le déséquilibre mentionné n'est que le résultat de la surémission de crédits effectuée par le RGT. À leur avis, ce sont les fondateurs mêmes du réseau original en quête d'un profit personnel qui ont provoqué l'affaiblissement du système.

Au cours de l'année 2002, une partie des clubs - notamment ceux appartenant au Réseau du Troc Solidaire - a essayé de mettre en œuvre des mesures visant la "normalisation" des échanges : obligation d'apporter des produits à vendre ou d'offrir des services pour avoir accès aux foires ; fixation des prix maximaux pour les aliments ; remplacement du billet d'entrée aux foires, auparavant fixé en crédits, par la contribution au nœud avec des aliments, etc. En outre, quelques nœuds ont tenté de régulariser la circulation monétaire à l'intérieur du club, en créant des crédits "du nœud", désormais seuls reconnus comme moyen de paiement dans le club. Pour cette opération, seuls les 50 crédits officiellement donnés par le club à chaque membre étaient admis ; chacun devait rendre ses "billets" aux coordinateurs et recevait en échange 50 "nouveaux billets" avec lesquels il pourrait effectuer ses achats. Ainsi, le club concerné cherchait à équilibrer la relation entre le nombre d'adhérents et la masse monétaire disponible, afin d'abaisser les prix et d'augmenter

la quantité des produits offerts.

1.4 Les clubs ou nœuds

On pourrait affirmer que les clubs de troc – les nœuds - ont une existence à la fois virtuelle et réelle. Leur niveau d'organisation étant très faible, ils n'existent qu'en vertu des réunions ou des foires qu'ils organisent périodiquement. Ils n'ont pas de structure institutionnelle fixe, avec des postes, des hiérarchies et des règles impersonnelles et strictes, même s'ils sont animés par un coordinateur qui doit faire respecter les normes du réseau. Bref, le nœud prend forme lors des foires, et "disparaît" juste après.

En outre, ce caractère quasi virtuel des clubs est confirmé par l'absence d'ancrage physique pour les nœuds, par l'inexistence d'un "siège social". [\[59\]](#)

La fréquence et la dynamique de ces réunions ont changé au cours des années. Au début, il s'agissait principalement de réunions hebdomadaires, qui se déroulaient pendant plusieurs heures et reprenaient globalement le modèle des foires ou marchés de quartier. Chaque adhérent avait son propre "éventaire", sur lequel il présentait ses produits, ou son "poste de travail" - dans le cas des personnes qui offraient leurs services pendant la foire (coiffeurs, électriciens, voyants et cartomanciens, etc.). Les personnes qui ne venaient à la foire que pour acheter des produits faisaient la queue jusqu'à l'heure du début des échanges, qui était annoncé par un signal des coordinateurs (généralement par un son de cloche). Le groupe des participants étant relativement stable, les réunions se prolongeaient durant trois ou quatre heures, même si chacun d'entre eux avait déjà "vendu" toute sa production au bout d'une ou deux heures.

Plus tard, une fois accomplie la diffusion massive du troc, les réunions sont devenues plus courtes et le modèle du marché s'est répandu, reléguant le caractère d'espace de sociabilité des foires. De plus, les clubs ont commencé à se réunir plusieurs fois par semaine, voire tous les jours, et le groupe de participants a perdu son homogénéité. On a de même abandonné certaines pratiques considérées comme "sacrées" au début de l'activité, telles que les cours de formation pour les nouveaux membres et le respect du "signal d'ouverture". L'affluence rendait impossible le contrôle de certaines conditions d'association ; l'obligation de suivre un court "séminaire" de formation pour le troc n'était plus observée, même si on avait déjà transformé la formation qui comprenait plusieurs séances en une rapide conférence avant la première participation à la foire. Par ailleurs, les coordinateurs n'avaient plus les moyens de faire respecter le signal du début, qui visait à éviter les transactions avant la foire de sorte que tout le monde puisse profiter des offres. Ainsi, la plupart des biens correspondant à une forte demande (notamment les aliments) étaient vendus lorsque les adhérents se trouvaient dans la file d'attente, et il ne restait rien au moment de l'ouverture du nœud. Par conséquent, les réunions sont devenues très brèves (de une à deux heures), et les échanges beaucoup plus rapides.

Ces réunions régulières étaient complétées par des "megaferias" mensuelles, grandes foires qui se déroulaient dans des locaux immenses pouvant accueillir plusieurs milliers de personnes. Généralement, c'était le nœud le plus grand de chaque zone qui organisait, à côté des "petites foires" ordinaires, une réunion qui rassemblait des adhérents venus de tous les coins de la ville, et où l'on organisait des spectacles musicaux, des activités pour les enfants, etc.

Les locaux dans lesquels on organise les foires ont une origine hétérogène : ils peuvent aussi bien être des locaux cédés gratuitement par les mairies, des écoles publiques ou des paroisses catholiques que des salles louées aux particuliers : locaux commerciaux vides, stades ou clubs sportifs, petits théâtres, etc. Ces locations peuvent être payées soit en pesos, soit en crédits ce qui détermine le coût de l'entrée aux foires et la monnaie avec laquelle elle devra être réglée. Si, au début, les loyers

en pesos étaient rares, après 2001, ils sont devenus de plus en plus habituels, notamment dans le cas des grandes salles.

Les différents clubs ont aussi un nom. La plupart d'entre eux reprennent celui du quartier, de la rue ou du lieu où se tiennent les réunions, comme c'est le cas de "Almagro", "Autopista" (L'autoroute) ou "La Bernalesa" (en référence à une ancienne usine de la ville de Bernal transformée en club de troc). Dans d'autres nœuds, le nom fait symboliquement référence au caractère nouveau, positif et même libérateur du troc : "El Sol" (Le soleil) ; "El Rayo" (Le Rayon) ; "Manos Creativas" (Mains créatives) ; "Esperanza" (L'Espoir). Enfin, dans quelques clubs le nom est plutôt le résultat du choix personnel du coordinateur et correspond à son nom propre, ses traits personnels, ses goûts ou croyances. C'est le cas de "El Negro" (Le Black), "Las chicas lindas" (Les jolies filles) ou "Virgen de Itatí" ("Notre Dame d'Itatí"). Parfois, les noms reflètent aussi le rapport existant entre différents groupes. Ainsi, le club "El Rayo" est issu du club "El Sol" et le nœud "Virgen de Itatí" a été créé en concurrence avec celui nommé "Virgen de Luján" ("Notre Dame de Luján"), tous deux ayant la même école publique pour lieu de réunion.

Enfin, la figure maîtresse des clubs est leur coordinateur. Bien que la Déclaration de Principes du Réseau Global de Troc établisse la rotation de tous les rôles et fonctions à remplir dans les réseaux et que dans les séminaires de formation on insiste sur le fait que la coordination des nœuds soit une tâche partagée par divers membres, dans la majorité des cas, cette fonction a toujours été remplie par la même personne. À cet égard, la plupart des coordinateurs que nous avons interviewés se sont plaints du manque de volonté des adhérents de s'occuper de l'organisation des activités et du caractère involontaire de leur permanence dans le poste. Néanmoins, l'augmentation du nombre de participants a contraint à répartir les tâches relatives à la coordination. Aujourd'hui, il s'agit d'une fonction remplie par plusieurs personnes sous la forme soit d'une "coordination collective", soit d'une "coordination assistée" par collaborateurs.

Les clubs sélectionnés

Comme nous l'avons déjà mentionné dans l'Introduction, les trois clubs dans lesquels nous avons réalisé le travail de terrain ont été sélectionnés en cherchant à rendre compte des caractéristiques des nœuds appartenant à divers réseaux, qui avaient été créés à différentes époques et dont le profil des participants était variable. Ces clubs sont le "Nœud Esperanza" et le "Nœud Almagro", de la ville de Buenos Aires, et le "Nœud El Rayo", situé dans une ville de la banlieue nord-ouest de la capitale (José C. Paz).

San Telmo

Le club "L'Espoir"^[60] a été créé en novembre 2001 par une femme qui participait depuis 2000 à d'autres nœuds de troc. C'est à la suite du transfert du club original, qui avait quitté son premier local en quête d'un autre plus grand, que Amalia a décidé de fonder un club dans le bar qui appartenait à son mari et qui avait abrité le nœud précédent pendant plus d'un an.

Dès sa création, le club a fait partie du Réseau de Troc Solidaire, auquel appartenait déjà le nœud "San Telmo", "club mère" de "L'Espoir". Sa coordinatrice, qui avait suivi des cours à "l'école de coordinateurs" du RTS, participait tous les mois aux assemblées de nœuds .

Le quartier où se trouvent les deux clubs, San Telmo, est l'un des plus anciens de la ville de Buenos Aires, et aussi l'un des plus pauvres. Toutefois, en raison de son caractère historique, cet endroit est très visité par les touristes, attirés par les marchands d'antiquités qui y organisent tous les dimanches une foire très renommée. En conséquence, le quartier a une sorte de "double vie" : d'un côté, les antiquaires et les marchands d'art qui contrôlent la vie économique du quartier et attirent l'attention des étrangers ; de l'autre, les habitants pauvres des *conventillos*^[61], *casas tomadas*^[62] et *hoteles familiares*^[63], dont une proportion importante est au chômage et se situe au-dessous du seuil de pauvreté.

Selon Amalia, la crise de décembre 2001 a eu un fort impact sur la vie du nœud, qui n'existait à l'époque que depuis un ou deux mois. Très vite, elle s'est retrouvée face à un club très actif, qui comptait plusieurs centaines de participants chaque jour. De plus, le nœud "L'Espoir" a été directement influencé par les conséquences politiques de la crise nationale. En janvier 2002, le bar est devenu aussi le lieu de rencontre de l'une des Assemblées Populaires de quartier^[64], et les membres de celle-ci et du club de troc se sont bien vite mêlés. À travers l'assemblée, ceux qui avaient été très affectés par le "corralito" (fonctionnaires, professionnels, etc.) ont découvert dans le troc une voie alternative d'accès à la consommation. En même temps, certains adhérents au troc ont trouvé dans les initiatives de l'assemblée (l'organisation d'une "soupe populaire" et d'une cantine pour les enfants du quartier, par exemple) quelques réponses à leurs besoins.

Le club "L'Espoir" n'a cependant pas échappé aux problèmes provoqués par l'inflation externe et par la crise interne au troc. La hausse des prix des aliments dans l'économie formelle a également fait monter les prix dans les clubs de troc et a rendu de plus en plus difficile la "commercialisation" des produits d'alimentation dans les nœuds. En outre, ce phénomène a été amplifié par la surabondance de *créditos*, qui engendrait une sorte d' "inflation interne" dans les clubs et décourageait la production *pour* le troc. Lors de la réalisation des entretiens, Amalia et ses collaborateurs essayaient de mettre en œuvre des mesures pour atténuer les effets de la crise : ne pas accepter les *créditos* connus comme les plus falsifiés ; établir un ordre pour l'accès aux foires, afin de privilégier ceux qui ont quelque chose à vendre ; etc.

Almagro

Le nœud "Almagro" est l'un des plus anciens de la Capitale. Fondé entre 1996 et 1997, il a été témoin de toutes les étapes qui ont marqué l'histoire de l'économie de troc. Sa trajectoire suit le modèle des premiers clubs, créés par de petits groupes d'adhérents dont l'engagement dans le projet

d'économie alternative impliqué par le troc était très fort. Les fondateurs du club partageaient, de plus, une histoire commune de militance politique dans les années 70, ce qui à l'origine donnait au groupe une cohésion très importante.

Au cours des années, le club a occupé différents locaux, qu'il a abandonnés au fur et à mesure que le nombre de participants exigeait des salles plus grandes. Au début, il s'agissait d'un petit bureau municipal, prêté par la mairie une fois par semaine pendant quelques heures. Ensuite, une radio dont les locaux se trouvaient dans le quartier a proposé au club l'utilisation de l'un de ses salons tous les samedis après-midi. Enfin, une paroisse catholique a offert sa cour au club pour la réalisation des foires. Dans les deux premiers cas, l'occupation des locaux était gratuite alors que, dans le dernier, un loyer était versé en *créditos* au curé de la paroisse.

Contrairement à la situation du club "L'Espoir", dont la plupart des participants étaient issus des couches populaires très touchées par la crise économique, le nœud "Almagro" a été fortement marqué par la présence des classes moyennes. Même s'il s'agissait de familles qui avaient connu un processus d'appauvrissement récent, elles ne cherchaient pas à trouver dans le troc des produits essentiels – comme de l'alimentation, mais des biens (produits cosmétiques, éléments décoratifs, etc.) ou des services (psychanalyse, thérapies alternatives, massages, etc.) auxquels elles ne pouvaient plus accéder en raison de la baisse de leurs ressources.

Néanmoins, la massification du troc a aussi entraîné des conséquences pour ce type de club. Le groupe de participants a perdu son homogénéité et leur caractère très engagé a disparu. En 2002, la plupart des anciens adhérents ne participaient plus aux réunions et le nœud était plutôt formé par des habitants les plus pauvres du quartier, notamment des immigrants péruviens qui logeaient dans les hôtels de la zone.

Les coordinateurs du club ont eu des difficultés à faire face aux conséquences de la crise et n'ont pas réussi à éviter l'appauvrissement progressif des échanges. Finalement, au mois de septembre 2002, ils ont décidé de fermer temporairement le nœud pour le réorganiser à partir d'un groupe d'adhérents sensibilisés à cette question.

José C. Paz

La ville de José C. Paz, située à 40 km au nord-ouest de la Capitale, est le chef-lieu de l'un des départements les plus pauvres de la banlieue de Buenos Aires. Après avoir fait partie du département de Général Sarmiento, il a acquis le statut de département à la suite de la mise en œuvre d'une politique de décentralisation qui a transformé l'ancienne unité administrative en trois

localités différentes (*San Miguel, Malvinas Argentinas et José C. Paz*). Ceci a impliqué pour la ville une perte substantielle de ressources, étant donné que la plupart des industries et grands commerces sont restés aux environs de *San Miguel et Malvinas Argentinas*. Une partie importante des quartiers qui composent José C. Paz a un accès déficient aux services publics (transports en commun, eau potable, gaz, écoles, etc.) et, d'après le recensement réalisé en novembre 2001, 23.1%^[65] des ménages du département étaient considérés comme pauvres – chiffre sensiblement plus élevé que celui correspondant à la moyenne de la banlieue de Buenos Aires (14,5%).

Le club qui aujourd'hui prend le nom de "El Rayo" est né en 1999 sous le nom de "El Sol", au sein d'un quartier relativement éloigné du centre ville. L'initiative était menée par quelques femmes du quartier appartenant à un groupe de réflexion sur des problèmes familiaux, à travers lequel elles ont connu l'expérience des clubs de troc de la banlieue sud de Buenos Aires.

Au début, les réunions se tenaient dans la maison de l'une des organisatrices, une fois par semaine. Ces dernières n'avaient pas pris contact avec le RGT (seul réseau existant à l'époque) et les échanges étaient réalisés sous la forme de "troc direct", sans recours à aucun type de monnaie. Après quelque temps, ayant observé que cette forme d'échange n'était pas simple et qu'il leur était difficile de promouvoir le troc dans le quartier, l'une des femmes est allée se renseigner au nœud "La Bernalesa", centre d'opérations du RGT. C'est à partir de ce moment-là que le club a connu une véritable expansion ; de 21 adhérents initiaux, on passe à 62 en quatre mois. Bientôt, on décide de chercher un local plus grand, et après quelques négociations on obtient l'autorisation nécessaire pour utiliser les salles d'une école publique quelques heures par semaine. De plus, María Inés, qui deviendra coordinatrice du nœud, assiste aux cours de formation du RGT et introduit l'utilisation des *créditos* dans le club.

Le développement du nœud est continu et, en 2001, on décide le transfert vers le centre ville est décidé, en quête d'un local plus grand et de plus de publicité. Après quelque temps passé dans un entrepôt appartenant aux chemins de fer, à côté de la gare de José C. Paz, on commence à organiser des *megaferias* hebdomadaires, pour lesquelles on loue (en *créditos*) le stade du club de football de la ville. Chaque dimanche on compte entre 1600 et 1800 personnes et le nœud devient connu dans tout le département.

De nouveaux problèmes surgissent lorsque le propriétaire du stade de football décide de ne plus accepter le règlement du loyer par *créditos* et exige des pesos. Pour les coordinateurs, qui avaient établi le prix d'entrée aux foires en "monnaie locale", un loyer en pesos impliquait l'abandon de l'un des principes fondamentaux du troc. Par conséquent, ils décident de rechercher un nouveau local.

Ce nouveau siège du club sera une fois de plus provisoire. Durant quelques mois, le nœud se réunit dans un terrain de baby-foot, cédé gratuitement par son occupant pendant les heures où il ne l'utilise

pas. Mais bientôt le propriétaire des locaux organisera son propre club de troc dans le terrain voisin, et "El Rayo" sera contraint de partir, afin d'éviter la concurrence d'un nœud fonctionnant durant les mêmes jours et les mêmes horaires. C'est ainsi que les membres arrivent au "Club Social et Sportif Helvecia", où les réunions sont organisées au cours de l'année 2002.

Tout au long de son histoire, "El Rayo" a été un club dont les adhérents appartiennent aux couches populaires et dont la plupart des biens et services échangés sont de "première nécessité" (alimentation, vêtements d'enfants, services de transport, etc.). Comme tous les clubs de troc du pays, au début de l'année 2002 il est fortement touché par les conséquences de la crise et vit la même évolution que les autres : forte expansion pendant les premiers mois de l'année, suivie d'une diminution progressive des biens offerts, hausse de prix et finalement forte chute du nombre de participants.

Lorsqu'on visitait le club pour faire des entretiens, María Inés et ses collaborateurs tentaient de mettre en œuvre des mesures "protectrices" de l'activité. Tout d'abord, ils ont décidé d'émettre une monnaie locale *du nœud*, afin de résoudre le problème de la surabondance de circulante. Ensuite, ils ont établi une liste de prix maximaux pour les aliments et autres biens considérés comme "essentiels". Enfin, ils ont organisé un système de collecte d'argent (à travers une loterie) permettant l'achat de denrées alimentaires (légumes, sucre, farine, œufs, lait, etc.) pour fournir les producteurs d'aliments du club. Par conséquent, les coordinateurs avaient réussi, du moins, à garantir une certaine quantité de produits offerts et un niveau de prix acceptable. De ce fait, le nombre de participants du club a progressé ; tandis qu'au début de la mise en place de ces mesures les associés re-inscrits dans le nœud étaient au nombre de 60, deux mois plus tard on comptait 350 adhérents stables.

Toutefois, ces mesures n'ont pas été suffisantes pour garantir le fonctionnement "normal" du club. Au bout de quelques mois on a cessé d'organiser la loterie destinée à l'achat de produits d'alimentation, en raison des difficultés des adhérents pour en vendre les billets. En conséquence, les problèmes dérivés de la pénurie de produits ont recommencé et finalement, en décembre 2002, le club a fermé ses portes.

Comme on l'a déjà vu dans le chapitre précédent, les clubs de troc ont beaucoup changé au cours de ces dernières années. Si, en 2000, Inés González Bombal (2002) constatait l'existence de groupes relativement petits (dont le nombre de participants ne dépassait pas la cinquantaine), socialement homogènes et dotés d'une cohésion remarquable, tel n'était plus le cas en 2002.

Alors qu'au début on comptait rarement plus d'un club par quartier ou localité, à partir de la fin de l'année 2000, l'énorme diffusion de l'activité a provoqué la création d'un nombre important de nouveaux nœuds, de telle sorte qu'en 2002 on pouvait trouver des clubs différents situés à moins de 500 mètres l'un de l'autre. Évidemment, ces clubs "voisins" ne se réunissaient presque jamais aux mêmes heures, mais fonctionnaient "en alternance".

En conséquence, si, durant les premières années de l'existence du troc, chaque foire constituait une réunion hebdomadaire "exceptionnelle", préparée tout au long de la semaine et attendue avec impatience par les participants, depuis deux ans, la participation à des nœuds de troc est devenue une pratique quotidienne, bien plus routinière qu'avant et plus assimilable à ce que l'on connaît comme "*faire le marché*". Certes, cette transformation n'a pas seulement été le résultat d'une variation du nombre de clubs et de la fréquence des foires, même si ces deux phénomènes ont exercé une grande influence sur l'évolution du troc.

Dans la première section du présent chapitre, nous essayerons d'analyser la manière dont les échanges se déroulent au sein des nœuds de troc, tout en faisant référence aux éléments internes et externes au système qui ont eu des effets sur les transformations que nous venons de mentionner. La deuxième partie sera consacrée à l'examen de la littérature sociologique et anthropologique portant sur les caractéristiques des échanges de biens et de services – dans le cadre des marchés ou ailleurs. Bien entendu, nous ne chercherons pas à faire une revue exhaustive de cette bibliographie, mais à rendre compte de quelques problèmes se trouvant au cœur de ce sujet. Plus spécifiquement, nous tenterons d'établir des éléments nous permettant, dans la section suivante, de revenir sur l'expérience du troc en Argentine et de préciser la nature des transactions précédemment décrites.

* * *

2.1 Un jour au troc

Pour participer du troc, on l'a vu dans le Chapitre 1, il faut être associé à un club ou nœud, avoir suivi une petite formation concernant les règles et principes de l'activité et devenir à la fois consommateur et producteur de biens et/ou de services. Bien entendu, l'inscription dans un club particulier n'implique pas un rapport d'exclusivité avec celui-ci. On peut participer à plusieurs nœuds à la fois, sans pour autant être membre de tous. Ainsi, on peut soit offrir et demander des biens ou des services dans plusieurs clubs à la fois, soit participer aux uns en tant que consommateur, et aux autres en tant que producteur.

En fait, la plupart des personnes interviewées ont fait du troc une activité quotidienne. Elles y vont tous les jours, ou au moins quatre ou cinq fois par semaine, en quête principalement de produits d'alimentation et de vêtements pour leurs enfants. En tant que producteurs, elles offrent des

aliments confectionnés à la maison (pain, gâteaux, tartes, *empanadas*, etc.)[\[66\]](#), des vêtements - rarement neufs, des produits d'entretien (détergents, lessive, eau de Javel, savons, etc.) et de petits articles de décoration faits main (tabliers, sets de table, torchons, pots décorés, etc.)[\[67\]](#). Ils peuvent proposer aussi des biens qu'ils n'ont pas "fabriqués" eux-mêmes, tels des produits achetés en vrac (farine, sucre, produits d'entretien ménager, etc.) et vendus au détail.

Les motifs qui les ont amenés à participer du troc sont assez homogènes. Les trois quarts des interviewés étant des chômeurs[\[68\]](#), leur décision de s'inscrire à un club de troc a coïncidé assez fortement avec la perte de leur travail. Ne disposant pas de revenus ou ayant des revenus bas et irréguliers, ils ont trouvé dans le troc une stratégie[\[69\]](#) pour faire face au manque de ressources.

José a 57 ans, il est au chômage depuis huit ans. Après avoir travaillé toute sa vie comme cordonnier, il a perdu son travail au moment où l'entreprise pour laquelle il travaillait a fermé ses portes. Après avoir essayé des petits travaux à son compte, il a décidé avec sa femme de venir au troc en 2001. Il explique ainsi les raisons de leur décision :

[C'est à cause de] la nécessité d'apporter quelque chose au foyer, parce que [la situation] était insupportable ; il fallait chercher une alternative, et [le troc] était la seule...

Malgré la différence d'âge, le cas de Gustavo (26 ans) est assez similaire. Étant donné qu'il n'a fréquenté que l'école élémentaire, sa trajectoire de travailleur a été marquée par l'instabilité et l'alternance des petits boulots dans diverses sociétés et le travail informel à son compte, comme réparateur de vélos et mécanicien. Lors de l'entretien, il était au chômage depuis six mois, et participait au troc depuis deux ans :

[Ça a commencé] lorsque, à l'usine, on nous a mis au "chômage technique" et que j'ai dû vendre ma voiture. Une dame m'a dit que puisque que je m'y connaissais bien en mécanique, je pouvais venir au troc. J'avais des tas de pièces de rechange à vendre. J'y suis allé et j'ai vendu des tas de pièces de voiture. [...] J'ai continué à vendre des pièces de rechange jusqu'à ce que je les aie toutes vendues et bon... J'avais des outils et un gars me dit : "Pourquoi n'essaies-tu avec les vélos?", parce que j'avais travaillé là-dessus très longtemps... Donc, j'y suis allé, j'ai essayé, et ça a marché. Je travaillais pour des *créditos*... .

Ce type de récit n'est pas exclusivement masculin. D'ailleurs, les deux tiers des personnes interviewées sont des femmes[\[70\]](#), et leur décision de s'intégrer dans des clubs de troc a été fortement influencée par leur propre chômage ou celui de leurs maris ou enfants. Dans certains cas, il s'agit de femmes qui ont elles-mêmes perdu leur emploi[\[71\]](#) ; dans d'autres, ce sont des femmes au foyer qui n'ont jamais participé au marché du travail et qui essaient de trouver une voie alternative pour faire face à la baisse des revenus du foyer. Pour ces dernières, l'une des stratégies les plus habituelles est la transformation de certaines compétences – comme la cuisine ou la couture, auparavant destinées exclusivement à la famille, en services à vendre. Ainsi, elles

commencent à préparer des repas ou à coudre et retoucher des vêtements, qu'elles vendent auprès des voisins et des connaissances. Pour ces femmes le troc ne constitue pas, donc, une stratégie totalement nouvelle, mais la possibilité de diversifier les sources de revenus obtenus grâce à une stratégie déjà mise en œuvre.

Il ne serait cependant pas exact d'affirmer que l'on ne va aux foires de troc que pour échanger des biens ou des services. On y va aussi en quête de relations, d'un espace et d'un temps destiné à la rencontre des autres. Comme dans n'importe quel marché, dans les nœuds de troc on côtoie souvent les mêmes personnes, on fait des connaissances, on rencontre les voisins qui habitent à côté. Mais tandis que les marchés de quartier sont des espaces partagés par des gens n'ayant pas - *a priori* - d'objectifs ni d'intérêts communs, les clubs de troc sont des espaces d'appartenance, dont on est "adhérent", "participant", et non pas simple visiteur.

Pour Carmela, dont la fille cadette vient de mourir, la participation dans le nœud "El Rayo" n'a pas seulement impliqué la possibilité d'aider sa fille aînée, qui vend de la pâtisserie au troc, mais aussi un moyen de se faire des amis, de se sentir entourée :

À présent, je viens parce que ma fille a divorcé, elle n'a pas de revenus et elle fait des tortas fritas et les apporte ici pour les échanger contre des aliments... Moi, je viens pour l'aider un peu et puis j'aime bien ; j'aime venir et voir des gens qu'auparavant je ne connaissais pas – je ne connaissais personne quand je suis arrivée et maintenant j'ai fait beaucoup d'amis. Je viens pour voir les gens. Maintenant, après tout ce qui m'est arrivé, ça me fait du bien de ne pas rester enfermée à la maison.

De même, pour Juana, chômeuse participant au club de troc de San Telmo, aller au nœud signifie plus qu'aller au marché :

Moi, j'aime bien tout ce qui est du troc. J'aime venir parce que je trouve des choses et j'aime aussi venir parce qu'il y a une ambiance différente. Partager avec des autres, bavarder, c'est ça que j'aime.
Donc, vous vous êtes fait des amis à travers le troc ?
Oui.

Les nœuds de troc ont un statut singulier. Ne constituant pas de véritables organisations, ils n'ont pas ni siège social ni hiérarchie, même si la figure du coordinateur représente en quelque sorte le pouvoir au sein des clubs. D'ailleurs, ils n'existent qu'à travers les foires et réunions qu'ils organisent. On pourrait même dire qu'ils ne sont *que* ces foires. La seule manière de trouver un club de troc, c'est de se rendre sur lieu de réunion, le jour et l'heure indiquée. Plus tôt ou plus tard, on n'y trouvera rien, d'autant plus que les endroits où les foires ont lieu ont habituellement une fonction qui n'a rien à voir avec la pratique du troc. En dehors des moments consacrés - soit par cession des salles, soit par location - au troc, on n'y trouve que des bars, des paroisses, des clubs de football, des écoles primaires ou des locaux municipaux[72].

La "vie" des nœuds commence donc au moment où les coordinateurs – ou le coordinateur et ses assistants[73] - arrivent sur le lieu de réunion et commencent à organiser la foire. C'est à eux d'arranger les tables qui auront la fonction d'éventaires, d'accrocher les différentes informations sur les panneaux et d'installer "l'accueil" ou "la billetterie" où chaque participant devra présenter sa carte de membre et régler le prix de l'entrée[74]. De même, le nœud disparaîtra lorsque, une fois les participants partis, ces personnes auront démonté tous les éventaires, rangé et nettoyé le local.

Bien entendu, ces opérations impliquent un degré de mobilisation qui varie selon les cas. Au club "Esperanza", par exemple, ce sont les propriétaires du bar dans lequel ont lieu les réunions qui animent le nœud. Personne ne vient mettre en scène le club, mais il y a de petits réarrangements de meubles destinés à faire de la place aux participants. À José C. Paz et à Almagro, par contre, il faut tout faire pour transformer les terrains de basket-ball ou de football en foires ou marchés. Au minimum, il faut y apporter des tables pour les éventaires et, si possible, une table et des chaises pour l'accueil. Parfois, celles-ci peuvent se trouver dans les locaux, et leur utilisation est comprise dans le loyer. Dans ce cas-là, il s'agit tout simplement de les arranger chaque fois de manière convenable. Mais il se peut aussi que les coordinateurs aient à se fournir eux-mêmes ces éléments. C'est le cas du nœud "Almagro". Le terrain de football précaire sur lequel se réunit appartient à une paroisse catholique pas très spacieuse, qui possède très peu de meubles en dehors de ceux destinés au culte – dont l'utilisation est interdite. Le coordinateur a donc dû fabriquer lui-même la plupart des tables avec des tréteaux et des planches, qui se révèlent, en tout cas, toujours insuffisants.

Malgré les points communs très visibles dans l'organisation matérielle des divers clubs (le recours aux éventaires, l'installation d'un accueil, etc.), il y a des différences très remarquables entre eux. C'est le cas, par exemple, de la disposition de la foire elle-même, c'est-à-dire des étals. Dans les trois clubs visités régulièrement, nous avons noté autant de *modèles d'organisation spatiale* des nœuds. Nous avons décidé de les appeler, respectivement, "le cercle", "le supermarché" et "les marchands ambulants"[75].

Le bar qui abrite le club "Esperanza" n'est pas très spacieux. Situé à l'angle de deux rues assez animées, on y accède par une porte qui donne sur la rue. La salle a la forme d'un "L" et les tables sont disposées un peu partout, sous les fenêtres et face au comptoir. Tous les vendredis, vers 17 h 30, Amalia et les autres personnes qui y travaillent enlèvent la plupart des chaises du bar et poussent les tables contre les murs, en les mettant les unes à côté des autres. On improvise ainsi des étals, que les associés occuperont au fur et à mesure qu'ils entreront dans la salle. Entre-temps, les participants de la foire font la queue sur le trottoir, attendant l'heure officielle d'ouverture du club, fixée à 18 h. Une fois que tous ceux qui ont des articles "à vendre" sont installés face à leur éventaire, c'est le tour d'entrée de ceux qui viennent seulement acheter des produits. Les participants paient "le billet d'entrée", entrent dans le bar et font "le tour des marchands", qui sont donc situés les uns à côté et face aux autres, sans que personne tourne le dos à un autre participant, comme dans un cercle[76].

La "scène" du club "El Rayo" est assez différente de celle de San Telmo. La foire se

déroule sur un terrain de basket-ball couvert, que le "personnel" du nœud aménage chaque fois de manière assez particulière. Les tables sont disposées en deux groupes de rangées parallèles - cinq ou six en moyenne, au bout desquels de petites affiches indiquent le type de produit offert dans cette section de la foire. L'emplacement des étals ne détermine donc pas seulement l'organisation spatiale de la foire, mais aussi la disposition de chaque participant et la place des uns par rapport à celle des autres. Le club donne ainsi l'impression d'être une espèce de "supermarché", dans lequel les articles en vente sont organisés par rayon et où chacun occupe une place qui lui est attribuée par la coordination du nœud. Celle-ci a aussi réservé un espace aux participants qui offrent des services au cours des foires – notamment deux coiffeuses, qui installent leur "salon" (une chaise, une table sur laquelle elles rangent leur matériel et un miroir posé contre le mur) dans l'angle du terrain de basket. "Le marché" a de même trois espaces destinés au "personnel" : l'accueil, où l'on encaisse les billets d'entrée et l'on inscrit les participants sur la liste du jour ; un secteur consacré à la diffusion de messages et de "publicités" internes au troc, équipé d'un amplificateur et de micros ; et un éventaire de vente d'aliments organisé par la coordinatrice, où sont étalés les produits achetés grâce à la mise en place de la loterie du nœud[77]. Cette image assez institutionnalisée du club est complétée par la tenue de la coordinatrice et de ses assistants, qui portent tous des gilets bleus avec la mention "*coordinador*" [coordinateur] et sont donc facilement repérables parmi le public.

En fin de compte, le club "Almagro" possède une organisation spatiale beaucoup moins stable que celle des nœuds précédents. Tout d'abord, le petit terrain de football[78] sur lequel se tiennent les foires n'ayant pas de toiture, les réunions doivent être suspendues chaque fois qu'il pleut. Ensuite, après avoir passé par différents locaux, le nœud n'a pas réussi à disposer de ses propres meubles, et les participants doivent se contenter des éléments que la paroisse peut leur procurer et des tables fabriquées par Manuel, le coordinateur. On n'y trouve donc pas plus de deux ou trois étals improvisés avec des planches ou de vieux bancs, tandis que la plupart des participants conservent leurs produits dans des sacs ou paniers, ne les montrant que lors des discussions avec des acheteurs potentiels. Par conséquent, les réunions ne se font pas exactement à la manière des foires, mais elles rappellent plutôt l'image des lieux de passage où des marchands "au noir" offrent leurs produits aux passants.

Ces différentes configurations spatiales des nœuds peuvent être considérées comme des expressions de niveaux et de styles d'organisation distincts. Or, les clubs de troc supposent une mise en scène. On y (re)crée un lieu d'échange et un espace pour les rencontres. D'une certaine manière, les images auxquelles renvoie cette mise en scène évoqueront les modèles d'échange et de sociabilité qui se trouvent derrière chacun des clubs. Ainsi, on trouvera à José C. Paz, où toute une équipe de personnes travaille pour la coordination des activités, où les rapports entre le nœud de troc et l'institution qui cède le local sont bons et où l'organisation du club est cimentée par quatre ans de travail en commun, le modèle le plus structuré de nœud. Dans ce cas, tout le monde a une place préalablement attribuée, les règles de fonctionnement sont affichées sur les murs, le

"personnel" porte une tenue qui le distingue des autres. À l'inverse, on trouvera à Almagro, où le coordinateur porte à lui seul la responsabilité d'animer les foires et où, au cours des derniers mois, le club a subi un processus de désintégration accélérée (départ d'anciens membres appartenant aux couches moyennes, arrivée de nouveaux adhérents issus du milieu populaire), la configuration la plus instable, où même l'image de la foire semble absente. Enfin, à San Telmo, où le local qui est le siège du club de troc coïncide avec le bar qui est la propriété de sa coordinatrice ainsi qu'avec le lieu de réunion de l'Assemblée Populaire de Quartier à laquelle le nœud est de plus en plus rattaché, on trouve un club construit sur l'image du cercle, de la ronde, bref, où l'idée de la rencontre semble du moins occuper une place aussi importante que celle de l'échange de biens.

En ce qui concerne les membres la foire commence, à vrai dire, en faisant la queue. Pendant la première moitié de l'année 2002, les files d'attente face aux portes des clubs de troc ont été un phénomène très remarquable dans presque tous les quartiers de la ville de Buenos Aires – y compris les "beaux quartiers" - de même que dans plusieurs districts de banlieue. En effet, outre la diffusion à travers les médias, cette présence visible et quotidienne dans la vie des quartiers a constitué l'un des principaux moyens de propagande du troc.

En réalité, c'est en attendant l'heure d'entrée au club que commencent les échanges - ou du moins les conversations qui les rendront possibles. Le "temps mort" de l'attente est mis à profit par les participants pour se renseigner sur les produits que les autres offriront, sur les différents services à l'affiche, et sur les prix de la journée. De même, c'est à ce moment que les membres du troc échangeront des informations sur des clubs qui méritent une visite, où les prix sont raisonnables, et où l'on trouve des produits de qualité ou très rares.

Enfin, c'est dans la file d'attente que l'on peut faire valoir des droits qui assureront l'accès aux produits inhabituels ou très demandés. Citons un exemple. L'une des règles essentielles des nœuds de troc indique que les échanges ne doivent commencer qu'une fois que tous les participants sont installés dans la salle, afin d'éviter - ou du moins de réduire - les inégalités dans l'accès aux biens.^[79] Les échanges dans la queue sont donc strictement interdits. Toutefois, rien n'empêche que les participants se renseignent sur les biens que d'autres associés vendront au marché. Ainsi, sans vraiment réaliser des échanges en dehors de la foire, on peut "réserver" des produits auprès des vendeurs pour les acheter plus tard. L'accord conclu, les vendeurs n'étaleront pas l'article en question, mais le mettront de côté pour l'acheteur avec qui ils ont passé "le marché". Évidemment, on ne peut pas faire ce genre de pacte avec un participant quelconque. Généralement, pour réussir ce type d'accord, il faut se connaître, avoir déjà échangé des produits auparavant, bref, pouvoir se faire confiance. Et c'est dans la file d'attente que toutes ces qualités sont mises à l'épreuve.

Une fois les portes ouvertes, les participants s'installent et "aménagent" leurs étals. Certains clubs – parmi lesquels "Esperanza" - donnent la priorité aux associés qui ont des objets à vendre, qui entrent les premiers et ont donc la possibilité d'être aussi les premiers (et peut-être les seuls) à acheter des produits. Dans d'autres clubs, en revanche, on respecte l'ordre établi par l'ordre d'arrivée - c'est le cas de "Almagro" et "El Rayo". À l'exception de ce dernier, où les places sont plus ou moins attribuées par l'organisation des "rayons", les participants sont libres de s'installer à leur gré. C'est à eux de choisir leur étal et de l'organiser. À San Telmo, certains membres restent toujours dans le même coin, et choisissent tous les vendredis la même table. À chaque fois, ils retrouvent "leur poste" et y restent pendant toute la foire. En même temps, d'autres n'observent pas ce genre de règles : ils se déplacent, circulent, et, finalement, optent pour la place qui est libre. Cette pratique

constitue la règle à "Almagro" : n'ayant que quelques étals, la plupart des participants s'installent dans la cour de la paroisse sans occuper une place "permanente".

La manière d'étaler et de présenter les produits en vente varie d'un membre à l'autre, sans différences très marquées entre les clubs. Certains associés consacrent du temps à faire la "décoration" de leur éventaire, essayant de le rendre plus attrayant pour les acheteurs. C'est le cas de Hilda (42 ans), herboriste qui travaillait pour une entreprise de "produits naturels" et qui, licenciée en 1999, a continué à vendre des herbes aromatiques et médicinales à son compte. Au club Almagro, elle offre les herbes qu'elle cultive, sous forme de petits sacs ou bouquets sur lesquels elle colle des étiquettes mentionnant les caractéristiques des produits ainsi que son nom et son numéro de téléphone. Sur son étal, les herbes sont disposées selon leur nature (herbes aromatiques, médicinales, etc.) et une petite affiche indique leurs propriétés. Dans ce cas, on pourrait penser que c'est l'expérience de Hilda en tant que commerçante professionnelle qui l'amène à présenter soigneusement ses produits, en tenant compte de l'influence que cela peut avoir sur les consommateurs. Camila (29 ans) s'occupe de son étal de manière semblable : les jours où elle se rend au nœud "El Rayo", elle prépare les produits chez elle (boîtes à crayons, récipients à épices, torchons, tabliers, etc.) puis, dit-elle, "*je viens, j'essaie de le rendre [l'étal] beau et voyant de façon qu'il attire l'attention des gens...*". Pour elle, l'aménagement de l'étal est en quelque sorte la suite de sa propre activité de bricoleuse, mais on pourrait imaginer que l'expérience acquise pendant des années de travail comme caissière de supermarché compte aussi.

Toutefois, d'autres des participants ne se soucient pas de "marketing" ; ils étalent les produits sur la table sans qu'il y ait un ordre établi au préalable. Quelques-uns ne font même pas d'étalage. C'est le cas des vendeurs d'alimentation au sein des nœuds où ces produits sont très rares – comme à "Esperanza". Sachant qu'ils offrent des biens très demandés, et compte tenu de la dévaluation des *créditos*[\[80\]](#), ils attendent le moment du marchandage pour sortir leurs produits. Ils savent que si les autres connaissent le nombre d'unités qu'ils ont à vendre, cela pourra les mener à négocier le prix. En revanche, s'ils ne montrent pas les marchandises, ils peuvent faire comme s'ils avaient tout vendu jusqu'à ce que le "marché" se présente. Gladys (33 ans) est au chômage depuis huit mois et sa sœur Paola (27 ans) travaille quelques heures par semaine comme femme de ménage. Elles participent au troc depuis décembre 2001 et visitent des nœuds tous les jours en quête d'aliments pour leurs familles. Si elles réussissent à trouver des matières premières, elles fabriquent du pain et de la pâtisserie et les vendent au troc. Mais étant donné les difficultés à trouver de la farine ou des œufs au sein des clubs, et le besoin d'argent pour en acheter ailleurs, elles ont décidé de ne pas suivre les règles traditionnelles du troc. Par conséquent, soit elles fixent des prix "mixtes", en *créditos* et pesos – ce qui n'est pas toujours approuvé par les coordinateurs des nœuds auxquels elles assistent, soit elles font du "troc direct", c'est-à-dire qu'elles échangent leurs pâtisseries contre d'autres aliments dont elles ont besoin[\[81\]](#). Les avantages de la première solution[\[82\]](#) sont ainsi exposés par Paola :

Il y a des nœuds où l'on vend en espèces, en espèces et en *créditos*. On te permet à peu près un minimum de 25 centimes par vente. Ainsi, tu obtiens [l'argent] pour en acheter de nouveau, car [sinon] tu n'en peux pas, tu n'en trouves jamais. Parce que payer de ta poche ne te convient pas ; [mieux vaut que] tu restes chez toi. Mais si on te permet de vendre à 25

ou 30 centimes la demi-douzaine de petits gâteaux, tu peux avoir [de l'argent] pour la prochaine fois, pour le lendemain, et aussi pour pouvoir acheter [des matières premières].

Le jour où nous avons réalisé l'entretien Paola et Graciela avaient confectionné des petits pains. Dès qu'elles ont espéré obtenir des aliments en échange, sachant qu'elles finiraient pour vendre toute sa production, elles n'ont pas sorti leurs produits des sacs et ont attendu que les autres participants – qui les connaissaient comme productrices de pâtisserie - leur demandent le prix pour marchander. De ce fait, elles comptaient avoir l'occasion de trouver quelqu'un ayant des aliments à échanger, avant d'avoir vendu toute la journée du jour.

Enfin, une dernière caractéristique fait des foires de troc un type spécifique de "marché". Contrairement à ce qui se passe dans les marchés ordinaires - les marchés "de quartier" mais aussi les grandes surfaces, par exemple - dans les clubs de troc tous les participants sont à la fois des vendeurs et des acheteurs. Certes, il y a des membres qui vendent leurs produits dans certains nœuds et qui effectuent leurs achats dans d'autres, et même des adhérents qui ne font qu'acheter des marchandises[83], mais généralement tout le monde joue, au cours de la foire, un double rôle. Cela pose des problèmes aux participants, surtout si l'on considère que les biens offerts ne sont pas nombreux et que les produits les plus demandés ont tendance à s'écouler très rapidement. Comment rester vendre sa propre production lorsqu'on voit des achats possibles disparaître ? Compte tenu de ces difficultés, plusieurs participants viennent à la foire à deux. Filles, maris, sœurs ou voisines sont mis à contribution pour faciliter le tour du marché : tandis que le membre "officiel" du club reste devant l'étal, l'autre regarde, discute les prix et finalement réalise les achats. Parfois, il s'agit de collègues qui s'installent l'un à côté de l'autre et qui se remplacent pour aller faire les courses, le temps que l'un d'eux s'occupe des deux étals.

2.2 Du don aux échanges marchands : des rapports sociaux différents

Si l'on devait recenser les manières dont la sociologie a rendu compte de la notion d'échange, il faudrait sans doute remonter à Marcel Mauss et à son "Essai sur le don" [1923-24][84].

Ainsi, une partie de l'humanité, relativement riche, travailleuse, créatrice de surplus importants, a su et sait échanger des choses considérables, sous d'autres formes et pour d'autres raisons que celles que nous connaissons (Mauss, 2001 : 194). Cette affirmation peut parfaitement résumer l'intention principale de Mauss dans son célèbre essai. Non seulement d'autres sociétés avant la nôtre (moderne, capitaliste) ont été riches et créatrices de surplus, mais elles ont également connu des formes d'échange différentes de la notre, qui se trouvent - de plus - à la base de notre propre vie sociale.

Dans son texte de 1923-24, Mauss cherche, d'une part, à considérer le caractère volontaire, apparemment libre et gratuit, mais cependant contraint et intéressé des prestations économiques existant dans des sociétés dites primitives, d'autre part, à analyser comment fonctionnait le marché *avant* que les formes modernes du contrat, de la vente et de la monnaie n'aient été créés.

L'hypothèse que Mauss va proposer est que la morale et l'économie agissant dans les transactions des sociétés "primitives" fonctionnent encore dans les sociétés modernes de manière constante et sous-jacente, car elles représentent "un des rocs humains sur lesquels sont bâties nos sociétés" (Mauss, 2001 : 148).

Parmi les différentes transactions observables dans les sociétés dites archaïques (notamment le troc), Mauss s'intéressera au système de prestations qu'il appellera "don" - c'est-à-dire au système de cadeaux donnés et rendus à terme - et qu'il considérera comme un "*phénomène social total*", en tant qu'exprimant non seulement une institution économique, mais aussi des institutions religieuses, morales, juridiques et même esthétiques.

À la différence de l'échange typique des sociétés "modernes", Mauss fait observer qu'en Mélanésie ou dans certaines régions d'Amérique du Nord, on ne réalise pas des échanges simples de biens entre individus, mais des échanges complexes entre collectivités, où se mêlent biens, rites, cérémonies et personnes. Dans ces cas, le marché n'est que l'*un des moments de l'échange*, et la circulation de richesses n'est que l'un des termes d'un contrat plus général et permanent. Ces prestations, apparemment volontaires, sont au fond rigoureusement obligatoires. L'obligation qu'elles impliquent est en réalité multiple : on n'a pas seulement l'obligation de *donner* mais aussi celle de *recevoir* et celle de *rendre*.

Dans les cas analysés par Mauss – et par Malinowski, dont les recherches servent de base au travail de Mauss (Mauss, 2001 : 174-194) - cette combinaison de droits et devoirs symétriques a une explication très précise. Au sein des sociétés étudiées, l'échange établit un lien entre les personnes qui est, avant tout, un lien entre les choses échangées (ou plutôt entre les âmes). Par conséquent, dans ce contexte, présenter quelque chose à quelqu'un, c'est présenter quelque chose de soi, qui doit nécessairement être reçu et rendu (Mauss, 2001: 161).

À la fin de son essai, Mauss revient sur son hypothèse initiale et met l'accent sur la survivance des principes relatifs à l'ancien système d'échange-don dans les sociétés contemporaines. Plus spécifiquement, il souligne comment le thème du don revient dans le contexte de l'essor d'une nouvelle morale des groupes et, de plus, comment cette présence de la "morale du don" contribue à une humanisation de la société, à travers celle des groupes professionnels (Mauss, 2001 : 260-3).

Cette idée de la survivance du don dans les sociétés contemporaines a récemment été reprise par différents auteurs. Dans *L'esprit du don* (1992), J. Godbout et A. Caillé essayent de pousser le plus loin possible l'argument de Mauss, affirmant que le don ne subsiste pas seulement comme "résidu" d'une configuration sociale ancienne dans la société contemporaine, s'exprimant dans des moments isolés et discontinus, mais qu' "il concerne la totalité de l'existence sociale". En outre, ils déclarent qu'aujourd'hui "rien ne peut s'amorcer ou s'entreprendre, croître et fonctionner qui ne soit nourri par le don." (Godbout et Caillé, 1992 : 20-21).

Même si les auteurs affirment reprendre *le programme* de Mauss, la notion de don qu'ils défendent est néanmoins différente de celle formulée par l'anthropologue au cours des années 20. Pour eux, le don est "toute prestation de bien ou de service effectuée, sans garantie de retour, en vue de créer, nourrir ou recréer le lien social entre les personnes." (Godbout et Caillé, 1992 : 32). Autrement dit, le caractère apparemment volontaire mais de fait obligatoire du don, que l'on trouvait chez Mauss comme élément déterminant, serait oblitéré chez Godbout et Caillé. De même, la nécessaire réciprocité imposée par le don "archaïque" -exprimée par la figure du *contre-don*, perdrait aussi sa place dans la définition contemporaine.

Après avoir proposé des exemples qui montrent la pérennité du don dans la société contemporaine, les auteurs formulent l'hypothèse selon laquelle cette survivance ne répondrait pas à une certaine volonté d' "apporter un supplément d'âme" aux logiques de l'intérêt marchand et du pouvoir de l'État, mais qu'elle serait témoin du fait que le don, tout comme le marché et l'État,

forme système (Godbout et Caillé, 1992 : 21)[85].

Pour Godbout et Caillé le don constituerait, donc, à côté du marché et de l'État *le système des relations proprement sociales*, en tant que celles-ci sont irréductibles aux relations d'intérêt économique ou de pouvoir. Ainsi, si le marché et l'État constituent la base de ce que l'on pourrait appeler la "socialité secondaire", qui relie des statuts et des rôles définis institutionnellement, le don serait une expression – entre autres - du registre de la *socialité primaire*, celui où "dans la famille, dans les relations de voisinage, de camaraderie, d'amitié, se nouent des relations de personne à personne" (Godbout et Caillé, 1992 : 25). C'est en ce sens que le système du don deviendrait *complémentaire* de ceux du marché et de l'État.

Cette complémentarité est perçue par les auteurs tant positivement que négativement. Le système du don se révélerait dans toute sa potentialité surtout là où, comme dans le Tiers Monde, l'État et/ou le marché font défaut et où le réseau des relations interpersonnelles cimenté par le don et l'entraide constitue "l'ultime garde-fou".[86]

Si, chez ces auteurs, le don apparaît comme *la* figure à opposer à celle de l'échange marchand, plusieurs autres ont récemment discuté ce modèle.

Dans un article publié en 2001, Alain Testart discute la notion de don telle qu'elle a été formulée par Mauss et propose un modèle d'analyse des échanges reposant sur trois - et non deux - catégories : *don*, *échange marchand* et *échange non marchand*.

L'hypothèse de Testart est que l'Anthropologie a conçu comme relevant du don des phénomènes qui relevaient de la catégorie de l'échange. De ce fait, elle s'est révélée incapable de percevoir des formes d'échange différentes de celles connues dans les sociétés modernes, qu'il appelle "échange non marchand".

En ce qui concerne la distinction entre don et échange, l'auteur soutient qu'ils constituent des formes sociales totalement différentes lorsqu'on les examine du point de vue du droit. À son avis, le don ne doit pas être défini à la manière de Mauss, mais il constitue "la cession d'un bien qui implique *la renonciation à tout droit sur ce bien ainsi qu'à tout droit qui pourrait émaner de cette cession, en particulier à celui de réclamer quoi que ce soit en contrepartie.*" (Testart, 2001 : 719) Par contre, l'échange implique l'existence d'un *droit* exigible sur le bien transféré, soit sous forme de paiement – dans le cas de la vente, soit sous forme de contrepartie – dans le cas du troc. Ni le caractère différé ou non de l'échange, ni l'utilisation ou non de monnaie n'ont à voir avec la distinction proposée (Testart, 2001 : 722).

C'est au sein de l'échange qu'il faut, selon Testart, rechercher la distinction la plus importante. S'il est vrai qu'il y a échange partout où il y a un droit du cessionnaire à exiger une contrepartie, on ne peut pas résumer sous la catégorie d'*échange marchand* toutes les transactions dans lesquelles un tel droit existe.

L'*échange marchand* est celui dans lequel les membres n'ont pas besoin d'entretenir entre eux d'autre rapport que celui de l'échange. Autrement dit, c'est le cas où le rapport aux choses *commande* la relation entre les personnes (Testart, 2001 : 727).[87] En revanche, tous les échanges qui sont conditionnés par un autre rapport social qui les dépasse, dans lequel c'est le rapport aux personnes qui *commande* le rapport aux choses, sont réunis sous la catégorie d'*échange non marchand* (Testart, 2001 : 734 et 736).

Bien évidemment, compte tenu de l'importance des rapports personnels, le risque est de confondre *échange non marchand* et *don*. C'est d'ailleurs ce que fait Mauss dans l'"Essai sur le don", selon

Testart. Ne prêtant pas attention à la question du droit de cessionnaire, Mauss considère le fameux cas du *kula* – étudié par Malinowski dans *Les argonautes du Pacifique occidental* - comme relevant du don, tandis que Testart n'y voit qu'une forme de l'échange, *non marchand* (Testart, 2001 : 726).

Cette confusion est possible dans la mesure où la figure du *don/contre-don* constitue l'*illusion* de l'échange non marchand – tel que le *fétichisme de la marchandise* vaut pour l'échange marchand. "L'échange non marchand, qui fait disparaître la réalité de l'échange derrière la fiction d'un don, dans la mesure où tout don procède d'une liberté et résulte du choix du donateur qui élit le donataire, semble faire jouer aux personnes de chacun un rôle plus grand encore qu'elles n'ont, oubliant les relations de valeur entre les choses et l'exigibilité de la contrepartie." (Testart, 2001 : 742) Autrement dit, si dans l'échange marchand les rapports entre hommes apparaissent dépersonnalisés, dans l'échange non marchand ils sont "surpersonnalisés".

En 2000, Florence Weber a publié un article dans lequel elle revient aussi sur ces questions. Tout en reprenant la distinction suggérée par Testart entre un type d'échange *commandé* par le rapport entre objets et un autre *commandé* par les rapports entre personnes, F. Weber analyse les caractéristiques de ce qu'elle appelle *transactions marchandes*.

Tout d'abord, elle signale l'importance de ne pas confondre celles-ci avec des transactions monétaires. À titre d'exemple, F. Weber déclare que tandis que le troc - tel qu'il a été analysé par Malinowski chez les Trobriand, par exemple - n'est qu'une "transaction marchande sans monnaie" (F. Weber, 2000 : 86), on peut trouver des "transactions monétaires non marchandes". C'est le cas des échanges réalisés entre parents ou amis, où c'est précisément le lien préalable entre eux et non l'objet ou service offert - et payé - qui commande la transaction. Autrement dit, "puisque le marché comme système fait dépendre le prix d'un bien de la rencontre entre l'offre et la demande de ce bien, *a contrario*, toute transaction dont le "prix" ne dépend pas d'une telle rencontre n'est pas une transaction marchande." (F. Weber, 2000 : 87)

F. Weber tente ensuite de préciser sa définition de transaction marchande. Celle-ci comporte deux caractéristiques. Tout d'abord, le bien (ou service) échangé est évalué indépendamment de la relation entre les personnes qui l'échangent. Ensuite, cette relation est fermée et affectivement neutre ; transfert et contre-transfert se superposent, en principe instantanément – hormis dans le cas de la "vente à terme", et épuisent le sens de l'interaction.

Enfin, en ce qui concerne les différences entre des échanges et des dons[88], l'auteur propose l'analyse de l'*écart* existant entre transfert et contre-transfert comme clé de voûte pour la compréhension de la nature des transactions étudiées. Ainsi, si l'écart est *nul*, on se trouve soit devant une *opération marchande instantanée*, dans laquelle le contre-transfert neutralise immédiatement la dette[89], soit devant un *échange rituel instantané*, du type des échanges de politesse. En revanche, si l'écart est *infini*, c'est-à-dire si le contre-transfert est techniquement impossible (comme dans le cas du don religieux ou de l'héritage), on se trouve devant ce que les anthropologues anglo-saxons appellent le "don pur" ou – selon les économistes - le "transfert". Si l'écart "*existe*" entre transfert et contre-transfert, on est en présence des différentes formes du *don et contre-don*, séparées par le temps de la "dette" (F. Weber, 2000 : 96).

En résumé, chez Florence Weber, deux variables contribuent à préciser le *genre* des échanges. D'un côté, l'existence ou non d'un *écart* entre transfert et contre-transfert, qui permettrait de distinguer les transactions instantanées de celles du type du don pur et du don/contre-don ; de l'autre, comme chez Testart, le rôle exercé par les *liens* existant entre les personnes intervenant dans la transaction, qui permettrait de différencier les transactions marchandes des transactions non marchandes.

Pascal Chantelat (2002) revient aussi sur le problème de la définition de la notion d'échange marchand au cours d'une discussion des approches de la "nouvelle sociologie économique" (NSE)[90]. Selon l'hypothèse formulée par Chantelat, si la NSE a contribué à complexifier l'analyse de l'action économique proposée par la "théorie économique standard", soulignant que celle-ci est toujours socialement située, elle le fait en s'appuyant sur une conception discutable du lien social, qui oppose *ipso facto* "la pureté a-sociale du marché aux formes 'personnalisées' et durables de l'échange." (Chantelat, 2002 : 522) L'idée de lien social défendue par la NSE reposerait sur une conception "intimiste" du lien social, qui tend à négliger - entre autres - les relations marchandes fondées sur l'impersonnalité.

Contre cette notion du lien social considérée comme "restreinte", l'auteur affirme que si l'interaction marchande est d'emblée sociale - comme l'argumente la NSE, elle l'est "non seulement parce que des facteurs culturels (les valeurs) et sociaux (les réseaux) lui donnent sa saveur sociologique, mais aussi et surtout parce qu'elle constitue une forme élémentaire du lien social." (Chantelat, 2002 : 532)

Chantelat reprend ici les postulats de Simmel (1999a), selon qui la société serait le résultat de l'action réciproque - permanente ou temporaire - des hommes, pour montrer que l'*encastrement* (*embeddedness*) de l'échange marchand ne commence pas avec la "re-personnalisation" des relations économiques, mais bien avant que celle-ci ne se produise. Par conséquent, l'auteur propose, en s'appuyant sur les définitions de Simmel, une nouvelle définition de l'échange marchand qui rend compte des critiques mentionnées plus haut. Sa proposition consiste à considérer l'échange marchand comme une *forme ludique* de la socialisation marchande, tout comme la sociabilité est la forme ludique du lien social, chez Simmel[91] (Chantelat, 2002 : 540). Autrement dit, l'échange marchand constituerait l'une des *formes* qui conduisent "les individus à s'unir en se séparant", qui permettent le *tissage* des liens sociaux.

Certes, cette définition n'est pas suffisante si l'on veut entreprendre une analyse empirique des actions réciproques qui animent l'échange marchand. Pour cela, Chantelat identifie cinq "propriétés structurantes" des relations de marché, qui permettraient l'élaboration d'une typologie "plus fine" des expressions de la réalité marchande. Ces propriétés réfèrent au rapport de l'échange à : 1) l'autre (personnalité/impersonnalité) ; 2) le temps (discontinuité, instantanéité) ; 3) les objets ; 4) la valeur des objets (construction de la valeur, prix, etc.) et 5) l'espace (caractère localisé ou a-topique de l'échange).

En bref, l'auteur propose une stratégie d'étude de l'échange marchand qui ne recherche pas du social dans le marché à partir de la mise en évidence des relations interpersonnelles, mais qui considère les formes impersonnelles, discontinues et instantanées comme constituant déjà du social. Cette perspective cherche à s'opposer aux travaux de la NSE qui, selon Chantelat, en tentant de démontrer l'influence des facteurs culturels et sociaux sur le fonctionnement marchand ne rendraient compte, paradoxalement, que de la "sortie du marché", c'est-à-dire de ce qu'ils appellent les "transactions non marchandes".[92]

Certes, derrière ces discussions à propos de ce que serait l'échange marchand s'en cache une autre au sujet du marché. Dans l'un des ouvrages fondamentaux de ce que Chantelat appelle la nouvelle sociologie économique, R. Swedberg (1994) attire l'attention sur le fait que la littérature économique a très rarement discuté la notion de marché. Même si la théorie économique le définit généralement comme l'ensemble des mécanismes de fixation de prix (pour un bien ou service déterminé), cette formule n'a pas été réellement discutée chez les économistes, et très peu de travaux sont d'ailleurs consacrés à l'élaboration d'une définition plus large de marché.

En essayant d'étudier les marchés en tant que structures sociales, Swedberg propose ensuite une notion de marché construite à partir des réflexions de Max Weber. Il suggère que "le noyau du phénomène du marché n'est pas composé d'un seul élément - l'échange - mais de deux : l'échange associé à la concurrence. Plus spécifiquement, la structure sociale du marché est caractérisée par un type spécial d'interaction qui commence comme concurrence pour un certain nombre d'acteurs (vendeurs et/ou acheteurs) et qui finit en échange pour seulement certains d'entre eux." (Swedberg, 1994 : 271)

Du côté de la sociologie, la notion de marché ne semble pas avoir été très discutée non plus. Dans l'article que l'on a déjà commenté, A. Testart reprend la définition citée par Swedberg selon laquelle le marché est *la rencontre de l'offre et la demande*, qui est à son tour exprimée par le prix (Testart, 2001 : 721 et 723). Mais il reconnaît aussi qu'à côté de cette définition de l'économie politique, on peut trouver plusieurs sens du terme marché. Celui-ci est d'abord un lieu, dans le sens de la "place de marché". Il propose donc sa propre définition, généralisant les différents sens que le terme prend d'habitude : "Le marché est un lieu ou un réseau sur lequel l'échange se réalise sans que soit nécessaire l'intervention d'un autre rapport social entre les échangistes que celui qu'ils nouent dans l'acte même de l'échange." (Testart, 2001 : 727)

La définition "classique" est aussi reprise par F. Weber, qui déclare cependant que la notion est recouverte d'une série d'ambiguïtés gênantes pour la recherche empirique. En conséquence, elle choisira de substituer - du moins provisoirement - à la notion de marché celle de *transaction marchande*, dont on a discuté plus haut la construction.

Dans son livre sur le marché de la ville de Carpentras, Michèle de La Pradelle revient sur la polysémie du terme "marché", maintes fois signalée par d'autres auteurs. En essayant de reconstruire une notion qui serve à la recherche, elle précise que si une telle difficulté à l'égard de la définition du marché existe, elle tient à ce qu'on oublie de considérer que l'échange marchand constitue un *rapport social spécifique*. Quels que soient les biens négociés, "le transfert de biens et de valeurs définit une situation où, dans un laps de temps donné, un lieu précis et pour cette activité-là, les acteurs se reconnaissent simplement comme des partenaires équivalents, si inégaux que soient par ailleurs leur pouvoir ou leur statut ; ils acceptent les règles d'un jeu dont la première est qu'aucun d'eux ne peut s'y réclamer d'un avantage ou d'un privilège extérieurs à la situation d'échange. [...] Cette société éphémère d'acheteurs et de vendeurs ne connaît que des semblables sans nom et sans qualité, ou du moins tel est son principe." (La Pradelle, 1996 : 15-16. C'est nous qui soulignons). Autrement dit, le marché constitue un "univers social utopique" qui renvoie à la représentation libérale de la société en tant que domaine pacifié dans lequel coexistent des individus libres et égaux (La Pradelle, 1996 : 371-372).

2.3 Qu'est-ce qu'échanger veut dire dans le troc ?

Une première approche du phénomène du troc tel qu'il se déroule en Argentine depuis 1995 pourrait nous amener à conclure qu'il constitue une expérience tout à fait différente de celle de l'échange marchand. En effet, la réalisation des échanges de biens et de services au sein des clubs fondés sur

le principe de la solidarité et la lutte contre l'exclusion, sans avoir recours à l'argent de cours légal, semble s'éloigner de l'image qui est généralement rattaché à l'idée de marché. De plus, la référence des fondateurs des premiers clubs à une "réinvention du marché" recherchée à travers les *nœuds* de troc, renforce cette première impression.

Mais, peut-on vraiment affirmer que rien dans le troc ne relève du marché ? Et surtout, le rejet de la notion d'*échange marchand* nous oblige-t-il à affirmer que l'expérience du troc constitue une forme de *don*?

Tout d'abord, la revue de la littérature sur le don, le marché et les échanges que l'on vient de présenter indique qu'il ne faut pas nécessairement rester dans cette dichotomie. Ainsi que le soulignent F. Weber et A. Testart, les formes d'échange qui échappent au modèle typique des transactions marchandes ne doivent pas toutes être considérées comme relevant du don. D'ailleurs, les notions d'*échange non marchand* (Testart) ou de *transaction non marchande* (F. Weber) visent précisément à déterminer la nature des échanges où, à la différence de l'échange marchand, ce ne sont pas les choses qui prédominent dans le rapport établi entre les échangistes, mais les éléments personnels de cette relation qui déterminent le rapport tout entier.

De plus, même si les arguments que chacun de ces auteurs propose pour distinguer l'échange du don sont différents – l'existence ou non d'un *droit* exigible sur la chose donnée chez Testart, l'existence ou non d'un *écart* entre transfert et contre-transfert chez F. Weber, les échanges observés au sein des clubs de troc ne semblent correspondre à aucun des critères permettant de les définir en tant que formes contemporaines du don.

Effectivement, dans les clubs de troc, toutes les transactions impliquent des formes de "vente", c'est-à-dire d'échange instantané d'un bien (ou service) contre son équivalent en *créditos*[\[93\]](#). Le paiement immédiat exprime donc à la fois un droit du donataire sur la chose donnée, et l'écart nul existant entre transfert et contre-transfert. Autrement dit, rien ne nous permettrait d'affirmer - en suivant ces auteurs - que le troc constitue une forme du don.

La conclusion pourrait être différente si l'on reprenait la définition du *don* proposée par Godbout et Caillé[\[94\]](#). Dans ce cas, les échanges analysés dans les nœuds de troc tomberaient nécessairement du côté du don, surtout si l'on tient compte de la "socialité primaire" dans laquelle ils s'insèrent.[\[95\]](#) Mais comme le soulignent plusieurs auteurs[\[96\]](#), si Godbout et Caillé ont réussi à démontrer la survivance du don dans les sociétés contemporaines et l'importance des liens interpersonnels face aux conceptions qui mettent exclusivement l'accent sur l'intérêt et les rapports institutionnels, ils ont fait du don un paradigme dans lequel des expériences très différentes – telles que celles de l'échange de cadeaux et des réseaux de troc, par exemple - sont confondues et donc difficilement analysables.

Cependant, dans certains cas voisins de celui du troc argentin la notion de don se révèle beaucoup plus efficace. C'est ce qui se produit, par exemple, avec le Système d'Échanges Locaux français. Dans le Chapitre 5 de l'ouvrage consacré au SEL, J.-M. Servet (1999) analyse la place que ces cercles occupent dans un continuum dont les points extrêmes seraient le *don généralisé* et le *marché*. À son avis, les SEL partageraient avec le marché certaines caractéristiques de base, comme le fait que les échanges y soient pensés en tant que rapports d'égalité de droit entre les partenaires, au-delà des autres inégalités existant entre eux. Mais en même temps, la démarche qui mènerait à ces échanges serait, dans chaque cas, totalement différente. Au sein des SEL, l'échange n'est pas vécu comme une fin en soi -comme dans le marché - mais comme une étape vers une relation plus durable dans le temps (Servet, 1999 : 136). De plus, la construction d'une telle relation à partir des

transactions réalisées dans les SEL peut déboucher aussi sur des échanges non monétaires, soustraits au contrôle du groupe – c'est-à-dire qui échappent à la comptabilisation - et qui se rapprocheraient de ce que Godbout et Caillé appellent le don.

Par ailleurs, les principes mêmes de réciprocité établis dans le SEL permettraient de parler d'une structure plus proche de celle du don. À la différence du troc argentin, où chaque transaction aboutit au moment du paiement en *créditos*, dans le SEL chaque transfert crée une obligation de *rendre* qui n'est pas satisfaite par le paiement en "monnaie locale" qui s'effectue lors de chaque échange. Autrement dit, même si l'on paie (en "grains de SEL" ou en toute autre monnaie) ce que l'on a reçu – ce que l'on a acheté, cet "achat" crée pour nous une obligation non pas par rapport au vendeur mais envers le groupe tout entier. Il y aurait donc deux types de réciprocités différentes et parallèles au sein des SEL, l'une entre partenaires de chaque échange, l'autre entre chaque adhérent et l'ensemble du groupe. C'est cette dernière qui mettrait en œuvre la triple obligation de donner, de recevoir et de rendre décrite par Mauss à propos du don. Comme l'affirme Servet, si l'échange entre deux membres du SEL prend fin, d'un point de vue comptable, avec la transaction, "l'échange-don ne prend virtuellement jamais fin car chaque don appelle un contre-don qui lui-même appelle un don à son tour, et les dons ne visent jamais à se compenser rigoureusement, contrairement à la figure de l'échange-troc." (Servet, 1999 : 140) C'est pour cette raison que l'auteur peut soutenir que, comme dans le cas du don, d'un certain point de vue les échanges dans le SEL ne servent pas tant à faire circuler des biens qu'à créer des rapports sociaux.

Rien de comparable n'existe dans les clubs de troc argentins. Un seul type de réciprocité s'y construit ; celui établi entre les partenaires de chaque échange. Mais de quel type d'échange s'agit-il ? Il convient à présent d'analyser les transferts observés en essayant de préciser s'il s'agit de transactions marchandes ou non marchandes.

Comment déterminer ce qui *commande* les échanges ? Comment préciser si ce sont effectivement les objets ou les personnes qui prédominent dans les rapports établis dans les nœuds de troc, ainsi que le réclame le modèle proposé par F. Weber et A. Testart ?

Le premier de ses auteurs commence par affirmer – on l'a déjà souligné - que toute transaction dont le prix ne relève pas d'une rencontre entre l'offre et la demande ne constitue pas une transaction marchande. Or, il faudrait déterminer les mécanismes de formation de prix existant dans les clubs de troc pour savoir de quel type d'échange il s'agit[97]. Mais ce n'est pas la seule condition recensée par l'auteur. De même, F. Weber signale que toute transaction marchande "laisse de côté tout élément personnel, qu'elle neutralise, abolit ou met entre parenthèses." (F. Weber, 2000 : 98) Au contraire, les échanges produits au sein des transactions non marchandes seraient inséparables analytiquement des rapports personnels qui les rendent possibles.

En ce sens, on pourrait tout d'abord affirmer que ce serait une erreur de penser les échanges de biens ou de services réalisés dans le contexte des clubs de troc comme *laissant de côté* les rapports personnels impliqués par ces clubs. En effet, au-delà du problème de la formation des prix, le fait que les membres du troc assistent aux foires en ne cherchant pas exclusivement à se ravitailler, mais aussi à se retrouver "entre amis", se détendre, se sentir accompagnés par d'autres qui traversent également des situations de pénurie, renvoie à des relations qui *font partie des échanges*, qui, d'une certaine manière, *complètent les transactions*.

Le consensus autour du sens solidaire que la pratique du troc devrait assumer, que l'on trouve chez les participants des différents nœuds visités, constituerait une expression – parmi d'autres - du poids des relations personnelles au sein des échanges. Cette solidarité obligerait chacun des participants à subordonner ses propres intérêts aux besoins du groupe ou, au moins, à considérer les nécessités des autres comme imposant une limite aux siennes.

Lucas, chômeur de 32 ans membre du club El Rayo depuis 2001, exprime cette idée lorsqu'il décrit les principaux problèmes du club :

Il y a beaucoup de gens qui ne se solidarisent pas avec les autres ; il y a des gens qui voient que l'autre est dans le besoin et ça ne leur importe pas, [ils disent] 'Je veux tant et si les autres n'ont pas [cette somme], qu'ils n'en achètent pas'.

C'est aussi ce qui veut dire Nadia, membre du même club, lorsqu'elle dit :

Tu allais chez El Fiador [un autre club de troc de la ville de José C. Paz] et tu trouvais les prix très hauts, tu ne pouvais ni vendre ni acheter. Moi, si je vends et [ce faisant] je tue l'autre, directement je ne vends pas ; je pars avec mes marchandises. Quand j'ai vu cela, j'y suis allée encore deux ou trois fois et puis je me suis dit : 'Je n'y vais plus'. Non, parce que je me suis plainte auprès d'un coordinateur, et aussi auprès d'un autre, et je leur ai dit : 'Ceci n'est pas solidaire ; [par contre], ceci doit être solidaire.'

Dans certains cas, ce principe de solidarité peut même supprimer toute logique d'intérêt personnel intervenant dans les transactions. C'est ce qui signifie cette expérience racontée par Noelia lors d'un entretien réalisé à José C. Paz :

Ici, nous sommes tous égaux et nous partageons les mêmes choses, au-delà de la nécessité. Par exemple, aujourd'hui il y avait une dame qui était venue pour la première fois – je la connais ; c'est moi qui l'ai invitée, elle a quatre gosses et elle était dans le besoin... Elle est venue et elle a troqué quelques trucs, mais elle ne savait pas qu'elle pouvait faire du "troc direct". Donc, elle a vendu par *créditos* et qu'est-ce qui s'est passé ? Elle part sans rien [avoir acheté]... Donc, quel a été notre propos ? J'ai partagé mes produits avec elle – j'ai partagé parce que moi, j'en avais de trop, parce que je ne viens pas qu'à ce nœud, mais je vais aussi à d'autres et je trouve toujours quelque chose. Donc, comme j'en ai d'avantage, je lui dis : 'Tiens... ! C'est-à-dire, c'est parce que moi, je l'ai déjà vécu la première fois que je suis venue... Donc, maintenant, dès qu'on a déjà connu cette expérience, on sait comment on se sent mal... et j'aide les autres.

Toutefois, on ne peut pas oublier, d'une part, que l'engagement idéologique dans le "projet" du troc peut considérablement varier d'un nœud à l'autre[98] et, d'autre part, que les transformations qu'ont récemment subies les réseaux de troc ont eu des conséquences sur le déroulement des transactions. La forte augmentation du nombre de participants a sans doute rendu plus difficile le maintien de cette *norme de solidarité* que l'on vient d'évoquer. Hormis dans des nœuds petits ou isolés – tels ceux des petits villages ou des quartiers éloignés des banlieues - ou parmi de petits cercles de participants dans lesquels on réussit à tisser des liens forts entre eux, la confiance requise par des pratiques comme celle présentée par Noelia fait nécessairement défaut.

Les coordinateurs et participants des nœuds que nous avons rencontrés ont signalé à plusieurs reprises l'importance de ces transformations. À leur avis, l'abandon de cette prémisse de solidarité a

été l'une des principales conséquences du bouleversement de l'activité engendré par la crise économique nationale, la seconde étant l'éloignement des participants les plus "sensibilisés".

Pour certains membres des clubs, le premier de ses effets peut être résumé comme un mouvement allant *de la solidarité vers le commerce* ou *les affaires*. Contrairement aux moments où des logiques d'entraide et de coopération régnaient dans les nœuds de troc, aujourd'hui les participants qui cherchent à faire du troc une nouvelle forme de commerce sont de plus en plus nombreux. C'est ce qu'affirme José :

Au début, on a bien commencé..., mais maintenant tout ce qui était solidaire a perdu son sens originel. Tout est... tous cherchent du profit, sans penser aux autres. [...] Maintenant tout est du commerce, des affaires.

Manuel, coordinateur du nœud Almagro depuis près de six ans, renforce cette image de transformation :

Dans l'étape précédente, il se passait la chose suivante : une partie importante de ceux qui venaient [au nœud] se connaissaient, se rencontraient, ils bavardaient entre eux... [Car les nœuds] ne sont pas des épiceries, mais des groupes, des réseaux de groupes. Mais, au fur et à mesure que [le troc] a énormément augmenté, malheureusement il s'est peu à peu évanoui.

Ainsi, deux phénomènes dérivés du développement du troc ont frappé fortement l'organisation des nœuds et ont bouleversé les conditions de la pratique. D'un côté, du fait de la création de plusieurs clubs dans chaque quartier ou localité, l'activité hebdomadaire est devenue quotidienne.

Aujourd'hui, chaque participant consacre une ou deux heures par jour au troc, allant d'un nœud à l'autre en quête d' "opportunités", comme il le ferait dans n'importe quel marché forain.^[99] De l'autre, l'augmentation du nombre d'adhérents de chaque club a contribué à la dissolution des petites communautés créées au sein des nœuds – telles celles regrettées par Manuel à Almagro, dans lesquelles la connaissance mutuelle constituait la base sur laquelle se déroulaient les échanges. L'espace et le temps pour une sociabilité *propre au troc* se sont donc limités.

Si l'on revient sur les définitions commentées plus haut, on observe que la définition du type de transactions réalisées requiert une analyse de celles-ci au niveau micro. C'est-à-dire que, pour pouvoir affirmer qu'il s'agit d'échanges marchands ou non marchands, il ne suffit pas d'examiner si les transactions ont lieu dans le cadre de relations personnelles plus ou moins étroites, mais si les premières peuvent être pensées en dehors des secondes. Autrement dit, il faudrait déterminer si les échanges sont "analytiquement inséparables" des rapports préexistant entre ses partenaires.

En ce sens, les échanges observés dans les clubs de troc étudiés et décrits par les participants interviewés ne semblent pas nous permettre de les qualifier de "transactions non marchandes". Même s'ils se déroulent dans le cadre d'une commune appartenance au réseau de troc et, par là même, sous l'empreinte de certains objectifs et valeurs partagés, ils n'ont pas lieu *en raison des* liens établis au préalable entre les parties intervenantes. En outre, bien que dans les nœuds de troc se

développe une sociabilité particulière, étroitement liée aux échanges, on ne pourrait pas conclure – comme on l'a fait pour le cas des SEL français – que dans le troc *c'est le lien qui est recherché à travers le bien* (Laacher, 1998a)[100]. Par contre, cette sociabilité est dans la plupart des cas une conséquence secondaire de la fin principalement recherchée, c'est-à-dire de l'accès aux ressources offertes dans les clubs.

Mais, si l'on ne peut pas dire que dans ces échanges ce sont les rapports aux personnes qui *commandent* les rapports aux choses, on ne peut pas soutenir non plus qu'il s'agisse d'échanges du même type que ceux que l'on pourrait observer dans un marché quelconque. Certes, une telle définition ne nous permettrait pas de rendre compte de la spécificité de cette pratique. En premier lieu, à la différence de ce qui se passe dans les marchés "ordinaires", l'accès aux clubs de troc n'est pas libre ; il faut s'associer pour pouvoir y participer. En second lieu, l'adhésion aux nœuds de troc suppose l'acceptation et l'observance de certains principes d'action, dont la recherche de l'entraide est l'un des principaux. En dernier lieu, dans les clubs de troc, les partenaires des échanges ne sont pas des inconnus, "des individus sans nom et sans qualité", mais des individus qui sont reconnus comme des semblables, avec lesquels on partage une identité commune, celle de "prosommateur".

En conséquence, nous pouvons affirmer que les transactions qui se déroulent dans les clubs de troc s'installent, si l'on peut dire, à mi-chemin entre l'échange marchand et l'échange non marchand. En d'autres termes, voulant se consacrer comme des formes d'échange fondées sur des bases autres que celles du marché, elles naissent d'une tension entre ces deux idéaux-types, et qui plus est, cette tension les constitue.

En ce sens, les transformations récentes que le troc a connues ne subvertissent pas réellement "la nature" des échanges, comme on aurait pu le déduire à partir des témoignages qui indiquent un passage du principe de solidarité vers le principe de commerce. Quoi qu'il en soit, elles rendent plus visible cette tension entre transaction marchande et non marchande qui se trouve à la base des échanges mises en œuvre dans le troc. En effet, si les échanges se fondent sur des principes divergents, d'une part la satisfaction des besoins individuels et d'autre part la recherche de la solidarité et l'assistance mutuelle, la crise de la fin 2001 provoque un décalage entre ces deux préceptes. Ce n'est pas que les individus ne veulent plus construire un espace d'entraide ou de coopération, mais que cette construction devient de plus en plus difficile dans les conditions instaurées par les conséquences de la crise.

L'analyse des échanges que nous avons développée dans le chapitre précédent a révélé l'importance des *créditos* dans l'univers économique constitué par les clubs de troc. Cette "monnaie parallèle"^[101], créée peu temps après la formation du premier club, s'est vite transformée en une des clés du système.

Si sa création a eu pour objectif la simplification des échanges, on considère cependant que son importance dépasse largement le fait d'être un moyen de paiement au sein du troc. L'hypothèse qui sera soutenue dans cette section du mémoire est que les *créditos* expriment d'abord la forme d'organisation des réseaux de troc, leurs atouts et leurs limites. En conséquence, nous affirmons que l'analyse du processus d'émission et de distribution des *créditos* et de la manière dont les participants s'en servent peut contribuer à une meilleure compréhension du phénomène du troc dans sa totalité.

Dans ce troisième chapitre nous commencerons par décrire le processus de création des *créditos*, les mécanismes d'émission monétaire existant dans les réseaux de troc et, surtout, les différents usages de la monnaie parallèle qui pratiquent les membres des clubs. Ensuite, nous essaierons de rendre compte de la manière dont les sciences sociales ont abordé la question de la monnaie et de l'argent, en cherchant des clés permettant d'analyser le phénomène du *crédito*. Enfin, dans la troisième partie, nous proposerons une interprétation de la place que les *créditos* occupent dans l'économie du troc, à partir de l'examen de l'usage des *créditos* fait à la lumière de la littérature discutée précédemment.

* * *

3.1 Les crédits : naissance, mécanismes d'émission et usages dans le troc

Comme on l'a déjà vu dans le Chapitre 1, le *crédito* a été mis en oeuvre en 1996, quelques mois après la création du premier club de troc dans la banlieue sud de Buenos Aires. Après avoir essayé - sans succès - différentes méthodes de registre des opérations et de comptabilisation des dettes et créances de chaque membre^[102], le groupe fondateur a décidé de créer une "sorte de monnaie" propre aux clubs. Cette monnaie était considérée comme un simple *outil*, destiné à rendre possible l'un des objectifs initiaux des clubs de troc, à savoir la réciprocité et l'entraide parmi les membres. En ce sens, les *créditos* étaient conçus comme "des *unités de mesure* et pas des valeurs. Si le Réseau Global de Troc était un réseau téléphonique, les échanges entre ses membres seraient équivalents aux conversations des abonnés et les *créditos*, les fils et centres de connexion qui rendraient la communication possible." (Covas, de Sanzo et Primavera, 1998 : 13)^[103]

Toutefois, même si ces *unités de mesure* n'avaient aucune validité à l'égard de l'État, elles

constituaient, au sein du troc, des *moyens de paiement*. En tant qu'outils au service de la réciprocité entre les participants, les *créditos* fonctionnaient comme une vraie monnaie : ils étaient le moyen de mener à terme les transactions.^[104]

L'accès des membres des clubs à cette monnaie s'effectuait de deux manières différentes : au début de sa participation, chacun recevait un prêt de 50 *créditos*, conçu comme une aide à l'investissement dans la production pour le troc ; ensuite, chaque adhérent devait offrir des marchandises ou des services afin de se procurer les *créditos* nécessaires pour ses achats dans les clubs.

En suivant l'idée que cette monnaie ne devait servir que d'instrument pour les échanges, à mesure que le volume de ceux-ci augmentait, le centre émetteur devait accroître, à son tour, le nombre de *créditos* en circulation, à travers de nouvelles distributions de billets entre les membres du réseau. On cherchait ainsi à créer un moyen de paiement visant à résoudre le problème du manque d'argent. C'est ce que H. Primavera, l'une des principales animatrices du troc argentin, souligne dans un article publié tout au début de la diffusion de l'activité : "[...] on réinvente la fonction de la monnaie. Mais [une monnaie] libre des défauts que le capitalisme n'a pas réussis (si jamais il l'a voulu) à éradiquer : se concentrer là où elle existe déjà, au détriment des endroits où elle est rare." (Primavera, 1998 : sans page)

Or, si l'introduction d'une forme de monnaie a simplifié les échanges en les déchargeant de l'obligation de la double coïncidence des besoins requise par le troc, elle les a aussi rendus plus complexes. Tandis que, jusque-là, les transactions étaient opérées à travers une négociation entre deux personnes, au cours de laquelle les termes du transfert étaient fixés (quantité d'unités d'un bien en échange d'un autre, etc.), désormais, les ventes et achats supposaient la détermination des prix ne s'exprimant pas en termes de quantités équivalant à d'autres biens, mais en termes monétaires.

Il en résultait deux conséquences directes pour le déroulement de l'activité : d'une part, étant donné que la production des biens pour le troc supposait toujours un certain niveau d'investissement en pesos^[105], il fallait établir un système d'équivalence entre les deux monnaies permettant de traduire les coûts de production dans les termes de la monnaie utilisée lors de la transaction. D'autre part, tout le monde devait être capable de fixer un prix aux produits offerts dans les foires du troc, ce qui n'était pas nécessairement facile pour les membres des clubs. Dans plusieurs cas, les participants apportaient dans les foires des produits qu'ils fabriquaient depuis longtemps, mais sans attribuer à cette tâche un sens commercial. C'est le cas - traité dans le Chapitre 2 - des femmes qui, ayant toujours préparé des gâteaux, du pain ou des pâtes pour leurs familles et amis, n'avaient jamais pensé au prix auquel ces produits pouvaient être vendus. De même, des membres qui possédaient une certaine expérience comme bricoleurs décidaient d'offrir des services de réparation ou de petits travaux de bâtiment sans jamais l'avoir fait de manière professionnelle. Pour eux, la détermination du prix de leur travail était bien plus compliquée que pour ceux qui avaient toujours développé ce genre d'activité dans le marché.

Afin de faire face à la première conséquence de la mise en œuvre des *créditos*, le groupe fondateur a établi l'équivalence suivante entre la monnaie du troc et celle du pays : 1 *crédito* = 1 peso. Cependant, il l'a fait tout en rappelant aux participants que cette référence au peso ne devait pas être considérée comme une forme de convertibilité de la monnaie : "Les *créditos* sont des

éléments censés faciliter la réciprocité parmi les membres du réseau. L'usage d'un étalon externe ou d'une référence à quelque monnaie que ce soit est réalisé dans la seule intention d'avoir un indicateur servant de guide pour assurer l'équité dans les échanges. Il n'implique aucun type de convertibilité par rapport à aucune valeur, service ou produit." (Covas, de Sanzo et Primavera, 1998 : 14)

Ce dernier commentaire peut être interprété comme ayant diverses significations. D'un côté, il est clair qu'il était de l'intérêt du groupe promoteur du troc que les organismes publics ne considèrent pas les *créditos* comme une sorte de monnaie privée, en concurrence avec la monnaie de cours légal. En ce sens, la référence à l'inconvertibilité du *crédito* cherchait à "libérer" ce dernier d'un rapport supposé avec le peso, mais surtout à souligner les différences entre les deux monnaies. En effet, si l'une des propriétés les plus évidentes du peso était à l'époque sa convertibilité par rapport au dollar américain^[106], l'inconvertibilité du *crédito* par rapport à toute autre monnaie marquait sa différence avec le peso.

De l'autre côté, il est évident que la détermination de la parité entre le *crédito* et le peso n'était pas due au hasard. La parité entre deux monnaies de valeur différente signifiait, dans l'Argentine de 1996, beaucoup plus qu'une règle de conversion facile à maîtriser. Elle constituait le signe le plus net de la fiabilité de la monnaie, comme le démontraient les cinq ans d'"inflation zéro" écoulés depuis la mise en oeuvre du "Plan de Convertibilité" du gouvernement Menem. D'une certaine façon, la fixation de l'équivalence $1 \text{ crédito} = 1 \text{ peso}$ tendait donc à recréer dans l'économie du troc le principe qui semblait garantir la viabilité de l'économie nationale – ou du moins de sa monnaie.

En ce qui concerne la fixation des prix, la parité déclarée entre le *crédito* et le peso n'a pas représenté un principe suffisant pour limiter les difficultés que les participants rencontraient à l'égard de cette question. Et elle n'a pas été non plus une règle observée partout. Dès le début, les prix des biens offerts dans les foires de troc étaient beaucoup plus élevés que ceux des produits équivalents dans le marché, même si dans les clubs les coordinateurs s'efforçaient de les maintenir sous contrôle.

La dévaluation du peso décidée en janvier 2002 a bien évidemment contribué à accentuer cette tendance. La hausse des prix des biens de première nécessité – les plus recherchés pour fabriquer les denrées vendues dans les nœuds – a entraîné, comme on l'a vu dans le Chapitre 1, une escalade des prix à l'intérieur du système de troc.

C'est dans ce contexte qu'ont été réalisés les entretiens qui font partie de cette recherche. Tout au long de ces derniers, nous avons constaté que, dans la plupart des cas, les prix étaient calculés à partir de l'addition d'un surplus par rapport au prix "du marché", celui-ci étant la base à partir de laquelle le prix était estimé. Cependant, les causes de cette surcharge n'étaient jamais précisées ; aucune justification n'était fournie par l'explication du processus de détermination des prix^[107].

À José C. Paz, Jessica vend des oranges provenant de son propre oranger ainsi que des vieux vêtements de sa fille. Elle se compte parmi ceux qui prennent le prix "de marché" comme référence :

Comment est-ce que tu fais pour calculer le prix des oranges ?

Bon, auparavant je vendais chaque orange à 1 crédito... j'ai vendu pas mal d'oranges ici. Mais maintenant on me dit que je dois vendre les quatre à 1 crédito... Moins, je le fais, cela ne me pose

aucun problème.

Et le prix des vêtements, comment est-ce que tu fais pour le calculer ?

À peu près... [je calcule] combien ça peut coûter et je le double en *créditos*. Ça dépend aussi de l'état des vêtements...

C'est aussi le cas de Constanza :

Comment calcules-tu le prix de tes produits?

C'est un pourcentage en plus de ce que j'ai payé : il m'a coûté 1 peso, je demande 2 *créditos*.

Dans la capitale on procède de la même manière ; Hilda, herboriste qui vend sa propre récolte au nœud "Almagro", affirme :

[Je calcule] ce que je peux acheter avec la même quantité d'argent. Par exemple, je sais que 100 grammes de *Ginkgo Biloba* coûtent 3 pesos, donc je les vends à 10 *créditos*.

Deux autres procédures étaient utilisées par les participants dans la fixation des prix. Certains déterminaient le prix de leurs produits en suivant les conseils des coordinateurs, auxquels ils demandaient leur avis à chaque foire. Alors que d'autres respectaient les listes de prix maximaux établies dans les nœuds, sans discuter ni contester les critères fixés à ces fins par les coordinateurs.

Camila, membre du nœud "El Rayo", compte parmi le premier de ces deux groupes :

Quel est le prix des bibelots que tu vends ?

Euh... les pots décorés, avec des étiquettes et tout ça... 5 ou 6 *créditos*.

Et comment est-ce que tu fais pour fixer ces prix ?

J'ai discuté un peu avec la coordinatrice, puis je calcule le coût des matériaux que je dois utiliser.

Par ailleurs, il est assez clair que la détermination des prix ne suit pas de règles très strictes. Même si quelques interviewés déclarent appliquer des critères précis, ils semblent avoir toujours de la marge pour les modifier ou ne pas les utiliser. De plus, le marchandage n'étant pas complètement absent des foires de troc, les prix peuvent aussi être négociés entre les partenaires de chaque échange. La situation suivante met en évidence ces nuances :

Au cours de notre entretien, Ana a vendu la plupart des marchandises qu'elle avait étalées sur sa table. Il s'agissait de quelques plantes et des fripes qu'on lui avait données mais qu'elle ne voulait pas garder pour elle. Une dame s'intéresse aux chaussures qu'elle vend et lui demande le prix. Ana hésite et répond d'abord 8 *créditos*, puis 7 *créditos*. La dame regarde la pointure des chaussures puis demande les prix des deux paires qui sont exposées. Ana répond, en les montrant : "7, 8, et cette autre-là, je vous la laisse aussi à 8 [créditos]". La cliente veut obtenir une réduction, toutes deux négocient et, finalement, Ana vend les trois paires à 7 *créditos* chacune. À la fin de la transaction, l'amie d'Ana arrive. Ana lui parle de la transaction qu'elle vient de faire et l'amie s'indigne : "Mais tu es folle! 7 *créditos* chacune!" La cliente regarde les amies discuter et part avec les chaussures.

L'inflation déclenchée à partir de janvier 2002 et la dévaluation du peso ont assurément contribué à la complexification du processus de détermination des prix. Par la suite, au cours de cette dernière année, l'économie du troc a vu les systèmes de paiement en vigueur au sein des nœuds se diversifier. Les crédits ne constituent plus le seul moyen de règlement de comptes, mais une possibilité parmi d'autres. On pratique aussi des transactions dont le prix est "mixte", c'est-à-dire exprimé en crédits et en pesos, et ce que l'on appelle le "troc direct", des paiements "en nature".

Au fur et à mesure que les prix de certains produits augmentent dans le marché "formel"^[108], il est de plus en plus difficile de les trouver dans les clubs de troc^[109]. Ceux qui auparavant achetaient de la farine ou du sucre chez des grossistes pour les revendre au détail dans les foires de troc n'ont plus les moyens de le faire. De même, ceux qui vendaient de la nourriture faite maison ne peuvent plus acheter les ingrédients dont ils ont besoin. C'est pourquoi, on en vient à fixer des prix "mixtes" qui assurent aux vendeurs la possibilité de récupérer l'investissement fait en pesos. C'est ce qu'indique Gastón, vendeur des fripes au nœud "El Rayo" :

Mais... tu sais quoi? Aujourd'hui, par exemple, tu dépenses ton argent, t'achètes des trucs... mais après tu ne peux pas récupérer [ton argent]. Donc, c'est pour ça qu'on demande [cette somme]. Ce n'est pas beaucoup... si un paquet de sucre vaut 80 centimes... Il faut penser aux gens qui travaillent dans les nœuds, qui vendent... Ils vendent [le sucre] à 24 ou 40 centimes et 5 *créditos*. Mais ils le font pour pouvoir acheter de nouveau des marchandises...

Si cette vente "bi-monétaire" permet aux vendeurs de s'assurer le rendement d'au moins une partie de leur investissement, en même temps, elle empêche un grand nombre de participants d'accéder à ce type de biens. En effet, pour beaucoup de membres des clubs, la demande de paiements en espèces, même si ceux-ci concernent de toutes petites sommes, constitue un facteur d'exclusion :

Moi, je fais du troc uniquement en échange de crédits, pas de pesos. [...] Je n'achète des choses que dans les nœuds et en crédits. Il faut aller d'un nœud à l'autre et avoir de la pratique, c'est tout. [...] En ce sens, je suis contre l'argent ; ce n'est pas possible qu'on te demande 50 centimes chaque fois que tu veux acheter un truc. Je préfère aller dans un nœud et qu'on me demande 10 crédits pour le billet d'entrée, mais pas 50 centimes.

Et qu'est-ce que vous faites si l'on vous demande 50 centimes ? Vous ne rentrez pas?

Non, le plus souvent on me laisse passer tout de même ; mais si on me les demande de nouveau, je ne reviens pas. Pas parce que je ne les ai pas [les 50 centimes], mais parce que je n'ai pas de travail. (Eliseo, électricien au chômage, membre du nœud de San Telmo)^[110]

J'ai commencé à venir ici parce que là [dans l'autre nœud du quartier] on a commencé à demander de l'argent et moi, je n'en ai pas. [...] C'est le seul

nœud de la ville où jusque-là on n'a pas utilisé d'argent. (Marisa, femme de ménage au chômage, participante du nœud "El Rayo")

Je visite des nœuds, j'essaye de connaître [différents clubs]. Maintenant, parfois on demande de l'argent et des crédits, [mais] nous allons dans certains clubs où on ne vend qu'en crédits.

Et vous préférez...?

[Nous préférons] que ce soit comme auparavant parce qu'aujourd'hui tout est gâché, on vous demande 1 peso, 2 pesos... Il nous est arrivé de ne rien avoir à manger, nous allions dans un nœud et on nous demandait 20 centimes pour n'importe quoi... Ça engendre de l'impuissance. (José, cordonnier au chômage, habitué du nœud "El Rayo")

L'introduction de l'argent dans les transactions qui se déroulent dans les clubs de troc a impliqué l'altération de l'une des bases de l'activité (celle de l'exclusion des transactions en monnaie de cours légal dans les nœuds), mais elle a aussi eu des effets sur le fonctionnement du crédito lui-même. Elle a principalement entraîné une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie propre au troc. Les biens les plus recherchés étant réglés en pesos, les crédits sont devenus de moins en moins utiles pour les prosommateurs.

Face à cette situation, plusieurs participants en sont venus à choisir les paiements en nature comme moyen idéal de règlement des achats. Ainsi, on ne vend des aliments qu'en échange d'autres aliments, ou l'on ne fait pas de travaux si le paiement n'est pas effectué en nourriture. Frappés par la crise économique, les membres des clubs cherchent exclusivement des produits de première nécessité. Ils sont cependant conscients du faible pouvoir d'achat des crédits, tout en sachant que personne n'a d'argent à dépenser. Ils préfèrent donc payer et être payés en quelque chose d'autre qui puisse leur être utile.

Le cas de Gustavo, qui répare des vélos et demande qu'on le paie en nourriture, est assez significatif :

[...] Je n'aime pas travailler pour des pesos et des *créditos*, je ne travaille que dans des nœuds où on paie en *créditos*. Je fais aussi du "travail direct" [sic], je répare des vélos en échange d'aliments.

Tu fais donc du "troc direct", tu préfères le faire sans crédits...

En effet, parce que j'ai eu beaucoup de *créditos* et parfois je n'avais quand même rien à manger... Si la personne [qui me donne des vélos à réparer] n'a pas d'aliments – parce que peut-être elle n'en a pas, donc je suis là pour l'aider, j'accepte les *créditos* ou je fais le travail et elle me paie dès qu'elle en a. [...] Pour recentrer une roue on m'a apporté un paquet de *yerba* ; l'autre jour, j'ai remplacé des rayons et j'ai recentré une roue, et le garçon est parti très content... l'après-midi, il m'a amené du sucre ; j'ai aussi recentré deux roues et on m'a apporté des biscuits... ce jour-là on m'a sauvé, car je n'avais rien [à manger]. C'est comme ça, un aliment contre une réparation, un recentrage.

La pratique du "troc direct" est sans doute favorisée par la situation générale de manque de ressources qui connaissent les membres des clubs. Si, au début de l'expérience, on signalait comme un obstacle la "double coïncidence des besoins" requise par le troc, ceci ne semble plus être le cas. Les besoins des participants s'homogénéisent (tout le monde cherche le même type de produits), et en même temps se diversifient (n'importe quel produit peut être utile), facilitant les échanges en nature :

On le fait aussi [le troc direct]. C'est bon de le faire, parce que tu n'achètes rien ; tu échanges une chose contre une autre.

Et vous trouvez que c'est mieux que d'utiliser les crédits ?

Oui, parce que, par exemple, mercredi dernier j'ai apporté du pain et je l'ai échangé contre des pâtes ou de la nourriture faite maison. C'est bien comme ça, parce qu'on se sert de tout, tout nous est utile. (*Juana, femme de ménage au chômage, membre du nœud "Esperanza"*)

Cependant, cette pratique n'est pas sans poser des difficultés. Pour certains, comme Constanza, le recours au "troc direct" peut devenir aussi une forme d'exclusion :

Non, pas le troc direct. Il peut aller pour quelques personnes, mais pas pour d'autres.

Pourquoi ?

Parce que quelques-uns apportent des aliments, et font du troc avec d'autres qui en ont aussi... [Mais comme] Parfois je ne peux pas amener des aliments, j'amène des vêtements, et personne ne va faire du troc contre des vêtements... c'est difficile. Ce ne serait pas bon pour moi.

Quoi qu'il en soit, il faut noter que la pratique du "troc direct" ne résout pas la difficulté de la fixation des prix, mais la remplace par celle de la détermination des équivalences. Le problème subsiste : comment déterminer quelle quantité d'un certain bien correspond à une quantité déterminée d'un autre bien ?

La solution souvent appliquée par les *prosommateurs* est la référence au prix en *pesos*. C'est ce que font Nancy, à José C. Paz et Juana, à San Telmo :

Comment fais-tu le "troc direct" ? Par exemple, un paquet de farine...

...contre une douzaine de croquettes, ou un paquet de sucre contre une douzaine, ou un demi-kilo de graisse contre une douzaine, ou 100 grammes de levure contre une douzaine... tout ce dont le prix est le même. (*Nancy*)

Vous trouvez que c'est plus difficile [le troc direct] qu'avec les crédits ?

Ça m'est égal. Complètement égal. Mais [à travers le troc direct] c'est plus facile de trouver de la nourriture.

Ce n'est pas difficile pour vous de décider combien de paquets de pâtes, ou quelle quantité de pain faut-il échanger contre de la farine ?

Non, ça on le fait à peu près selon le prix de la farine, des pâtes... on fait le troc selon le prix des choses.

Le prix en pesos...

Oui, évidemment. Et comme ça nous échangeons.

(*Juana*)

En résumé, ce que l'on observe aujourd'hui dans les nœuds de troc est une situation de concurrence entre trois moyens de paiement différents (les *créditos*, les pesos et les biens eux-mêmes), que les participants sont obligés de gérer pour mener à bien leurs transactions. De la situation initiale, où

l'on n'effectuait que des échanges en nature, on est passé à une autre où l'on pratiquait seulement des échanges en *créditos*, pour finalement arriver à la situation présente où l'on combine les deux types de procédure^[111]. De plus, même si la monnaie officielle n'avait jamais été complètement bannie du système de troc, car elle conservait un certain pouvoir en tant qu'étalon par rapport auquel les *créditos* définissaient leur valeur, à partir de la fin 2001, on assiste à un processus à travers lequel le *peso* est introduit dans les clubs de troc comme nouveau moyen de paiement. Ainsi, les conséquences de la crise économique ne frappent pas seulement la capacité de ravitaillement des nœuds, mais elles subvertissent l'organisation du troc elle-même.

3.2 La monnaie comme fait social : approches sociologiques sur la question de l'argent

Bien qu'au début du XX^e siècle la sociologie se soit intéressée à la monnaie en tant que "fait social", rares sont les travaux qui, *a posteriori* des contributions des sociologues "classiques", ont été consacrés à l'argent, à ses usages et à ses effets sociaux. Les questions relatives à la monnaie semblent être devenues la propriété exclusive des économistes qui n'ont cependant pas produit de théories satisfaisantes à propos de ce sujet. (Cf., entre autres, Simiand, 1934 ; Dodd, 1994 ; Aglietta et Orléan, 1998)

En observant la production des sciences sociales autour du thème de l'argent et de la monnaie on peut relever au moins deux types de préoccupations différentes : d'une part, celle des auteurs qui – comme Simmel (1999 [1900]), Mauss (1969a, b [1914, 1934]), Simiand (1934) et, du côté des économistes, Aglietta et Orléan (1998, 2002) – cherchent à démontrer le caractère social de la monnaie ; d'autre part, celle des sociologues et anthropologues qui – comme Bloch (1998), Bloch et Parry (1989) et Zelizer (1994, 1996, 1998) – visent à analyser les usages sociaux de l'argent dans différentes sociétés ou groupes, en mettant l'accent sur la manière dont les individus se servent de la monnaie dans leurs interactions. Enfin, une troisième perspective peut être relevée dans les travaux des anthropologues qui – comme Bréton (2002) - centrent leurs analyses sur les différences et continuités existant entre les monnaies des sociétés dites "primitives" et celles des sociétés modernes.

L'ouvrage de Simmel représente probablement la première réflexion sociologique à propos de l'argent. Elle constitue une référence incontournable pour tous ceux qui ont travaillé dans ce domaine au cours du siècle dernier.

Publié huit ans avant sa *Sociologie, Philosophie de l'argent* (1999) présente déjà l'un des *leitmotiv* de l'œuvre simmélienne^[112] : l'idée selon laquelle la société n'est pas une unité absolue qui précède les relations humaines, mais un "terme général" qui englobe la totalité des rapports interpersonnels spécifiques (Simmel, 1999 : 191). Si, dans son ouvrage de 1908 Simmel cherche à analyser les *formes de socialisation* fondamentales de la vie humaine (le conflit, la supériorité et la subordination, la cohésion, etc.) dans *Philosophie de l'argent c'est l'échange*, "l'une des toutes premières et des plus pures formes de socialisation" (Simmel, 1999 : 191), qui sert d'élément clé à l'étude. Selon Simmel, c'est au sein de l'échange qu'il faut se placer pour parvenir à comprendre la

nature de l'argent, étant donné que celui-ci n'est en fait qu'une "cristallisation" à travers laquelle l'échange devient une formation autonome.

En effet, la fonction de l'échange donne lieu à des formations de deux types. D'un côté, la figure du *marchand*, en tant que support par excellence des relations d'échange. De l'autre, l'*argent*, en tant qu'expression du rapport établi entre les objets échangés.

Autrement dit, même si l'argent est une substance tangible, il représente avant tout une fonction, il est l'incarnation de l'échange entre les hommes^[113]. Il y a donc une relation entre des objets, exprimée par l'argent, qui n'est qu'une relation entre les sujets compris dans l'échange^[114]. Mais il y a aussi, dans ce mouvement, une autre relation dont l'argent rend compte : celle des sujets de l'échange au pouvoir central, émetteur et garant de la monnaie. En ce sens, l'argent ne fait que réintroduire, dans le rapport entre deux individus isolés, la totalité sociale.

Cette référence à la société s'exprime, selon Simmel, en termes de *confiance*. La circulation monétaire implique une *double confiance* ; d'une part, celle que chaque échangiste a dans l'organisme émetteur – ou, le cas échéant, dans l'organisme chargé de contrôler la circulation monétaire, concernant la validité de l'argent reçu ; d'autre part, celle que les deux protagonistes doivent avoir dans la sphère économique, qui doit leur garantir que l'argent reçu dans le présent pourra être dépensé à la même valeur dans l'avenir (Simmel, 1999 : 196-197). Il ne s'agit donc pas simplement de faire confiance à quelqu'un. L'économie monétaire suppose, comme le reste, la confiance de la partie prenante de recevoir, en contrepartie de l'argent payé, une certaine quantité de marchandises. Mais à ce type de confiance, que Simmel appelle "savoir inductif atténué" (Simmel, 1999 : 197), s'en ajoute un autre, plus complexe, qui s'incarne de la manière la plus pure dans la foi religieuse : "Quand on dit que l'on croit en Dieu, il ne s'agit pas seulement d'un degré imparfait dans le savoir relatif à Dieu, mais d'un état d'âme qui ne se situe absolument pas dans la direction du savoir ; c'est, d'un côté, assurément moins, mais, de l'autre, bien davantage que ce savoir. [...] Le crédit commercial lui aussi comporte dans bien des cas un élément de cette *foi supra-théorique*, et cette confiance a pour effet sur la communauté rien de moins que de l'amener à nous garantir les contre-valeurs concrètes des marques symboliques pour lesquelles nous avons cédé les produits de notre travail." (Simmel, 1999 : 197-198. C'est nous qui soulignons).

Ainsi, chez Simmel, ce qui confère sa valeur à l'argent ce n'est pas ce qu'il est, mais ce à quoi il sert, c'est-à-dire les fonctions qu'il remplit et exprime. Et ces fonctions ne renvoient pas seulement aux relations sociales entre les individus mais aussi aux rapports de ceux-ci à la société tout entière.

On trouve chez François Simiand des réflexions sur la monnaie qui peuvent être considérées comme proches de celles de Simmel. Sociologue responsable de la série des *Annales Sociologiques* consacrée à la Sociologie Économique, Simiand publie en 1934 l'article "La monnaie réalité sociale", dans lequel il cherche à établir une théorie de la monnaie fondée sur l'idée que celle-ci constitue un fait social. À son avis, l'échec des différentes tentatives pour expliquer le "fait monétaire" est dû à ce qu'elles n'arrivent jamais au "troisième stade de la connaissance humaine" appliqué à ce type de faits, c'est-à-dire à ce qu'elles continuent à percevoir la monnaie comme une apparence, au lieu de "l'étudier dans la société, [...], d'en discerner et classer les types et les formes, d'essayer d'apercevoir [...] ce qui paraît en être concomitant ou bien le conditionner, ou bien ce qu'il conditionne." (Simiand, 1934 : 18).

Pour Simiand, le fonctionnement de toute économie d'échange n'est concevable que s'il

comporte une monnaie, c'est-à-dire "un étalon des valeurs économiques distinct et indépendant des choses ou actes dont la valeur économique sera exprimée en cet étalon." (Simiand, 1934 : 30) À ce propos, il se demande si la monnaie remplissant ces fonctions devrait être nécessairement composée de métal précieux. Son analyse de la monnaie non convertible vise à répondre à cette question. C'est en cherchant à déterminer l'origine de la valeur d'un tel élément que Simiand en vient à définir la nature de toute monnaie. En effet, si la valeur d'une monnaie non convertible est une relation entre deux masses non quantifiables (masse des emplois possibles de la monnaie - présents ou futurs - et masse de ces moyens monétaires - actuelle effective ou future possible), elle ne représente donc qu'une "affaire d'appréciation, d'estimation, de *confiance* (ou de défiance)." (Simiand, 1934 : 37. C'est nous qui soulignons). Cette confiance n'est pas individuelle, mais propre au groupe, sociale.^[115]

Ce caractère *fiduciaire* de la monnaie non convertible n'est pas étranger à la monnaie en métal précieux. Si l'or et l'argent (de même que d'autres éléments) sont devenus des métaux monétaires, ce n'est pas en raison de leur valeur substantielle, mais "parce qu'ils étaient revêtus d'un pouvoir d'action supérieur, sur les hommes, sur les choses, en vertu de croyances sociales de caractère religieux, magique." (Simiand, 1934 : 44).

Ainsi, si l'on trouvait chez Simmel l'idée selon laquelle l'argent crédit devait être interprété comme l'évolution des propriétés déjà présentes dans l'argent substance^[116], on peut lire aussi chez Simiand que "[...] monnaies de l'une et de l'autre sorte, ayant dûment fonctionné, ont à leur valeur et à leur rôle le même ordre de fondement : celui d'une *croyance et foi sociale* qui est une *réalité sociale*."^[117] (Simiand, 1934 : 48).

M. Aglietta et A. Orléan ont été parmi les rares économistes qui se sont intéressés à la monnaie en l'analysant d'un point de vue à la fois économique et sociologique. Leur principale hypothèse est que la monnaie est une expression de la totalité sociale, raison pour laquelle il est possible de signaler l'existence d'une unité profonde du phénomène monétaire par delà les formes prises par la monnaie au cours de l'histoire. Contre le courant dominant en économie, qui ne voit la monnaie que comme intermédiaire facilitant les échanges^[118], ces auteurs affirment que la monnaie est surtout un "opérateur de l'appartenance sociale" (Aglietta, Andreau et al., 1998 : 10). Il s'agit donc de partir de l'analyse de la totalité sociale – et non du type de monnaie – pour saisir le rôle exercé par cette dernière dans chaque société^[119].

La place de la monnaie dans l'ordre marchand – moderne – sera ainsi déterminée, selon Aglietta et Orléan, par deux évolutions qui définissent la construction de la société moderne en tant que totalité : d'une part, le processus d'individualisation qui place l'individu au centre de la scène ; d'autre part, la différenciation et l'autonomisation des sphères de la vie sociale, et la tendance corrélative à confiner la monnaie à la sphère économique. De ce fait, si dans la société traditionnelle la personne

est subordonnée au tout social, investi d'autorité, dans la société moderne, en revanche, c'est l'individu qui détient la valeur suprême. De même, si dans la première, la valeur de la monnaie est déterminée par l'autorité sociale, dans la société moderne, la monnaie se présente comme objet "neutre", strictement économique, "instrument et manifestation naturels de l'homogénéité des relations entre les individus et de l'égalité fondamentale qui lui est associé." (Aglietta, Andreau et al., 1998 : 16).

Mais le fait que la monnaie soit communément pensée en tant qu'institution économique par excellence – selon la théorie économique standard, ne doit pas nous faire oublier que, bien au contraire, la monnaie doit être entendue "comme moyen de règlement général des dettes", que celles-ci soient ou non engendrées directement par la cession d'un bien. Derrière cette affirmation se trouve l'idée - chère à Simmel - de l'existence d'une "dette primordiale", exprimant le rapport des individus à la totalité sociale. "La dette originaire, ou primordiale, est à la fois constitutive de l'être des individus vivants et de la pérennité de la société dans son ensemble. C'est une dette de vie. [...] Elle construit la souveraineté et cimente la communauté dans ses travaux et ses jours, notamment à travers les sacrifices, les rituels et les offrandes." (Aglietta, Andreau et al., 1998 : 21)

En suivant cette hypothèse, on peut percevoir la société moderne comme une structure générale de dettes à travers des engagements privés, la monnaie n'étant que "le medium de cette dette réciproque" (Aglietta, Andreau et al., 1998 : 22-23). C'est dans ce cadre que les auteurs cités proposent de *partir de la monnaie* pour élucider le fonctionnement du marché. Ils supposent ainsi deux principes : d'un côté, la monnaie est logiquement antérieure aux relations de marché, les formes modernes de la monnaie n'étant pas l'effet des relations d'échange entre individus indépendants ; de l'autre, la monnaie est un lien social plus fondamental que le marché (Aglietta, Andreau et al., 1998 ; Aglietta et Cartelier, 1998).

Parallèlement à ces travaux qui visent à élaborer une définition de la monnaie en tant que construction sociale, d'autres cherchent à analyser le fait monétaire à partir des usages sociaux de l'argent.

Les travaux de Viviana Zelizer (1994, 1996, 1998) offrent un exemple de cette deuxième perspective. L'hypothèse défendue par l'auteur est la suivante : "afin de donner un sens à leurs liens sociaux, complexes et souvent chaotiques, les individus font constamment des innovations et des différenciations parmi les monnaies, en accordant ainsi différentes significations à leurs échanges." (Zelizer, 1998 : 69).

Par cette affirmation, Zelizer cherche à s'opposer aux conclusions de Simmel à propos des effets de l'expansion de la vie monétaire. En effet, si chez Simmel la généralisation de l'usage de l'argent a pour conséquence la dépersonnalisation des rapports sociaux, l'extension d'une logique du calcul pouvant réduire toute question sur la qualité à une question sur la quantité, chez Zelizer la médiation de l'argent dans les relations sociales n'implique pas que celles-ci soient privées de son caractère unique, personnel.

C'est ce qui tente de montrer, par exemple, l'étude réalisée sur des processus de différenciation monétaire dans les ménages américains au début du XX^e siècle (Zelizer, 1998). Dans cet article, l'auteur conclut que, même si l'État avait alors réussi à standardiser et à monopoliser la forme physique de la monnaie, interdisant la circulation des monnaies locales et privées, sa victoire était partielle : "Les gens perturbaient sans cesse l'uniformité de la monnaie à travers des différenciations furieuses, en destinant l'argent à divers usages et même en inventant de nouvelles formes de monnaie. La société de consommation moderne transformait la dépense de l'argent non seulement en une pratique économique centrale, mais en une activité sociale et culturelle dynamique et complexe." (Zelizer, 1998 : 59).

On peut relever une critique comparable aux thèses de Simmel chez Bloch. Pour lui, du moins dans la culture occidentale moderne, la conception transcendantale de la personne se heurte à une

évaluation unique par l'argent et, finalement, la met en échec. (Bloch, 1994 : 7) A son avis, c'est ce que démontrent les travaux cités de Zelizer ainsi que celui de Pine (1994), dans lesquels il est possible de mesurer à quel point les rapports entre les personnes *résistent* à l'emprise de l'économie monétaire. Pine analyse le cas des *górales*, montagnards polonais qui ont participé pendant des années, à la fois aux trois sphères économiques différentes, chacune marquée par l'utilisation d'un moyen de paiement distinct (en nature, en zlotys ou en dollars américains) (Pine, 1994 : 83). C'est leur maîtrise de différents types d'activité (travail aux champs, travail industriel salarié, commerce) et de monnaie qui les rend capables de tirer profit des contradictions du système économique dans lequel ils s'insèrent (Pine, 1994 : 98).

On peut trouver chez Bloch et Parry (1989) un autre type de critique des propositions de Simmel, bien que ce type ne soit pas totalement étranger aux précédents. En effet, au-delà des critiques qui contestent l'idée simmelienne d'une dépersonnalisation des liens sociaux dérivée de l'extension de la vie monétaire, ces auteurs affirment que Simmel, en considérant la monnaie comme agent des transformations sociales et culturelles profondes, risque de fétichiser la monnaie – comme le font les agents de change (Bloch et Parry, 1989 : 3).

Plus spécifiquement, Bloch et Parry proposent l'hypothèse selon laquelle on trouve dans la plupart des cultures - et pas seulement dans la société moderne - des échanges qui manifestent plusieurs des caractéristiques souvent associées à l'échange monétaire (un certain degré d'impersonnalité, une capacité considérable à la gratification individuelle et l'intérêt purement instrumentaire, par exemple). À leur avis, "Les auteurs qui accordent à l'argent la paternité de ces traits construisent donc une histoire fautive dans laquelle ce qui est en réalité un contraste extrêmement général entre les ordres du court et long terme au sein des cultures devient un contraste entre des cultures différentes – et c'est sur cette base que la notion du "Grand Partage" entre les mondes pré-monétaire et monétaire a subsisté." (Bloch et Parry, 1989 : 29).

En d'autres termes, ce sur quoi ils veulent insister est l'idée que ce n'est pas la généralisation de l'usage de l'argent qui donne naissance à une vision du monde particulière, mais que chaque monde donne origine à différentes formes de représentation de l'argent (Bloch et Parry, 1989 : 19).

Enfin, il existe une troisième approche du thème de la monnaie, présente surtout dans les travaux des anthropologues qui étudient les monnaies des sociétés dites archaïques. Comme on peut le voir dans l'article de Bréton (2002), de ce point de vue, la monnaie n'est pas définie par l'échange des biens, comme quelque chose qui tend à le simplifier^[120], mais elle constitue un instrument des transferts qui est, avant tout, créateur des relations sociales. Plus spécifiquement, si les sociétés primitives voient dans la monnaie un moyen de l'échange, c'est parce qu'elle est d'abord l'objet d'un don, d'un transfert qui a pour objet la production des liens sociaux. C'est donc l'organisation sociale, et non la monnaie, qui rend possible l'échange. (Bréton, 2002 : 13-17)

L'expérience de création d'une monnaie parallèle de la part des clubs de troc constitue, nous semble-t-il, un cas assez fécond pour l'étude du fait monétaire, tel qu'il a été défini par les auteurs que l'on vient de commenter. En effet, les crédits peuvent nous fournir un exemple exceptionnel pour l'analyse de la mise en œuvre et des usages possibles de la monnaie au sein d'une communauté particulière. On tentera d'aborder ces questions dans la section suivante.

3.3 En quoi les crédits renvoient-ils aux rapports sociaux au sein du troc ?

On a vu dans la première partie de ce chapitre que, même si le crédito a été créé comme une simple unité de mesure, et non pas comme une forme de valeur^[121], afin de faciliter les échanges au sein des foires de troc, il constitue cependant une forme de monnaie. En effet, si l'on suit la définition proposée par Blanc, étant donné qu'il est objet de "pratiques socialisées de compte et de paiement", le crédito appartient à l'ordre monétaire. Sa validité étant limitée à un ensemble prédéterminé de biens et services et de personnes, il ne peut pas entrer en concurrence avec la monnaie nationale, et doit donc être considéré comme une "monnaie parallèle" (Blanc, 1999 : 3)^[122].

Nous avons toutefois constaté aussi que l'utilisation des créditos n'est pas aujourd'hui le seul moyen dont disposent les membres des clubs pour régler leurs opérations. Au contraire, ces derniers doivent gérer différents types d'instruments pour pouvoir réaliser des achats et des ventes au cours des foires de troc.

Chacun de ces moyens de paiement (créditos, pesos, objets) est assurément investi d'une valeur différente au sein des nœuds et l'utilisation de l'un ou de l'autre entraîne des conséquences différentes. Autrement dit, c'est une véritable hiérarchie qui se dessine et organise les relations entre ces diverses monnaies.

Deux critères définissent la place que chacun de ces éléments occupera dans cette hiérarchie de moyens de paiement. D'une part, le pouvoir d'achat de chaque monnaie ; de l'autre, sa disponibilité. Autrement dit, ce sont les pesos qui occuperont le sommet de l'échelle, étant donné qu'ils permettent d'acheter tout ce qu'on vend dans le troc, mais ils sont en même temps les moins disponibles pour la plupart des prosommateurs. De même, les créditos se placeront en bas de la hiérarchie, étant donné qu'ils sont les mieux distribués mais les moins susceptibles de permettre un quelconque achat. Les objets censés servir de moyen de paiement (notamment les aliments) se situeront à mi-chemin entre les deux autres catégories. En effet, bien qu'ils aient un pouvoir d'achat supérieur à celui des créditos, ils constituent toujours un moyen de paiement beaucoup plus faible que la monnaie ayant cours légal.

En ce sens, plus les créditos se rapprochent des pesos quant à leur pouvoir d'achat, plus ils sont considérés comme une forme d'argent et s'élèvent donc dans la hiérarchie des monnaies. C'est d'ailleurs ce qui semble avoir donné aux créditos leur pouvoir initial, d'après l'opinion de certains participants :

Que pensez vous de l'utilisation des créditos ? Vous le trouvez pratique ?

Vous trouvez qu'il y a des inconvénients avec les créditos ?

Oui, si on les utilise bien, comme il faut, ils sont utiles. Parce que tu peux les utiliser... Si on donnait des opportunités de les utiliser [...] les gens auraient des *créditos* et aussi un tout petit peu d'argent [provenant] de leur travail... C'est-à-dire, tu pars au boulot mais tu reviens content, parce que tu te dis : "J'ai aussi des *créditos* et je peux les utiliser". Donc, ça t'est utile, car tout ce que tu ne peux pas acheter, tout ce que tu ne peux pas acheter en *pesos*, tu peux l'acheter en *créditos*. Tout est équivalent et tu as des marchandises suffisantes pour avoir de la nourriture à la maison.

(Nadia, infirmière au chômage participant au nœud "El Rayo")

Toutefois, au fur et à mesure que les tables des clubs se vident alors que les participants ont toujours des *créditos* à dépenser, on constate que ceux-ci se transforment en simples "bouts de papier" sans

valeur :

[...] Beaucoup de monde n'a rien à apporter et [le troc] tend à s'éteindre. Auparavant, par contre, tu venais et [demandais] "Combien ça coûte ?", [on te répondait] "Dix *créditos*", "Cinq *créditos*"... [et toi tu leur donnais :] "Tenez !". Mais pas maintenant, maintenant on a les *créditos* en poche... Si je veux acheter quelque chose à cette dame que tu vois là, elle me dit qu'elle ne veut pas de *créditos*, qu'elle n'accepte que des choses en échange. Je ne sais pas ce qu'on va faire si ça continue comme ça... On ne sait rien, c'est l'incertitude... une nouvelle incertitude parmi les autres... (Nicasio, peintre en bâtiment au chômage, participant au nœud "El Rayo")

Au nœud "Las primas" ["Les cousines"] nous faisons du "troc direct" de vêtements, d'aliments... Comme ça nous les mettons en valeur. Tenez... l'autre jour, j'ai acheté un pantalon neuf pour ma fille, [il était] très beau... La vendeuse me l'a échangé contre un demi-kilo d'escalopes à la milanaise, une bouteille d'huile et du sucre. Comme ça, nous n'avons pas besoin de "petits bouts de papier"... (Noelia, institutrice au chômage participant au nœud "El Rayo")

Il n'est cependant pas facile de "laisser tomber" les *créditos* même s'ils ne permettent pas d'acheter grand chose. Pour de nombreux *prosommateurs*, cette monnaie constitue toujours "de l'argent" et, surtout, représente le fruit du travail de plusieurs mois. Mais comment faire pour la mettre en valeur une fois qu'elle a perdu sa force d'achat? Dans les nœuds, beaucoup réfléchissent sur les raisons de la faiblesse des *créditos* :

Le *crédito* est comme une monnaie... Sans *créditos*... oui, ça [le troc] pourrait fonctionner... Mais les gens devraient être conscients qu'ils ne peuvent pas venir [aux nœuds] seulement avec des *créditos* pour faire des achats, pour faire du troc. Il faudrait qu'ils apportent aussi quelque chose [à vendre]. Il y a beaucoup de gens qui n'apportent rien du tout, ou qui n'apportent que des fripes... Ils devraient se mettre à la place des autres [et penser] que comme eux, les autres ont aussi besoin d'aliments. (Lucas, vigile au chômage, participant au nœud "El Rayo")

Par ailleurs, comme nous l'avons déjà signalé, le pouvoir d'achat n'est pas le seul élément qui sert à caractériser une monnaie. Il y a aussi sa disponibilité. C'est pourquoi on peut trouver des *prosommateurs* pour qui, même dans ce contexte critique, le *crédito* peut être reçu comme ayant une valeur supérieure à celle du *peso*.

Quel est pour toi l'avantage de ce système de crédits ?

Il y en a plein. Parce qu'on ne peut pas trouver de l'argent. Il n'y en a pas. De l'argent, il n'y en a pas. Il est déjà dévalué. Un *crédito* vaut plus que de l'argent.

Ça vaut plus, un crédito...?

Oui, le *crédito* vaut plus que l'argent.

Vraiment ?

Oui. Parce que je fais des travaux [et on me paie] en *créditos* et en argent,

c'est-à-dire pas en *créditos* et argent, mais en *créditos* et en aliments. Bon, si on ne t'amène pas de *créditos*, on t'amène des aliments. Et peut être que [si] tu as des *créditos*, on te vend des gâteaux et tu les paies en *créditos*, pas avec de l'argent. Par contre, si jamais tu as 2 *pesos* et si tu achètes de la viande, tu dépenses tout ton argent et il ne te reste rien.

Mais tu peux acheter des trucs avec des créditos ou tu trouves les prix trop élevés ?

Oui, car même si [les choses] sont chères, il y a pas mal de fois que les *créditos* m'ont sauvé, et pas l'argent. Parce que moi, je vois de l'argent de temps en temps. C'est un peu difficile... il faut beaucoup travailler pour avoir de l'argent. Par contre, malgré tout, avec les *créditos* on met en valeur ton travail. Il y a beaucoup de gens modestes qui le mettent en valeur. (*Gustavo, mécanicien au chômage, participant au nœud "El Rayo"*)

Cette coexistence de divers moyens de paiement n'est pas un attribut exclusif du système de troc. Au contraire, selon le texte de J. Blanc cité plus haut, toutes les économies modernes se caractérisent par l'existence de plusieurs types de monnaie qui se complètent^[123] : la monnaie nationale, les monnaies émises par différentes communautés ou groupes privés, les bons d'achat distribués par les entreprises, etc. Dans le cas de l'Argentine des années 90 et jusqu'en 2001, cette "cohabitation" de différentes monnaies allait encore plus loin : à côté de la monnaie nationale – le *peso* – il y avait le dollar américain, institué comme moyen de paiement légal en vertu de la Loi de Convertibilité de 1991, et, surtout à la fin de la période, les divers bons émis par les gouvernements provinciaux afin de faire face au paiement de leurs dettes envers des entreprises ou des fonctionnaires publics^[124]. D'une certaine manière, il y avait deux monnaies "nationales" – l'une émise par l'État, l'autre déclarée valable sur le territoire national par l'État^[125], par lesquelles les gens pouvaient régler toutes leurs opérations financières. Plus tard, en août 2001, l'émission des Bons du Trésor par le gouvernement central ajoute une troisième monnaie à ce dernier groupe – le *LECOP* (*Letras de Cancelación de Obligaciones Provinciales*)^[126]. Elles n'avaient certes pas une même valeur aux yeux des usagers, mais occupaient des places distinctes dans la hiérarchie générale des monnaies disponibles.

L'un des effets essentiels de l'inflation en Argentine avait été, du moins depuis les années 70^[127], la tendance de la population épargner en dollars américains. N'ayant pas confiance dans la stabilité de la monnaie locale, tous ceux qui pouvaient mettre de l'argent de côté, achetaient des dollars. Le passage d'une unité de compte à l'autre était donc une pratique courante ; les journaux publiaient chaque jour le cours du dollar, on trouvait des bureaux de change dans toute la ville, et parfois on n'exprimait les prix des biens qu'en dollars, ce qui obligeait les acheteurs à effectuer des conversions permanentes entre les deux monnaies. De plus, durant les périodes de forte inflation, il était habituel que les salariés disposant d'un certain niveau de revenus transforment tout leur salaire

en dollars le jour de la paie, afin de conserver leur pouvoir d'achat au moins pendant quelques semaines.^[128]

Même si les dix années marquées par la Loi de Convertibilité ont supprimé ce genre de pratiques, elles n'ont pas banni le pouvoir du dollar comme valeur ultime de référence et toutes les activités décrites sont vite réapparues après que le gouvernement a annoncé la fin de la convertibilité du *peso* et sa dévaluation en janvier 2002.

Dans les clubs de troc, ce processus a également entraîné des conséquences. Si, au début, la détermination de la parité entre le *crédito* et le *peso* renvoyait à celle établie entre le *peso* et le dollar, la fin de celle-ci brise à présent d'une certaine manière le rapport entre le *crédito* et le *peso*.

Comment faites-vous pour fixer le prix de vos travaux?

Jusqu'en décembre de l'an dernier [2001] 1 *crédito* valait 1 peso, et 1 peso valait 1 dollar, il n'y avait donc pas d'erreur possible. Et depuis décembre personne ne m'a demandé de faire des travaux.

Mais si aujourd'hui vous deviez fixer le prix, comment feriez-vous?

Je calcule que jusqu'à présent notre dépréciation a été de l'ordre de 75%, c'est-à-dire qu'on devrait parler de 25 centimes [de peso] par *crédito*.

(Norberto, architecte participant au nœud "Almagro")

Et comment est-ce que tu fais pour donner un prix aux choses que tu offres?

Je double le prix par rapport au prix en pesos. Je le double. [...] Comme on le faisait auparavant avec le dollar, on le fait maintenant avec le *crédito*. (Paloma, employée au chômage, participant au nœud "Esperanza")

Ces témoignages rendent compte de plusieurs dimensions d'un même phénomène. En premier lieu, ils montrent que la perte d'équivalence entre le *peso* et le dollar a pénétré le système du troc, dans lequel elle a été traduite comme l'abandon de la parité entre le *crédito* et le *peso*. En second lieu, ils indiquent que la référence au dollar comme monnaie forte a toujours été présente, même au sein du troc. En dernier lieu, ils révèlent que la maîtrise simultanée de différentes monnaies n'est pas, pour les interviewés, une conséquence de leur participation dans le même temps à deux économies différentes (celle du troc et celle du "marché"), mais une capacité développée au cours des années qui, au contraire, sert de base pour leur engagement dans le troc^[129].

Ces constats prouvent que, comme le signalent la plupart des auteurs mentionnés dans la deuxième partie de ce chapitre, pour parvenir à comprendre le sens d'une forme particulière de monnaie, il ne faut pas partir de l'analyse de la monnaie elle-même, ni se limiter à l'étude des échanges qu'elle rend possibles, mais la situer dans le contexte social dont elle est le produit. Comme l'affirment Bloch et Parry (1989 : 28) "[...] il est impossible de pénétrer ces significations [de l'argent] sans une compréhension des manières dont elles sont informées par des ordres symboliques et sociaux plus larges."

En outre, on voit dans la monnaie, comme le fait Simmel, l'objectivation des rapports d'échange. En ce sens, les *créditos*, ainsi que les autres monnaies circulant à l'intérieur des nœuds, sont

l'expression des liens sociaux tissés dans le troc. Si nous traitons de l'existence d'une certaine "hiérarchie des moyens de paiement" au sein des clubs, il faut toujours rappeler qu'elle ne constitue pas une représentation des rapports entre objets, mais qu'elle exprime des relations sociales particulières entre les membres des clubs. Autrement dit, les *créditos* ne devraient être entendus que comme la cristallisation du type particulier d'échange qu'est pratiqué dans les foires de troc^[130], en considérant que c'est au cours de ces échanges qu'ils se trouvent investis d'un sens particulier. Ainsi, si l'on voit qu'au cours des années les *créditos* n'ont pas toujours revêtu une même signification aux yeux des *prosommateurs*, s'ils ont été conçus tout d'abord comme « de l'argent » puis comme de "petits bouts de papier", s'ils peuvent avoir pour certains une valeur supérieure à celle des *pesos*, tandis qu'ils représentent le contraire pour d'autres, c'est parce que "ce que l'argent signifie n'est pas seulement défini dans chaque situation, mais aussi constamment renégocié." (Bloch et Parry, 1989 : 23)

Dans le cas des clubs de troc, cette renégociation permanente du sens de la monnaie exprime une autre définition problématique, relative au noyau de l'activité : celle référée à la nature des échanges – c'est-à-dire des liens sociaux, instaurés au cours des foires. En effet, on pourrait penser que ce qui complète ce débat sur la valeur des *créditos* est la tension, analysée dans le chapitre précédent, entre un modèle d'échange marchand et un autre d'échange non marchand^[131].

Chapitre 4.

"Entre le centre commercial et l'assistance sociale"[132] : quelle est la place du troc ?

Un élément semble absent de l'analyse réalisée jusqu'ici du phénomène des réseaux de troc en Argentine : l'État. Quel est le rapport entre les clubs de troc et l'État ? Quelle position adopte-t-il par rapport au système du troc ? Et, du côté des acteurs de cette "économie parallèle", adresse-t-on des demandes à l'État ? Quelles sont-elles ?

L'existence de réseaux d'échange de biens et de services qui fonctionnent sans l'intervention de l'État, dont les transactions sont effectuées dans une monnaie parallèle qui n'a pas de validité légale suppose, au moins, des rapports conflictuels avec l'ordre institutionnel en place. Ceci implique aussi bien l'État – qui n'a pas de pouvoir régulateur sur ces activités – que le marché – qui voit certaines opérations "économiques" échapper à ses lois.

Dans ce chapitre, nous chercherons à mettre en évidence les différents rapports que les réseaux de troc ont entretenus tout au long de leur histoire avec l'État et le marché. À cet égard, *l'hypothèse qui va être présentée affirme que les clubs de troc se sont développés dans une tension permanente entre l'alternative et la complémentarité face à l'État et au marché*. Si, le premier club de troc est né comme "une alternative construite par les exclus du marché formel" (Primavera, 1998?)[\[133\]](#), à travers laquelle ceux-ci trouvaient les biens qu'ils avaient des difficultés à acheter dans le marché, en même temps, le troc s'est développé en affirmant ses liens avec le marché[\[134\]](#) et en recherchant l'aide et le soutien de l'État.

Dans la première section, nous analyserons les relations établies entre les clubs de troc et l'État en Argentine, en les considérant à la lumière d'autres expériences analogues dans le monde, et plus spécifiquement la trajectoire des SEL français. Ensuite, nous examinerons les rapports de coopération et de conflit entre les réseaux de troc et le marché formel. Enfin, dans la troisième section du chapitre, nous considérerons plus en détail la tension mentionnée entre alternative et complémentarité, en l'analysant sous deux angles différents : celui du fonctionnement de "l'économie du troc" et celui des représentations que les acteurs du troc se font des rapports entre ce dernier, l'État et le marché.

4.1 Les rapports entre les réseaux de troc et l'état. Le cas argentin face aux autres cas nationaux

Les clubs de troc, de même que d'autres systèmes homologues, peuvent être pensés comme disputant à l'état capitaliste le monopole de l'émission monétaire et soustrayant au moins une partie du travail de la population au contrôle des agences gouvernementales. Ce sont d'ailleurs ces principes qui ont motivé les actions des États en vue de l'éradication des pratiques qui prennent le nom de "troc" en Argentine.

Pendant la crise économique des années 30, le maire d'un village du Tyrol autrichien décide de faire face au chômage et à la crise financière de l'État local à travers l'émission de "bons de travail" servant à payer les salaires d'anciens chômeurs devenus ouvriers municipaux. En même

temps, les commerces de la ville acceptent ces bons comme moyen de paiement et les industries locales (une usine de ciment et une usine de cellulose) engagent des ouvriers en appliquant le même système. D'après le modèle proposé par Silvio Gessell dans *L'ordre économique naturel*, le pouvoir d'achat des bons s'aligne sur celui de la monnaie officielle. Pour éviter la thésaurisation, ils sont cependant taxés à hauteur de 1% par mois. Après quelques mois, la consommation du village est relancée, les recettes fiscales augmentent et la mairie parvient même à anticiper le paiement de ses impôts. Toutefois, un an après, le gouvernement régional met fin à l'expérience, affirmant que celle-ci viole le droit exclusif de la Banque Centrale d'émettre de la monnaie[135].

Au milieu des années 50, en France, deux initiatives reprennent l'expérience du village autrichien. Dans le contexte de l'après-guerre, les mairies de deux villages proposent la création d'une "monnaie parallèle" afin de contribuer au développement du commerce et de l'artisanat, fortement frappés par la crise économique et la migration d'une partie importante de la population vers les grandes villes[136].

Les essais de ces deux villes donnent des résultats positifs par rapport à la réactivation du commerce, mais ils sont interrompus en 1958 lorsque le gouvernement français publie un décret qui punit d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 200.000 F à 20.000.000 F, ou de l'une de ces peines seulement, "la souscription, l'émission ou la mise en circulation de moyens de paiement ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les signes monétaires ayant cours légal." (Laacher, 1998a : 128)[137].

En 1997, un procès oppose l'État français aux membres du SEL (*Système d'Échange Local*), expérience voisine des réseaux de troc argentins. Le Système d'Échange Local avait été créé en France en 1994, dans le département de l'Ariège, d'après le modèle des LETS anglo-saxons (*Local Exchange Trading System*), inspiré de l'œuvre de S. Gessell. La diffusion de l'initiative a été importante en milieu rural, mais lente dans les zones urbaines, même si, à la fin des années 90, quelques SEL sont créés dans les grandes villes[138]. En 1998, il existait en France quelque 300 SEL, qui comptaient 30.000 adhérents (Laacher, 1998a).

Le conflit évoqué a été déclenché dans la localité de Foix, lorsqu'un membre de la chambre syndicale des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Ariège a dénoncé à la Gendarmerie les travaux de menuiserie que deux personnes non adhérentes au syndicat font dans une maison du village. Il s'agissait, en réalité, d'un échange accordé entre trois habitants de la commune appartenant au SEL pyrénéen. Les partenaires concernés étaient trois personnes de nationalité britannique, habitant depuis quelque temps dans la région : une femme qui pratiquait l'agriculture biologique et offrait dans le SEL des cours d'anglais et des produits biologiques, et deux hommes, l'un au RMI, l'autre instituteur intérimaire, offrant tous deux dans le SEL des services de réparation et de bricolage. L'accord établissait que ces derniers effectueraient des travaux de réparation chez la personne mentionnée, contre la somme de 2000 "grains de sel" (la monnaie du SEL pyrénéen) chacun.

L'État, par l'intermédiaire du procureur qui reçoit le procès-verbal dressé par la Gendarmerie, demande à la chambre syndicale concernée de chiffrer en valeur financière les travaux effectués et décide de poursuivre en justice les trois membres du SEL pour "travail clandestin". Finalement, après un long procès dont la presse s'est fait l'écho, le tribunal se prononce en faveur de la partie civile, mais n'impose aux accusés qu'une condamnation "symbolique" de 2000 F avec sursis.[\[139\]](#)

Bien qu'on constate que, dans tous les exemples recensés, l'action de l'État ait été contraire aux expériences d'émission et/ou d'utilisation des "monnaies franches", les motifs de ces interventions n'ont certes pas été toujours identiques. Même dans le cas de la France, où l'État est intervenu à plusieurs reprises contre ce type d'initiative, le conflit déclaré entre les pouvoirs publics et les acteurs des "systèmes économiques alternatifs" n'a pas toujours été de même nature. Si, dans les premiers cas le monopole de l'émission monétaire est le principal enjeu du différend, dans l'exemple fourni par le procès de Foix, c'est la régulation du travail qui est mise en cause.

Quoi qu'il en soit, ces pratiques montrent assez clairement que, loin de l'aide ou la tolérance, les États nationaux se sont souvent sentis concernés par la mise en œuvre d'initiatives qui leur disputent, au moins en partie, certaines de leurs facultés.[\[140\]](#)

En Argentine, on peut avoir l'impression que les rapports entre l'État et les clubs de troc sont assez limités. En l'absence de conflits explicites, les liens entre les deux instances semblent réduits à un certain "support idéologique" de la part de l'État, qui dépasse très rarement le niveau des déclarations. Cependant, l'analyse des différents échanges qui ont eu lieu entre les pouvoirs publics et les réseaux de troc révèle l'existence d'un système de relations beaucoup plus complexe qu'on ne le suppose.

Depuis la création du premier club de troc en 1995, les principaux animateurs de la pratique se sont souciés de tisser des liens avec différentes agences de l'État. Ils cherchaient à trouver, dans les pouvoirs publics, une source de support – tant idéologique que matériel. Les rapports entre l'État et les réseaux de troc se sont donc vite développés. À ce propos, trois étapes différentes peuvent être distinguées.

La première, *de 1996 à 2000*, est caractérisée par les premiers contacts avec les gouvernements locaux, les "déclarations d'intérêt municipal"[\[141\]](#) et, dans certains cas, le soutien matériel accordé à travers la cession des locaux pour l'installation de foires. Dans cette période, c'est surtout le gouvernement de la ville de Buenos Aires (GCBA) qui incite à la pratique du troc. En 1997, le GCBA crée le "Programme d'Appui au Troc Multi-réciproque", dépendant du Secrétariat de Promotion Sociale de la Ville de Buenos Aires. Ce programme organisera, en mai 1997, la "Première Journée de Troc Multi-réciproque", à laquelle participent les membres des clubs de troc existants ainsi que des représentants d'autres organisations ayant un intérêt à cette pratique. Plus tard, en mars 1998, aura lieu la "Première Journée du Non-argent" [*Primera Jornada del No-dinero*], également sous les auspices du GCBA. Finalement, en août de la même année, ce dernier organise la "Deuxième Journée de Troc Multi-réciproque", qui reprend l'expérience de l'année

précédente.

La deuxième étape, *entre 2000 et 2001*, est celle de la consolidation de ces relations. En décembre 2000, le Réseau Global de Troc signe un accord avec le Secrétariat pour les Petites et Moyennes Entreprises (SEPyME), appartenant au Ministère de l'Économie, grâce auquel les membres fondateurs du RGT (Covas, de Sanzo et Ravera) organisent des ateliers de diffusion du troc dans les provinces, destinés à promouvoir l'activité comme outil d'aide pour des PME en crise. Au cours de cette période, on signe aussi des conventions avec certains gouvernements locaux, afin de permettre aux citoyens de régler les impôts municipaux à travers le troc, soit en *créditos*, soit en échange d'heures de travail pour la mairie. L'une des premières municipalités qui ait accepté le paiement d'impôts en *créditos* a été celle du village de Calchaquí, dans la province de Santa Fe, où 300 familles prennent part au club de troc local. Ensuite, en novembre 2001, les députés locaux du parti ARI (*Argentins pour une République des Égaux*) ont présenté un projet d'ordonnance au Conseil Municipal de la ville de Luján (66.000 habitants) pour que les dettes concernant l'impôt immobilier puissent être acquittées en *créditos*. Un peu plus tard, en février 2002, la ville de Chacabuco (45.000 habitants), à l'ouest de la province de Buenos Aires, accepte que les 3000 adhérents des clubs de troc de la ville paient leurs dettes municipales antérieures à l'an 2000 en utilisant la monnaie du troc. La mairie compte utiliser les *créditos* ainsi obtenus pour la mise en œuvre de programmes d'emploi et d'assistance aux chômeurs[142].

La troisième étape, qui commence *en 2002*, est marquée par deux événements clés : la présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de loi de "réglementation du troc", promu par le RGT et le RGT-Ouest, et la manifestation des autorités du RGT face au Ministère du Travail en vue de réclamer plus de "sécurité économique" pour le RGT et la concession d'allocations d'emploi pour les bénévoles travaillant au troc[143]. Le projet de loi déclare le troc "activité d'intérêt national" et "établit les bases juridiques et institutionnelles pour l'organisation, la promotion et l'encouragement des réseaux de troc" dans le pays. Par les articles 12 et 13 sont créés les Répertoires Nationaux des Réseaux et de Monnaie Sociale, organismes dépendant du Pouvoir Exécutif National visant à réguler la création de clubs - qui devraient désormais se constituer en "associations civiles" reconnues par l'Etat - et l'émission monétaire. Ce projet a été présenté par le député *justicialiste* de la province de Río Negro, Carlos Larreguy, en avril 2002. Un mois plus tard, le 23 mai, une mobilisation du RGT-Ouest a installé une foire de troc sur la place située en face de l'Assemblée Nationale de manière à forcer le traitement législatif du projet. Cependant, jusqu'à ce jour le projet n'est jamais sorti des Commissions d'Étude de la Chambre des Députés.

On pourrait être tenté d'affirmer que les rapports établis entre l'État et les clubs de troc ont toujours

été faibles. Mais cette impression peut être corrigée si l'on examine de plus près les initiatives de chacun des partenaires de la relation.

Du point de vue de l'État, loin de se sentir menacé par le développement des clubs de troc, ou de voir ses monopoles en danger, quelques tentatives ont été faites en direction de l'activité et, même si elles n'ont jamais dépassé le niveau des accords restreints et n'ont pas réussi à se poursuivre dans le temps – tel le cas de l'accord signé avec le SEPyME, elles ont eu une grande importance pour le développement du troc.

Par ailleurs, dans la perspective des clubs de troc, toute aide apportée par les gouvernements locaux a constitué, dans de nombreux cas, un élément clé pour la continuité des nœuds. Dans la ville de Buenos Aires, par exemple, une partie importante des clubs se réunissent dans des locaux appartenant à la mairie^[144]. En banlieue, plusieurs clubs organisent leurs foires dans des écoles publiques. Dans les deux cas, il s'agit de locaux concédés gratuitement, sans contribution aux dépenses en eau ou en électricité, et dont la disponibilité est d'une certaine manière garantie. Si l'on considère que l'accès à des locaux gratuits ou bon marché est l'une des principales préoccupations des coordinateurs des clubs, on mesure l'importance de ce genre de soutien étatique.

Cependant, la position des différents réseaux à l'égard de l'État n'est pas uniforme et le rapport avec celui-ci constitue l'un des enjeux qui les opposent. Si le RGT s'est toujours intéressé à la mise en œuvre d'activités de promotion du troc promues *par* les organismes publics (tel l'accord établi avec le SEPyME en 2000) et si, en 2002, il s'est adressé à l'État pour réclamer de la sécurité et des allocations, les autres réseaux n'interviennent pas dans ce processus avec le même enthousiasme. Tous les réseaux participent des accords partiels établis avec des municipalités, qui leur assurent l'accès à des salles gratuites et facilitent la promotion du troc, mais seuls certains d'entre eux défendent l'intervention de l'État au niveau de la régulation de l'activité, comme le fait le RGT. Le cas de la "Loi de Troc" est significatif à ce titre. Alors que la plupart des participants interviewés ignorent l'existence d'un tel projet de loi, les coordinateurs des nœuds ont des opinions diverses. Ceux appartenant au RGT espèrent que la création des répertoires de *créditos* et d'émetteurs de monnaie sociale entraînera davantage de sécurité, et par là même plus de protection pour l'activité – notamment contre la falsification de *créditos*. En revanche, les coordinateurs des nœuds appartenant au RTS ne voient dans la loi qu'une nouvelle tentative du RGT pour contrôler le troc et réduire la pluralité d'expériences existant dans le troc. C'est ce que mentionne Ricardo, co-coordonateur des nœuds "Almagro" et "Once", de la ville de Buenos Aires :

Je considère que [la loi], c'est pour concentrer du pouvoir. Au lieu de promouvoir une organisation horizontale, cette loi obligerait à avoir un Conseil Directif du Réseau de Troc ; les trois [Covas, de Sanzo et Ravera] ont hâte de l'obtenir. Donc, d'une certaine façon, cette belle autonomie qu'ont aujourd'hui les réseaux... [...] Ce qu'ils veulent maintenant, c'est concentrer, à travers la loi... on aurait une monnaie unique, leur monnaie serait la seule... et cela ne sert à rien, ne sert pas parce que la richesse [du troc] se trouve dans la diversité des réseaux, dans les caractéristiques de chaque région, de chaque quartier même...

Heloísa Primavera, l'un des fondateurs du RTS et ancien membre du RGT, déclare avec plus d'insistance :

Ce que révèlent ces projets [de loi], c'est la méconnaissance absolue de la vérité des clubs de troc.

[...] Ce que *La Bernalesa* tente de faire, c'est d'institutionnaliser, de réglementer le troc pour que cette loi résolve le désastre qu'ils ont provoqué dans les deux dernières années : émettre, sur-émettre des billets sans aucune condition de production préalable[145].

En effet, comme le craint Ricardo, étant donné que la loi désignerait les réseaux, et non les clubs, comme unité à recenser, sa mise en œuvre pourrait déclencher un processus de centralisation de l'activité, et même une forte concentration de pouvoir dans les quelques réseaux qui ont déjà acquis le statut d'association civile.

Si l'on considère le nombre de clubs qui ont rompu les liens avec les réseaux auxquels ils appartenaient à l'origine (généralement en raison des discussions à propos de la gestion des comptes et l'émission monétaire) et l'expansion des nœuds "indépendants", nés au cours de la crise de fin 2001, le projet ne semble pas considérer – comme le signale Primavera – la situation présente des réseaux de troc.

En même temps, il serait irréaliste de supposer que l'existence d'un "Répertoire National de Monnaie Sociale" puisse mettre fin aux vols et aux falsifications de *créditos*, principal souci du RGT.

Quelles sont donc les raisons qui motivent de la part de l'État la création d'une loi de troc ? La réponse à cette question exigerait sans aucun doute l'analyse des points de vue des agents étatiques, outre la considération des propos des protagonistes du troc[146]. Mais il est évident que l'existence d'une norme comme le projet de loi présenté plus haut ne supposerait pas seulement l'approbation officielle de l'activité, mais aussi sa consécration en tant que mécanisme de satisfaction des besoins, à côté de l'État et du marché, ce qui serait inédit par rapport aux expériences des autres pays dans lesquels ce genre de systèmes existe[147].

4.2 Les relations avec l'économie formelle : coopération ou conflit ?

Dans l'exemple du procès de Foix commenté dans la section précédente, le syndicat d'artisans qui s'est constitué partie civile accusait les membres du SEL pyrénéen de développer du travail clandestin (c'est-à-dire, non soumis à la régulation de l'État et qui, en conséquence, ne contribue pas au système de solidarité sociale à travers les cotisations ASSÉDIC et autres) et, en conséquence, de constituer de la concurrence déloyale. Ce n'était donc pas de l'État, comme le signale Laacher, que provenaient l'imputation et la condamnation ultérieure aux membres du SEL, mais du marché et de ses lois (Laacher, 1998a : 143).

En Argentine, aucun conflit de cette nature n'a eu lieu en référence aux activités des réseaux de troc. Plusieurs éléments – sans rapport direct avec la pratique du troc et ses conséquences – peuvent certes expliquer cette absence. Premièrement, l'organisation du travail d'artisanat (notamment celui des maçons, peintres en bâtiment, électriciens, plombiers, menuisiers, et autres artisans qui travaillent souvent "à domicile") a été traditionnellement beaucoup moins régulée en Argentine qu'en France. En tant que travailleurs "à leur compte", ce sont ces derniers qui doivent verser leurs propres cotisations au système de sécurité sociale et de retraite, obligation dont la réalisation n'est pas assez contrôlée par l'administration publique. De ce fait, la plupart de ces activités s'effectuent

totallement "au noir", sans que l'État perçoive les impôts correspondant aux frais payés par les clients et sans que les ouvriers concernés accèdent à la protection garantie par les "œuvres sociales"[148] et le système de retraite. Deuxièmement, il n'existe pas de véritable syndicalisation de ce type de travailleurs, qui ne sont pas représentés par des associations professionnelles ou des chambres d'activité. Troisièmement, le volume de l'emploi non déclaré est très important en Argentine, le secteur du bâtiment étant l'un des plus affectés[149]. Quatrièmement, dans un contexte de faible régulation de l'emploi et de chômage très élevé, l'État ne met pas en œuvre des dispositifs de lutte contre le travail illégal (l'emploi non déclaré, le faux travail indépendant, le travail dissimulé, etc.) mais tolère des pratiques qui seraient activement condamnées ailleurs. En conséquence, l'absence de conflits entre des agents économiques privés (confédérations d'entreprises, chambres de commerce, etc.), l'État et le troc, semble d'abord s'expliquer – au moins en ce qui concerne la réalisation des travaux comme ceux décrits plus haut, qui constituent d'ailleurs la plupart des services offerts dans les clubs de troc – par l'inexistence dans le pays de mécanismes effectifs de régulation et de contrôle de ces activités.

Si les clubs de troc n'ont pas été perçus comme des sources – actuelles ou potentielles – de "concurrence déloyale" par les agents économiques qui, en restant en dehors du système, développaient les mêmes occupations que celles effectuées dans les nœuds, on constate aussi que du point de vue de "l'économie du troc" le marché n'a jamais été conçu comme une structure inconciliable, à laquelle il fallait s'opposer. Au contraire, l'objectif des clubs de troc s'exprimait en termes de *réinvention du marché* : "En tant que *prosommateurs*, nous offrons et demandons des biens et des services en totale liberté [...], *en réinventant le marché*. Ce marché a de la place pour la réciprocité, la solidarité et la distribution, nous permettant d'apprendre à utiliser d'une manière productive l'énergie de la rage et l'indignation. [Ce marché] accepte les nouveautés et le risque comme faisant partie de la vie ; nous invite à cultiver la joie de partager, la joie de la qualité et non de la quantité, la joie de se mettre en relation et non de posséder. Bref, nous récréons un espace où l'on peut vivre simplement pour que les autres puissent tout simplement vivre. Dans ce marché, nous possédons tous un capital qui, à mon avis, est le plus important : le capital humain. Il est le seul qui puisse faire face au fléau de la pauvreté et la sottise.." (Covas in Covas, de Sanzo y Primavera, 1998 : 28)

En fait, dès leur création, les clubs de troc ont établi des relations en quelque sorte paradoxales avec le marché. Si, d'une part, ils visaient à constituer des espaces de production et de consommation à part pour tous ceux qui n'avaient pas accès au marché (ou qui devaient surmonter des barrières très élevées pour y accéder), en même temps ils supposaient un certain degré d'insertion dans l'économie formelle de la part des individus participant aux nœuds. En effet, la constitution de l'identité de *prosommateur* impliquait tant une pratique de consommation qu'une pratique de production, pour laquelle l'investissement devenait indispensable. Cela consistait tant en main-d'œuvre qu'en matières premières, qui devaient être achetées, dans la plupart des cas, en dehors du troc – c'est-à-dire dans les espaces de l'économie "officielle". Par conséquent, la participation des clubs de troc requérait un engagement personnel dans la production des biens (ou l'offre de services), la maîtrise de certaines compétences relatives à l'activité développée, ainsi que l'accès aux produits de base indispensables pour la fabrication des articles à échanger.

Ce réquisit était l'une des raisons qui faisait du troc, au début, une initiative propre aux classes moyennes. C'étaient elles, parmi ceux qui étaient les plus frappés par la récession économique et la

montée du chômage, qui disposaient des ressources – symboliques et matérielles – nécessaires pour mettre en marche un tel type de projet. D'ailleurs, c'est en tant que stratégie des classes moyennes que le troc a été analysé sociologiquement pour la première fois : "Les réseaux de troc ont signifié la découverte d'un autre type de sociabilité, à travers lequel on les analyse [les classes moyennes appauvries] dans cette étude. Pour quoi font-ils cela ? Qu'est-ce qui les a poussés à sortir de chez eux et à essayer de nouvelles possibilités, comme celle offerte par le troc ? [...] Qu'attendent-ils du troc ? À quel point les idées des nouveaux réseaux, comme le troc, se traduisent-elles dans de nouveaux rapports sociaux qui lient les membres de la classe moyenne qui se paupérise ? Y a-t-il vraiment une transformation de leurs formes de sociabilité ?" (González Bombal, 2002 : 98-99)

L'entrée des couches populaires dans la pratique du troc, après sa diffusion massive, a impliqué le début de la mise en cause du principe de l'investissement comme condition de la participation aux foires de troc.

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, les biens offerts dans les clubs de troc peuvent être classés dans trois différentes catégories : a) les produits fabriqués *pour le troc* par les adhérents, parmi lesquels la nourriture occupe une place centrale^[150] ; b) les articles achetés en vrac pour la revente au détail dans les foires de troc, notamment des aliments et des produits d'entretien ménager, et c) les biens d'occasion, notamment des fripes et des chaussures. Au cours des années, ce sont ces derniers qui ont acquis de l'importance dans les foires de troc, au fur et à mesure que les prix des biens de première nécessité grimpaient dans l'économie formelle et que les *prosommateurs* ne pouvaient pas assurer leur achat. La tendance déclenchée par la crise de fin 2001 a donc été celle de l'abandon de l'investissement en *pesos* destiné à alimenter l'économie du troc et son remplacement par la "commercialisation" d'articles appartenant aux membres des clubs et leurs familles^[151].

Ce processus a été mis en évidence par les coordinateurs des clubs, pour qui l'investissement constituait l'une des règles fondamentales de la pratique, qui devait être respectée afin d'en garantir la continuité:

Ceci a été l'un des phénomènes les plus importants. [...] Aujourd'hui, [les gens] n'arrivent pas à comprendre le vrai sens [du troc], ne le vivent pas comme [on le vivait] auparavant. Beaucoup de gens très pauvres manquent des ressources minimales pour pouvoir y investir ; parce que – comme je te l'ai déjà dit – il faut investir dans des matières premières pour [produire] quelque chose. L'idée du troc n'est pas celle de troquer des objets usés, mais de troquer ce qu'on produit... (Manuel, coordinateur du club "Almagro" depuis plus de 5 ans)

Pour Lucas, entré au club "El Rayo" en 2001, ce phénomène constituait en quelque sorte une surprise, et une déception. Le troc n'était pas autosuffisant, mais *dépendant* du marché :

Moi, le troc, je n'en trouve pas... Je ne crois pas que ça marche tellement, parce qu'il faut toujours dépenser de l'argent... On ne peut pas... Même si l'on produisait des légumes, on devrait acheter les graines... Pour commencer, il faut avoir quelque chose, et, quelque part, la chaîne s'interrompt parce qu'à un moment donné, tout [ce qu'on a] est parti.

(Lucas, vigile au chômage, participant au nœud "El Rayo")

Ce qui se produit donc au sein des clubs de troc n'est pas seulement une distinction entre des membres anciens, "conscients" des principes essentiels du troc, et des nouveaux arrivés qui les ignorent, mais aussi et surtout une différenciation entre ceux qui sont capables de produire des biens *pour le troc* et ceux qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour le faire[152].

Autrement dit, du moins au niveau restreint des échanges[153], le troc ne fait que reproduire les inégalités présentes dans la sphère du marché, où si tous les individus participent aux échanges au même titre – en tant qu'individus sans nom et sans qualité (La Pradelle, 1996 : 15-16), tous ne le font pas dans les mêmes conditions.

En conclusion, si les réseaux de troc ont été bâtis sur l'idée qu'il était possible de créer un espace de production, d'échange et d'entraide fondé sur des bases différentes de celles de l'individualisme, la concurrence et la recherche du profit, cela n'a jamais impliqué – ni dans le discours des fondateurs, ni dans la pratique des agents – la prétention de construire une sphère opposée à celle du marché, indépendante de à celui-ci.

4.3 Le troc : entre l'alternative et la complémentarité

Le plus important, c'est que le Réseau Global - ou le troc en général - a démarré avec un objectif solidaire : tenter de nous aider les uns et les autres, encourager le travail, la créativité et faire en sorte que les gens se débrouillent grâce à ce qu'ils savent faire. Et la règle principale était que tout ça n'est pas conditionné par l'argent, c'est-à-dire que les valeurs qu'on a en tant qu'êtres humains ne sont pas conditionnés par l'argent ou par ce qu'on sait faire. Aujourd'hui, on essaie de récupérer ce qui reste du Réseau, pour le renforcer de nouveau et pour tenter que les gens soient conscients que [le troc] n'est pas un "centre commercial", ni un supermarché où l'on vient pour acheter de la nourriture, mais [un espace] où, à travers ce qu'on sait faire, on puisse se débrouiller, "J'ai besoin de ceci, je te donne cela en échange", tu me comprends ? C'est-à-dire, que [aujourd'hui] les valeurs sont bouleversées, on croit qu'ici c'est un bureau d'assistance sociale – parce que, bien qu'on travaille pour la société, on n'est pas de l'assistance sociale, n'est-ce pas ? Pour ce faire, il y a ceux qui en sont chargés, ou les politiciens. Eux, ils doivent se consacrer à déchiffrer les problèmes qui frappent le pays. Nous, nous remplissons une fonction : le troc. Pas plus.

Ce témoignage de Corina, coordinatrice d'un club de troc dans le quartier populaire de La Boca, à Buenos Aires[154], est assez révélateur des enjeux qui traversent le troc aujourd'hui. D'une part, il confirme ce qui est souligné partout : l'existence d'un décalage entre les principes diffusés et les pratiques développées au sein des clubs de troc au début de l'activité et ce qui se passe dans le présent. D'autre part, il témoigne de la difficulté à définir le statut particulier des nœuds de troc, dont les propriétés spécifiques s'éloignent, en même temps qu'elles se rapprochent, de celles de l'État et du marché.

Nous avons traité dans les chapitres précédents de la première de ces questions et nous essaierons dans ce qui suit d'analyser la seconde. Selon Corina, le troc – ou plutôt ses missions – risquerait

d'être confondu avec, d'un côté, les fonctions du marché et, de l'autre, celles de l'État. Il se fondrait dans le marché si l'on n'y voyait qu'un lieu où se ravitailler. Dans ce cas, on pourrait le prendre – comme dit l'animatrice – "pour un supermarché". En même temps, il se rapprocherait de certaines fonctions de l'État si l'on pensait que son but était de venir en aide à tous ceux qui en ont besoin. Dans ce cas, on pourrait le considérer comme relevant de l'assistance sociale. Mais le troc n'est ni l'un ni l'autre, même si l'on peut penser qu'il est organiquement lié à ces deux structures sociales. En fait, il se glisse dans les interstices laissés par ces autres structures, leur empruntant des éléments et des principes qui sont ensuite reformulés dans le cadre de la pratique du troc. Comme l'indique Laacher à propos du SEL français, le troc emprunte des éléments à la solidarité étatique quand, par exemple, il crée une monnaie qui repose sur une "cotisation solidaire" dont le principe se fonde sur la dialectique du prélèvement et la redistribution. En même temps, il emprunte au marché les mécanismes de fixation de prix, qui sont relativement libres et restent associés au pouvoir de négociation des personnes (Laacher, 2002 : 86-87).

Par conséquent, la crise déclenchée en 2001 oblitérait précisément la spécificité du troc, à tel point qu'il serait assimilé à l'une ou l'autre des structures entre lesquelles il se constitue. En effet, les conséquences des changements économiques de début 2002 (crise du système bancaire, fin de la convertibilité et dévaluation du *peso*, inflation, etc.) incitent les individus à s'engager dans le troc afin de faire face au manque conjoncturel de liquidité et à l'augmentation des prix. Ainsi, ils contribuent à transformer ces espaces précédemment pensés comme des cercles d'entraide, de développement de la créativité et de mise en valeur du travail personnel en purs espaces de commercialisation de produits, c'est-à-dire en supermarchés *sui generis*.

Ce faisant, ils exigent à la fois trop et peu du troc. Ils demandent peu, parce qu'ils abandonnent toute opportunité de construction d'une sociabilité nouvelle, d'un échange qui n'est pas restreint par les limites imposées par les lois du marché. Mais, en même temps, ils exigent trop, car d'une certaine manière ils prétendent que le troc se *substitue* aux fonctions du marché, et s'institue en remplaçant.

C'est ce que précisément signalent tous les coordinateurs interviewés :

À partir de décembre [2001] [...] les gens arrivaient désespérés..., beaucoup de gens qui travaillaient au noir ont à l'époque perdu leur travail [...] Ils venaient sans aucun article à troquer, ils n'avaient rien à troquer et en même temps désespéraient de rapporter quelque chose chez eux... Mais *ce n'est pas une solution que le troc puisse apporter, c'est trop nous demander.* [...] On en discute dans les nœuds. Je leur disais aux autres coordinateurs : "Il faudrait trouver le moyen de ne pas fermer les portes à ce secteur social". Mais ce qui nous fait mal, ce qui nous gêne c'est que *Clarín* [155] ait fait croire [à tout le monde] que nous allions résoudre les grands manques du capitalisme avec le troc... Pour quoi [a-t-on fait ça] ? Si tout le monde sait que l'électricité, le gaz, le téléphone (pour ceux qui l'ont), le loyer et les charges se paient en pesos... *Le troc est une roue de secours...* C'est la roue de secours pour toutes ces classes moyennes qui ne sont pas encore complètement ruinées.[...][156] Il ne faut pas convaincre les gens qu'on va résoudre leurs problèmes à travers le troc.

(Ricardo, co-coordonateur du nœud "Almagro". C'est nous qui soulignons)

[Le troc] est un système alternatif au travail... [...] À l'époque, il y avait encore du travail et *les gens l'utilisaient comme une [voie] alternative...* Le dimanche était le jour où l'on amenait quelque

chose au troc parce que les gens avaient au moins un peu d'argent. Ils savaient que s'ils investissaient 10 *pesos* dans la production, ils gagneraient des produits qu'ils pourraient ne pas acheter chez eux [avec des *pesos*] : des produits d'entretien ménager, des trucs pour les mêmes... [...] Mais aujourd'hui c'est très difficile, car ces gens n'ont plus de travail, ils n'ont même pas 10 *pesos* à investir... C'est très difficile, donc.

(*María Inés, coordinatrice du nœud "El Rayo"*. C'est nous qui soulignons)

L'une des choses qu'on est en train de faire, c'est de rendre [les règles] plus strictes, pour essayer de compenser [les transactions] et d'éviter que tout le temps on sorte [des ressources du troc]. Car il y avait des moments où les acheteurs qui faisaient la queue étaient beaucoup plus nombreux que ceux qui venaient pour offrir des produits. Et comme ça, c'est très difficile... De toute façon, on ne fait qu'essayer, parce qu'il y a des gens qui te disent "Mais c'est la seule chose que j'ai [à faire]..." Et donc tu leur dis, "Bon, vas-y, reste" [...] Il y a aussi pas mal de gens qui ne viennent plus, des gens qui auparavant offraient des services et qui maintenant voient que la situation est très compliquée. [...]. C'est comme si les gens n'arrivaient pas à comprendre le sens [du troc] et finissaient par détruire tout ce que tu mets en œuvre... Donc, l'idée c'est de rester avec un groupe pour qui [les principes] sont très clairs et que les nouveaux arrivés assument ces responsabilités. Si les autres ne veulent pas [le faire] ou ne sont pas intéressés... ils resteront en dehors [du troc]. En fin de compte, *[le troc] est une alternative, comme il l'a toujours été.*

(*Amalia, coordinatrice du nœud "Esperanza"*. C'est nous qui soulignons)

Il est intéressant de souligner que dans les récits de María Inés et Amalia, la figure de l'alternatif n'assume pas le sens d'une opposition à ce qui est donné, mais de quelque chose qui s'instaure *à côté* des structures existantes pour les compléter, et même les renforcer. C'est aussi l'idée à laquelle renvoie l'analogie évoquée par Ricardo, pour qui les clubs de troc constituent des "roues de secours". En effet, le troc ne serait pas, d'après eux, un système destiné à remplacer l'économie officielle pour ceux qui n'y accèdent pas, mais une stratégie de complément de ressources pour ceux qui ont des difficultés à satisfaire tous leurs besoins. Autrement dit, les clubs de troc n'auraient pas pour but la constitution de *nouvelles roues* pour le déroulement de l'économie, mais seulement d'*outils* censés venir en aide dès lors que celle-ci ne fonctionne plus très bien.

En fait, les classes moyennes n'étaient pas les seules à comprendre la pratique de cette manière. C'est aussi en ce sens que la comprenaient les adhérents les plus pauvres qui, malgré les difficultés, continuaient à prendre part à des clubs un an après la crise. Mais, tandis que pour les membres appartenant aux couches moyennes, la participation dans les nœuds de troc représentait la possibilité de compléter les revenus venant du travail relativement stable d'au moins un membre du ménage, pour les adhérents les plus démunis, il constituait une activité de plus dans l'univers des petits boulots, *changas* et *rebusques*^[157] dans lequel ils étaient installés.

Toutefois, la figure de la *complémentarité* ne revêtait pas exactement la même signification chez les uns et les autres. Dans le second cas, il ne s'agit pas de la combinaison d'activités principales et

secondaires, mais de l'articulation de diverses stratégies d'obtention de ressources, dont aucune n'a de prépondérance sur les autres. En ce sens, la logique qui commande la participation des acteurs dans le troc semble renvoyer à celle que Merklen (2000) a appelée, dans une étude sur la relation à la ville des jeunes habitants de la banlieue de Buenos Aires, "la logique du chasseur". Pour lui, "Dans un univers marqué par l'instabilité et le risque, il n'y pas de place pour la culture de l'agriculteur, qui doit planifier sa vie au rythme des cycles naturels. Ainsi, groupes et individus se déplacent comme des chasseurs qui parcourent la ville et les institutions en quête d'une opportunité. [...] Ils vont tous les jours à la ville comme si celle-ci était un bois offrant un répertoire de possibilités diverses. Aujourd'hui ils trouveront peut-être une bonne proie, demain peut-être pas. [...] L'économie informelle leur offre de petites places où ils peuvent trouver de quoi vivre." (Merklen, 2000 : 81-82 et 117)

Les extraits qui suivent illustrent assez clairement ces deux types de compréhension du rapport de complémentarité du troc à l'égard des activités développées dans le marché :

Quels sont les motifs qui vous ont amené à participer [au troc] ?

La situation économique, parce qu'on ne trouve rien... C'est un souffle d'air frais... Aujourd'hui, je sors le matin et peut-être que je trouve quelque chose pour le déjeuner, pour le dîner, comme pour limiter la situation... Plus tard, dans un autre moment libre, je fais quelque chose d'autre ; le jour où je ne viens pas au troc je sors pour vendre au porte-à-porte... et comme ça, j'essaie de surmonter la situation.

(Lucas, vigile au chômage, participant au nœud "El Rayo")

Moi, si je viens, c'est parce que j'en ai besoin. Si j'avais de l'argent j'irais dans un magasin, pas dans un nœud, n'est-ce pas ? C'est [le troc] une manière d'aider à la maison, parce que même si mon mari a du travail... C'est une façon d'apporter quelque chose...

(Albina, femme au foyer, participant au nœud "El Rayo")

Finalement, si le lien établi entre le système du troc et le marché est un lien de "coopération", dans le sens où le premier ne cherche pas à être autonome par rapport au second, il faut également noter qu'une relation de dépendance vis-à-vis du marché est concomitante de la complémentarité précédente. Les conséquences de l'augmentation des prix et de la dévaluation du *peso* analysées dans le Chapitre 3 n'en constituent que quelques exemples. Autrement dit, si les clubs de troc représentent des dispositifs organiquement liés au marché (Laacher, 1998a), ils sont par la suite aussi vulnérables à ses défaillances.

Au début de ce chapitre, nous affirmions qu'une tension entre l'alternative et la complémentarité par rapport à l'État et au marché avait traversé les réseaux de troc argentins dès sa naissance. Cette tension se manifestait à deux niveaux : d'un côté, elle était déjà présente dans les principes "idéologiques" de l'activité. Les conditions a priori que le fonctionnement du troc exigeait en sont la preuve. De l'autre, elle se manifestait dans les pratiques et représentations actuelles des acteurs du troc, même si des derniers pouvaient expérimenter cette tension de différentes manières.

En ce qui concerne les relations avec l'État, on a vu que les réseaux de troc avaient toujours cherché à obtenir l'aide de l'État, même s'ils supposaient dans le même temps le rejet de certaines de ses propriétés – telles que le monopole de l'émission monétaire. De même, on a constaté que loin d'être les actions émanant des pouvoirs publics contraires au développement du troc, les premiers ont été dès le début très réceptifs à l'expérience du second. Ils lui ont offert un soutien matériel (des allocations permettant la diffusion du troc dans les provinces ; des locaux pour la réalisation des foires ; etc.) et ont encouragé les activités des différents réseaux (à travers l'organisation de journées de discussion sur l'expérience, par exemple). À la différence de ce qui s'est produit en France, où les pouvoirs publics, même s'ils ne sont pas intervenus, sont restés attentifs par rapport au SEL, en Argentine, l'État s'est montré intéressé par le troc. Il est difficile de préciser les raisons de cet intérêt sans mener une exploration auprès des institutions et agents de l'État, exploration qui n'a pas été réalisée au cours de cette enquête. Toutefois, sans vouloir établir des conclusions définitives, on peut supposer que ce ne sont pas tant les différences entre les SEL et les clubs de troc, mais les conditions inégales des deux États qui expliquent les contrastes entre les deux cas nationaux à ce sujet. En effet, il semble que là où le pouvoir public français pourrait se sentir concerné – comme lors des expériences de Nice dans les années 30 et Lignières-en-Berry dans les années 50, l'État argentin pourrait se sentir, au contraire, libéré de certaines responsabilités[158]. Autrement dit, si le troc parvenait à constituer une véritable "roue de secours" pour ses associés, ceci impliquerait que ceux qui sont victimes des inégalités engendrées par le (dys)fonctionnement du marché réussiraient à s'en sortir – ou au moins à se débrouiller – sans avoir recours à l'assistance directe de l'État.

Par ailleurs, on a vu cette tension se manifester également par rapport aux relations avec le marché. D'une part, on a vu comment le troc impliquait la volonté de construire une sphère d'échange sur des bases opposées à celles du marché, en même temps qu'il suppose l'insertion de ses membres dans ce dernier. D'autre part, en observant l'expérience des acteurs du troc, on a constaté tant une représentation du troc comme étant essentiellement complémentaire d'autres activités économiques que des demandes tendant à l'instauration d'un système entièrement détaché du marché.

Enfin, ce qui se dégage de cette tension entre alternative et complémentarité constatée à la base des réseaux de troc, est la difficulté des animateurs comme des participants à définir le statut particulier de leur pratique, qui s'installe toujours précairement dans les interstices des institutions dont il veut toujours se détacher, sans se démarquer de manière excessive.

Nous n'avons pas qu'une morale de marchands.

Marcel Mauss. *Essai sur le don.*

Nous nous étions proposé, au début de ce travail, d'explorer l'expérience des réseaux de troc telle qu'elle s'est déroulée depuis 1995 en Argentine. Notre objectif était d'analyser le troc en tant qu'expression – parmi d'autres – des transformations sociales que cette société a connues tout au long des années 90. Nous ne cherchions pas seulement à rendre compte du troc comme manifestation d'une crise, mais aussi et surtout comme signe des réponses construites par les acteurs face à des changements économiques et politiques. Ces réponses ne s'inscrivaient pas seulement dans le registre de l'immédiat, des solutions *ad hoc* dictées par un contexte de récession économique et de vulnérabilité sociale, mais aussi sur le plan de la longue durée, des modes d'action et d'interaction nés en réponse aux mutations de la société.

La question qui guidait notre recherche portait sur le statut des échanges ayant lieu au sein des clubs de troc. Comment définir ces transactions que l'on supposait éloignées tant de l'échange marchand que de la réciprocité non marchande ? Et, que pouvaient révéler ces échanges sur les liens tissés entre les protagonistes du troc ? Était-on face à de nouvelles formes de relation et d'entraide ?

La réponse à ces questions supposait un travail développé à des niveaux différents. Tout d'abord, il fallait reconstruire l'histoire de la pratique du troc en Argentine depuis la création des premiers clubs en 1995 jusqu'à aujourd'hui, s'interroger sur les traditions idéologiques et théoriques qui ont influencé les fondateurs et essayer d'établir une périodisation permettant de rendre compte des différentes étapes que le troc a traversées. Le principal obstacle à l'accomplissement de cette tâche était la dispersion et la rareté de l'information disponible. En effet, les réseaux de troc ne possédant pas de véritables organes de diffusion officiels – à l'exception des sites internet qui ont été créés plusieurs années après la constitution des réseaux[159], nous avons dû chercher les récits et les données concernant la trajectoire de l'activité dans des sources d'origine et de qualité diverses. Celles-ci étaient composées, en premier lieu, du seul ouvrage publié officiellement par un réseau de troc, *Reinventando el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina*, paru en 1998, en second lieu, des communications ou articles présentés par les principaux animateurs du troc dans des journées de débat, congrès ou rencontres internationales, qui ont été consultés sur l'internet ou qui nous ont été fournis par d'autres chercheurs, et, en dernier lieu, des articles concernant le troc parus dans la presse locale et nationale, qui s'est rapidement fait l'écho de l'expérience[160].

Ensuite, nous devons rendre compte de l'expérience des acteurs au sein des clubs de troc, de leurs pratiques et de leurs représentations autour des échanges. La réalisation d'entretiens qualitatifs et d'observations ethnographiques au cours des foires a été la méthode choisie pour atteindre cet

objectif.

Enfin, la réponse aux questions mentionnées plus haut nécessitait un travail de recherche et de discussion bibliographique tendant à relever les différentes manières dont les sciences sociales avaient pensé les problèmes relatifs aux échanges. Cette revue critique de la littérature, qui ne cherchait pas à être exhaustive, visait du moins à établir des bases pour une interprétation sociologique du phénomène étudié. De même, elle comprenait l'analyse d'autres expériences nationales proches de celle du troc argentin – telle celle des SEL français, qui pourraient fournir certaines clés de lecture pour le cas que nous nous proposons d'étudier.

Dans la première section de ces Conclusions, nous chercherons à réexaminer les principaux enjeux de notre recherche, en revenant sur les points que nous considérons comme les plus importants. Trois titres seront consacrés à cette analyse : le premier réfère à la nature des échanges développés dans les foires de troc ; le deuxième, au problème de la construction de la confiance dans le *crédito* ; le dernier, aux rapports établis par le système de troc avec l'État et le marché. La deuxième section reviendra sur l'examen de l'expérience des clubs de troc en tant qu'expression des transformations sociales récentes de la société argentine sur le plan de la sociabilité. Dans la section suivante, nous essaierons de dégager quelques questions menant à la recherche que nous souhaitons développer dans le cadre de la thèse de doctorat.

1. Les réseaux de troc : enjeux de la recherche

Les échanges : transactions et sociabilité

Comme nous l'avons déjà indiqué dans le Chapitre 2, les membres des clubs de troc n'y participent pas seulement en quête de biens ou de services "accessibles", mais aussi d'un espace où rencontrer des voisins, où se faire des amis, où côtoyer d'autres personnes confrontées à des problèmes semblables aux leurs. Bref, les nœuds de troc ne constituent pas seulement des *marchés sui generis* mais aussi des *terrains de sociabilité*. Ils se présentent comme des lieux où il est possible d'effectuer des "achats" et des "ventes", en même temps qu'ils conforment des *cercles sociaux*.^[161]

L'expérience du troc peut donc être décomposée en deux dimensions différentes. D'un côté, celle des transactions "commerciales", de l'autre, celle de la sociabilité, mais toutes deux relèvent d'une même pratique : l'*échange*.

Pour que l'analyse des pratiques de troc nous permette de les saisir dans toute leur complexité, il faut que l'échange ne soit pas entendu dans son sens le plus étroit, renvoyant à l'image moderne du commerce de biens à laquelle il est souvent attaché, mais dans sa signification la plus large, référée à la construction de rapports interpersonnels. C'est dans l'œuvre de Georg Simmel qu'une telle définition peut être relevée ; pour ce dernier, l'échange constitue l'une des *formes de la socialisation* la plus fondamentale, l'un des modes à travers lesquels les individus tissent des relations entre eux et forment la société: "L'échange des produits du travail, ou de toute possession quelle que soit son origine, est manifestement l'une des toutes premières et des pures formes de la socialisation humaine: et ceci non pas de telle façon que la "société" serait d'abord achevée et qu'ensuite on procéderait à des échanges en son sein, mais l'échange étant lui-même une des fonctions qui, à partir de la simple juxtaposition des individus, réalisent leur connexion intime, la

société." (Simmel, 1999 : 191)

Autrement dit, les échanges supposent tant des rapports *aux choses* que des rapports *aux personnes*, et ce sont les deux types de rapports – et pas seulement les premiers – qui les définissent. C'est d'ailleurs la relation existant entre ces deux éléments qui déterminera, comme on l'a mentionné au cours de ce travail, la "nature" des échanges en question. Si c'est le rapport aux choses qui *commande* l'échange, on se trouvera face d'une "transaction marchande". En revanche, si c'est le rapport aux personnes, on dira qu'il s'agit d'une "transaction non marchande". (Testart, 2001 ; F.Weber, 2000) Cette idée de *commandement* n'étant pas toujours évidente, ce qu'il faut prendre en compte c'est que, dans le premier cas, la chose échangée sera toujours évaluée indépendamment de la relation entre les personnes qui l'échangent, que cette transaction constituera une relation fermée et affectivement neutre, et que le sens de l'interaction sera épuisé par le transfert des biens. (F.Weber, 2000 : 87-88)

Il est clair que les échanges développés dans les nœuds de troc ne sont pas séparables des rapports sociaux qu'on y construit. Cependant, il faut souligner que c'est la participation dans les clubs de troc en tant qu'acheteur et/ou vendeur qui *donne lieu* à la naissance de liens sociaux spécifiques entre les membres du club, et non l'inverse. Autrement dit, on n'effectue pas des échanges avec un partenaire quelconque *parce qu'on* a préalablement établi un lien avec lui, mais on échange avec d'autres et, ce faisant, on arrive à construire des relations.

En d'autres termes, le fait que les nœuds de troc constituent des cercles sociaux ne signifie pas que l'on puisse qualifier les transactions opérées en leur sein de *transactions non marchandes*, au sens de Testart et F. Weber. Mais elles ne représentent pas non plus *l'opposé* de ces transactions. Comme nous l'avons vu dans le Chapitre 2, les échanges qui se déroulent dans le cadre du troc sont nés d'une tension entre les deux types de transactions mentionnés. Ils constituent la mise en œuvre d'un projet qui se propose à la fois l'élaboration des stratégies individuelles de satisfaction des besoins matériels et le développement des réseaux d'entraide et de construction collective de solutions face à la vulnérabilité.

Enfin, l'échange peut acquérir plus d'un sens dans la pratique du troc. Si l'on ne voit dans les nœuds que des "marchés réinventés", on y trouvera sûrement un modèle strictement économique de l'échange, rapprochant celui-ci du commerce. En revanche, si l'on entend les clubs de troc comme des cercles sociaux, on y découvrira une acception plus sociologique du concept, renvoyant à l'idée d'interaction sociale. Les clubs de troc sont à la fois l'un et l'autre, et cette polysémie du terme n'exprime que l'une des tensions fondatrices de la pratique.

La monnaie : construire, maintenir, récupérer la confiance

La question du statut particulier des échanges au sein du troc comprenait aussi celle concernant la monnaie parallèle qui les rendait possibles, le *crédito*. Dans le Chapitre 3, nous avons présenté le processus de mise en œuvre de cette monnaie, les mécanismes de son émission et de sa distribution et les difficultés auxquelles elle a dû faire face depuis la crise de fin 2001. Notre objectif n'était pas seulement de proposer une description du fonctionnement du *crédito*, mais surtout de considérer ce dernier comme un autre angle sous lequel aborder l'enjeu des échanges.

En effet, si la monnaie se définissait par sa fonction, tel que le voulait Simmel (1999), l'étude de sa création et de son usage devait nous conduire une fois de plus jusqu'aux échanges et, de là, aux liens sociaux créés dans le troc.

En ce sens, l'un des points centraux de l'analyse du *crédito* est la *confiance*. Malgré ces différences avec la monnaie officielle, le moyen de paiement créé par les réseaux de troc constitue, comme nous l'avons déjà souligné, une forme de monnaie et, en tant que telle, il suppose une confiance préalable des acteurs sociaux tant dans l'instrument lui-même que dans l'organisme qui

l'émet (Blanc, 1997 : 121). Cette confiance, bien que construite autour du centre émetteur, porte à la fois sur ce dernier (qui crée la monnaie) et sur la communauté tout entière (qui l'accepte et l'utilise).

Deux problèmes différents se dessinent donc en ce qui concerne la confiance dans le cas particulier du *crédito*. D'une part, *comment a-t-on construit la confiance nécessaire pour faire de celui-ci un moyen de paiement ?* D'autre part, *si la monnaie exprime la confiance collective que la communauté place dans le centre émetteur et, à la fois, en elle-même, que nous apprend la crise du *crédito* déclenchée en 2001/2002 à propos de la pratique du troc ?*

En suivant la proposition de J. Blanc, nous affirmerons que la confiance dans tout monnaie repose sur trois bases distinctes. Premièrement, les *garanties institutionnelles* offertes par l'organisme émetteur, concernant le pouvoir libératoire légal de la monnaie et les conditions et les règles de son émission. Deuxièmement, *les pratiques monétaires quotidiennes* des acteurs, qui déterminent l'extension et les formes d'utilisation de la monnaie.^[162] Troisièmement, les *symboles* attachés à la monnaie, tels que leur nom, leurs motifs et devises (Blanc, 1997 : 133-137). Cela veut dire que si les règles et mécanismes institutionnels dictés par le centre de pouvoir qui crée la monnaie sont importants, ils ne sont pas suffisants pour déterminer la *confiance* que la communauté aura dans l'instrument de paiement. C'est pourquoi Blanc soutient que "[...] le dernier mot appartient toujours au corps social : cette entité [émettrice] [...] propose plus qu'elle n'impose cette monnaie. La société, en dernière instance, *dispose*." (Blanc, 1997 : 121)

Un quatrième élément s'ajoute à ces fondements de la confiance : le *temps*. La confiance dans la monnaie n'est pas quelque chose de donné, mais le résultat d'un processus. Elle n'est pas garantie institutionnellement par le pouvoir émetteur, au moment même de la création de la monnaie, mais dérive aussi de l'acceptation et de l'usage que les acteurs en feront ultérieurement. Il faut donc entendre sa construction comme un processus qui se déroule dans le temps, et dans lequel les pratiques sociales présentes comme la mémoire des expériences passées en détermineront les conséquences.

Enfin, si *l'usage* de la monnaie peut quant à lui être abordé sur le plan individuel, il ne faut pas entendre *la confiance* dans la monnaie sur ce même plan, mais comme un certain "climat social" (Blanc, 1997 : 119 *sq*), instauré sans aucun doute à partir des pratiques des acteurs mais qui ne peut pas être saisi à ce seul niveau.

Tous ces critères peuvent être mis à l'épreuve dans le cas du *crédito*. Tout d'abord, le centre émetteur^[163] a cherché à fournir, lors de la création monétaire, des garanties institutionnelles pour le fonctionnement de la monnaie : la frappe des *créditos* était censée respecter le principe d'équilibre entre la masse monétaire et le nombre d'adhérents aux clubs de troc ; tous les membres des nœuds recevaient des *créditos* dès le début de leur participation et étaient contraints de les utiliser pour régler tous leurs achats et ventes ; les *créditos* n'étaient pas convertibles en *pesos* ; une équivalence entre *créditos* et *pesos* était fixée "à titre d'orientation" pour la détermination des prix. Ensuite, du moins pendant un certain temps, les membres des clubs pouvaient repérer des indices leur permettant d'avoir confiance dans la monnaie, tels les *constats* référés par Blanc (la valeur des *créditos* et leur pouvoir d'achat était stable, les *créditos* étaient acceptés à leur valeur nominale, etc.). Enfin, les "autorités" des réseaux dotaient les billets imprimés de symboles fonctionnant

comme une sorte de "caution" qui renforçait, en faisant référence à des figures et devises chères à la pratique du troc, le sens et le poids de la monnaie. Certes, le choix du nom de la monnaie était ici le trait le plus important, étant donné que le mot *crédito* renvoyait - comme on l'a signalé dans le Chapitre 1 - aux deux fondements de la pratique du troc : le pouvoir d'achat, la solvabilité (le *crédit*) et la rencontre des autres, l'entraide (la *croyance*).

Mais la construction de la confiance requiert du temps, et cela ne signifie pas seulement qu'il faut l'analyser dans la durée, mais qu'il ne s'agit jamais d'un processus achevé. Au contraire, la création de la confiance dans la monnaie est toujours en train de *se faire* (et *se défaire*), est constamment (re)négociée.

C'est ainsi que nous pourrions penser les conséquences "monétaires" de la crise du troc de début 2002 en termes de processus de *perte de confiance dans le crédito*. Ce phénomène se manifeste dans les trois dimensions de la confiance que nous venons de rappeler. Premièrement, les garanties institutionnelles du centre émetteur font défaut ; surémission, manque de protection contre la falsification, abandon de l'équivalence entre *créditos* et *pesos*, acceptation des paiements en *pesos* au sein des nœuds, représentent autant de preuves de la défaillance des règles censées commander l'émission et la circulation monétaires. Deuxièmement, les pratiques quotidiennes d'usage de la monnaie montrent l'affaiblissement de la confiance ; l'instabilité du *crédito* en tant qu'unité de compte (visible dans la variation des prix), la baisse du pouvoir d'achat des *créditos* et l'utilisation d'autres monnaies (le *peso*) ou formes de paiement (le *troc direct*) en constituent des exemples. Troisièmement, le recours constant aux modifications des billets comme moyen de résolution des problèmes affectant leur circulation[164] exprime des difficultés touchant même les supports symboliques de la monnaie.

Tant des pratiques présentes que la mémoire des expériences passées pèsent sur cette perte de la confiance, surtout en ce qui concerne le comportement quotidien des *prosommateurs*. En effet, tel qu'on l'a mentionné dans le Chapitre 3, c'est toute l'expérience acquise dans les pratiques monétaires *hors du troc* qui est mise en jeu dans le rapport au *crédito*. En ce sens, les racines des éléments contribuant à l'instauration de la confiance (et de la méfiance) dans le *crédito* peuvent être trouvées tant dans l'histoire du troc que dans des pratiques économiques développées en dehors (et antérieurement à) la participation dans les clubs.

C'est le cas notamment de l'introduction des *pesos* comme moyen de règlement des transactions effectuées dans les foires de troc. Cette introduction semble constituer l'exemple paradigmatique du principe nettement énoncé par l'une de nos interviewées : "*Comme on le faisait auparavant avec le dollar, on le fait maintenant avec le crédito*." Si l'une des manifestations classiques de la perte de confiance du public dans la monnaie officielle était la "*corrida*" vers le dollar, c'est-à-dire le fait de chercher à convertir le plus d'avoirs en *pesos* en avoirs en dollars américains[165], ce que l'on observait dans les nœuds de troc au cours de 2002, c'était une "*corrida*" vers le *peso*, celui-ci étant considéré comme "monnaie forte".

Enfin, il faut rappeler que la confiance dans la monnaie ne porte pas seulement sur l'organisme qui l'émet, mais sur la société tout entière. En ce sens, on peut reprendre les réflexions d'Aglietta et Cartelier à propos de la place qu'acquiert la monnaie dans la société marchande. Pour ces auteurs, "la question de la confiance dans la monnaie est fortement marquée par cette logique où chacun est lié à la communauté anonyme des autres par des règles fondamentales à validité universelle. Pour les individus qui participent à ce système, la logique elle-même se présente comme une norme de base qui ne peut être que présumée. C'est cette relation d'appartenance systémique qui est éprouvée subjectivement comme une croyance. [...] On peut dire que la monnaie se présente aux individus comme une norme de base de la société dans laquelle ils vivent, au même titre que la loi ou l'interdit moral. [...] [La croyance] *c'est un rapport qu'on ne peut pas questionner sans provoquer une crise d'appartenance.*" (Aglietta et Cartelier, 1997 : 147. C'est nous qui soulignons)

On trouve dans cette définition une clé d'interprétation pour la crise qui a frappé le système de troc durant l'année 2002. Référée en même temps au centre d'émission de la monnaie et à la communauté formée par les nœuds de troc, l'affaiblissement de la confiance dans le *crédito* n'a pas seulement affecté les pratiques monétaires des *prosommateurs*, mais a également provoqué une véritable *crise d'appartenance* au troc, visible tant dans le retrait du système d'une partie importante des participants que dans l'abandon des principes fondamentaux de la pratique de la part de ceux qui y sont demeurés.

L'État et le marché : trouver sa place dans l'entre-deux

La compréhension de la pratique du troc en Argentine n'aurait pas été possible si nous n'avions pas prêté attention à la *dimension institutionnelle* des nœuds et des réseaux de troc. Ce travail impliquait, d'une part, l'analyse de la manière dont les clubs s'organisaient, des rapports existant entre ceux-ci et les réseaux auxquels ils appartenaient et des transformations qu'ils avaient connues depuis leur création. Mais, d'autre part, il supposait l'exploration des relations établies par le système de troc avec le marché et l'État. Si nous avons rendu compte de la première de ces questions dans les Chapitres 1 à 3, nous avons abordé la seconde dans le Chapitre 4.

Dans cette partie de notre recherche nous avons tenté de démontrer que les clubs de troc se sont développés *dans une tension permanente entre l'alternative et la complémentarité face au marché et à l'État*. Cette tension se manifestait tant au niveau des principes censés orienter les activités des réseaux qu'au niveau des pratiques et représentations actuelles des participants des nœuds.

En ce qui concerne la première de ces institutions, il convient de rappeler que les clubs se proposaient de "réinventer le marché", de (re)créer une sphère d'échange dans laquelle la réciprocité et la solidarité pourraient régner, et non pas la concurrence. Mais la participation à ce "marché réinventé" ne pouvait pas être pensée comme étant complètement détachée de l'appartenance au marché "original", formel. Au contraire, elle supposait une insertion préalable dans ce dernier, dont provenaient, d'ailleurs, la plupart des ressources orientées vers le marché du troc.

De même, on relevait des ambiguïtés sur le plan des pratiques des acteurs : tout au long des entretiens réalisés, ces acteurs exprimaient tant une représentation du troc comme étant essentiellement complémentaire d'autres activités économiques, que des demandes tendant à l'instauration d'un système entièrement détaché du marché.

Par rapport à l'État, on a observé que si le troc impliquait, dans la pratique, la dispute de certains

monopoles étatiques – tels que celui de l'émission monétaire, les pouvoirs publics ne semblaient pas concernés par cette concurrence, mais accordaient leur soutien aux activités des réseaux de troc. En fait, c'étaient ces réseaux qui cherchaient le soutien et la reconnaissance de la part de l'État, tant en ce qui réfère au soutien idéologique qu'à l'aide économique et à la protection à travers la législation. En ce sens, la promotion d'un projet de loi régulatrice du troc, demandée par le RGT et le Réseau Zone Ouest, constituait un élément clé. À travers cet instrument, les réseaux les plus puissants poursuivaient différents objectifs. Premièrement, ils tentaient de "normaliser" la pratique du troc, en transformant les clubs en associations civiles reconnues par l'État et en créant des *Répertoires Nationaux de Nœuds*. Deuxièmement, ils cherchaient à réduire les risques de falsification de *créditos*, grâce à l'inscription des monnaies existantes dans un *Répertoire National de Créditos* géré par des organismes publics. Enfin, ils visaient un accès plus immédiat à l'assistance économique de l'État à travers la déclaration législative du troc comme "activité d'intérêt national".

D'une certaine manière, cet appel à l'État constituait une tentative de résoudre la difficulté de base face à laquelle se trouvaient inexorablement confrontés les acteurs du troc : comment définir le *statut* de leur pratique ? Constituait-elle un projet opposé aux logiques et aux mécanismes du marché ? Était-elle, au contraire, une *continuation* de celui-ci ? Représentait-elle un défi à l'État ou, à l'inverse, se plaçait-elle à l'abri des pouvoirs publics ? Carlos de Sanzo, fondateur du RGT, a exprimé assez clairement cette volonté de *sortir de l'ambiguïté* lors de sa visite à Paris[166]: "Nous réclamons une loi pour légaliser le troc. *Car nous ne voulons pas rester dans l'entre-deux, ni légaux ni illégaux.*"[167]

2. Les conséquences des transformations sociales récentes : dimensions inexplorées

Cette recherche est née de la rencontre de deux séries de problèmes. D'une part, ceux concernant les mutations sociales, économiques et politiques que la société argentine avait connues au cours des années 90 ; d'autre part, ceux relatifs à l'analyse des liens sociaux et de leurs transformations.

Le constat qui servait de base à nos questions était le suivant : alors qu'un grand nombre de travaux produits par les sciences sociales avaient exploré les changements sociaux cités du point de vue du marché de travail (hausse du chômage et de la précarité, extension de l'instabilité par rapport à l'emploi, modifications de la législation protectrice du travail, etc.), de l'organisation de l'État (privatisation d'entreprises publiques, décentralisation administrative, réduction de l'emploi public, etc.) ou des structures de l'économie (processus de désindustrialisation et de concentration du capital, variations de l'investissement étranger, politiques de stabilisation monétaire, entre autres), quasiment aucune recherche n'avait tenté d'examiner l'impact de ces transformations sur le plan des rapports sociaux.

Notre propos était donc de rendre compte des expressions de ces mutations sur le plan des relations interpersonnelles, c'est-à-dire au niveau de la sociabilité[168]. Pour atteindre cet objectif, l'expérience des clubs de troc constituait un cas d'étude particulièrement riche. D'abord, elle était l'une des "nouveautés" de la société argentine - sans précédent connu dans le pays - qui se présentait, elle-même, comme une réponse aux transformations sociales en cours. Ensuite, elle se proposait à la fois comme une entreprise économique et comme une expérience associative, mettant l'accent tant sur l'aspect économique que sur le côté relationnel de la pratique. Enfin, elle semblait

condenser les principaux enjeux d'une société en crise : le rapport des acteurs au travail, à la consommation, à la monnaie, aux institutions.

Nous allons affirmer que, dans le cadre des clubs de troc, la question de la sociabilité peut être analysée à trois niveaux différents, dont chacun suppose et inclut le précédent en même temps qu'il constitue un problème à part entière.

En premier lieu, si nous prenons la sociabilité dans le sens strict des interactions dans lesquelles les acteurs s'engagent, la pratique du troc suppose la mise en œuvre de ce que nous pouvons considérer un *type spécifique d'interaction*, visible dans la manière dont les échanges se déroulent au sein des foires. Comme nous l'avons vu dans le Chapitre 2, ce type spécifique d'échange se détache tant des transactions marchandes que des transactions non marchandes[169], cherchant à consolider un équilibre – toujours instable – entre les rapports aux choses et les rapports aux personnes impliqués par chaque opération de "troc". D'ailleurs, cette forme de l'échange se présente comme une innovation; non seulement parce qu'elle s'éloigne du rapport typiquement marchand, mais aussi parce qu'elle se démarque des formes traditionnelles de la réciprocité non marchande, telles qu'elles ont été étudiées dans les sociétés latino-américaines[170]. À la différence de ces dernières, dans les clubs de troc on ne donne pas de biens (et, de même, on ne les reçoit pas en retour) *en raison* des rapports d'amitié et de voisinage construits à travers des années de vie commune (dans le quartier, dans le village, etc.) mais dans le cadre d'une pratique (le "troc") et une organisation (les "nœuds") particulières, ayant des règles et des principes spécifiques qui ne dépendent pas de l'initiative de chaque individu[171].

En second lieu, si l'on comprend la sociabilité dans le sens des *réseaux* qui naissent spontanément des relations que chaque individu entretient avec les autres (Baechler, 1992: 57), les nœuds de troc constituent des *cercles sociaux* à part entière, dans lesquels les membres partagent un système de codes, de règles et de symboles qui les identifient. Autrement dit, aux yeux des participants, les clubs ne représentent pas seulement des *marchés sui generis* où l'on va pour se ravitailler, mais aussi des lieux de rencontre, des espaces où l'on fait des connaissances, où se développent des relations amicales, où l'on trouve, comme le déclarait l'une des nos interviewées, "une ambiance différente", relativement à l'abri de l'hostilité du monde social "externe".

En dernier lieu, si l'on accepte que les différents cercles sociaux auxquels appartiennent les individus leur offrent l'un des *supports* sur lesquels s'appuie leur intégration dans la société (Castel, 2001), les clubs de troc pourraient être pensés comme des indices de la redéfinition de ces supports dans un contexte où c'est l'intégration sociale qui est en crise.

Dans *Les métamorphoses de la question sociale*, R. Castel définit la construction de la cohésion sociale comme reposant sur deux axes complémentaires : d'un côté, celui du travail, de l'autre, celui de l'inscription de l'individu dans des réseaux familiaux et de sociabilité. L'articulation complémentaire de ces deux axes qualifie, selon l'auteur, "des zones différentes de densité de rapports sociaux, zone d'intégration, zone de vulnérabilité, zone d'assistance, zone d'exclusion ou plutôt de désaffiliation." (Castel, 2001 : 668-669) Ainsi, la détermination des équilibres existant entre ces zones – et, par extension, de l'articulation particulière que les deux variables de l'intégration assument - permettrait d'évaluer la cohésion sociale de la société à un moment donné.

Si Castel part de la *corrélation* entre le travail et l'insertion relationnelle, il faut cependant

souligner que, chez lui, c'est toujours le premier de ces deux axes qui porte le poids de l'intégration. Ainsi, le travail est considéré comme "un support privilégié d'inscription dans la structure sociale", comme "le grand intégrateur [qui] [...] rend possible l'intégration des intégrations sans faire disparaître les différences ou les conflits."[\[172\]](#) (Castel, 2001 : 17 et 668) C'est pourquoi la complémentarité entre travail et inscription dans des réseaux sociaux semble d'ailleurs être toujours formulée par Castel en termes de subordination de l'insertion relationnelle aux processus qui ont lieu sur le plan du travail. En effet, même si l'auteur souligne que la corrélation entre les deux n'est jamais "mécanique", dans le sens où "une forte valence sur un axe peut compléter la faiblesse de l'autre" (Castel, 2001 : 669), selon son hypothèse, c'est la dégradation du statut lié au travail qui est en corrélation avec la fragilisation des supports relationnels, de même que la stabilité du travail et une insertion relationnelle forte vont ensemble.

Mais cette hypothèse, souligne-t-il, vérifiée pour les situations extrêmes, n'apporte pas de réponse convaincante pour le cas des situations intermédiaires dans lesquels les rapports entre travail et supports relationnels se révèlent plus complexes. Pour répondre à cette question, il faudrait établir des distinctions plus élaborées entre différentes formes de sociabilité, cherchant à différencier celles dérivées de l'appartenance à des collectifs structurés (comme le collectif de travail, les associations, les syndicats, l'école) de celles qu'accompagnent les relations établies dans le quartier, et des liens noués avec des agents publics et d'autres "assistés" dans le cadre de la participation à des politiques d'insertion. Dans le dernier cas, comme dans d'autres que l'on pourrait imaginer, il s'agirait plutôt de "sociabilités flottantes" qui ne s'inscrivent plus dans des enjeux collectifs, sortes d' "errances immobiles" caractérisées par l'inexistence de projets à travers lesquels les interactions prennent sens (Castel, 2001 : 672-674).

C'est dans ce cadre d'analyse que l'on propose de réintroduire la problématique des clubs de troc argentins. Compte tenu des caractéristiques des nœuds et des réseaux de troc présentés au cours de ce travail (faible articulation entre les clubs, bas niveau d'organisation au sein des nœuds, grande mobilité des associés entre les clubs, importantes variations du nombre des participants dans des périodes de temps relativement courts, etc.) la sociabilité créée en leur sein ne semble pas répondre à la première des formes suggérées par Castel, c'est-à-dire celle dérivée de l'appartenance à des collectifs structurés. Même si les nœuds de troc pouvaient être considérés, en quelque sorte, comme constituant des associations, ils ne forment pas des groupements structurés dans le sens où le sont les syndicats, les écoles ou les collectifs de travail. Ils se rapprochent plutôt de l'image d'une "sociabilité flottante", errante, où le sentiment d'appartenance à un groupe, s'il existe, est toujours vécu comme quelque chose de souple, précaire, transitoire. D'ailleurs, si le système de troc fournit un *projet* à travers lequel les relations entre ses membres prennent sens, ce projet est dans la plupart des cas davantage *caché* derrière les actions qu'énoncé visiblement par elles. Autrement dit, si l'objectif de "réinventer le marché" et constituer des réseaux d'entraide a donné naissance – dans le sens strict du terme – aux clubs de troc et aux échanges qui s'y déroulent, cela n'implique pas que ces fins informent les pratiques quotidiennes de tous les membres des nœuds.

En conséquence, on observe bien dans les clubs de troc des signes d'une nouvelle forme de sociabilité, née dans le contexte d'un processus de transformation sociale profonde. Mais si cette sociabilité s'insère là où auparavant on trouvait des relations stables et très structurées, elle ne prend cependant pas leur place. Elle suppose, pour les acteurs qui y prennent part, une insertion relationnelle beaucoup plus lâche, fluctuante, incertaine que celle fournie jadis par le collectif de travail ou des associations syndicales ou politiques. Ainsi, alors que la participation dans des nœuds de troc a signifié, pour une partie importante de ses membres, la possibilité de (re)mettre en jeu des

capacités délaissées à la suite du chômage, de découvrir et de mettre en valeur des compétences personnelles négligées pendant des années d'"inactivité", de réorienter une activité politique qui ne trouvait plus de voie d'expression, elle ne s'est pas constituée, à l'égard de ces acteurs, en remplacement de ces autres insertions perdues. La sociabilité créée par les clubs de troc est donc une expression de ces "sociabilités flottantes" suggérées par Castel, que l'on peut considérer comme caractéristiques d'une époque où c'est le flottement, et non la stabilité, qui constitue la norme.

3. Quelques directions de recherche pour la thèse

Tout au long de ce travail, nous avons essayé d'examiner l'expérience des réseaux de troc argentins en référence aux dimensions jugées les plus importantes : les échanges, la sociabilité, la monnaie, le rapport aux institutions. Si nous avons mis en œuvre une telle étude, c'est parce que nous avons compris qu'en analysant les clubs de troc, nous pourrions de même tirer des conclusions sur les processus à l'œuvre dans la société argentine au sens large. En effet, à notre avis, l'expérience considérée mettait en évidence des tendances et des problèmes ne traitant pas seulement d'une activité particulière – le troc – mais de la société dans laquelle elle s'était développée.

À partir de cette perspective, deux enjeux se révélaient centraux : d'un côté, les caractéristiques de l'engagement des individus dans le système de troc ; de l'autre, leur rapport à la monnaie locale – le *crédito*.

Nous avons affirmé plus haut que les nœuds de troc ne pouvaient pas être considérés comme des *associations*, étant donné qu'ils ne pouvaient pas être pris à juste titre pour des "collectifs structurés". Toutefois, le statut et la forme d'organisation ne sont pas les seules propriétés des associations que les clubs de troc ne possèdent pas. Si l'adhésion à un club de troc suppose l'acceptation et l'observance d'une série de normes et de principes qui constituent le "projet" du troc, elle n'implique cependant pas que l'appartenance aux nœuds signifie la *subordination* des associés au "collectif" représenté par le club ou le réseau. Autrement dit, la participation au troc est toujours une entreprise individuelle. C'est chaque individu, et non la communauté du nœud, qui détermine ce que chacun va offrir ou demander dans le club, de même que c'est chaque *prosommateur* qui décide des formes de dépense, d'épargne et d'investissement des *créditos* qu'il reçoit. En ce sens, les ressources générées dans le troc n'appartiennent pas au nœud ou réseau^[173], mais aux individus qui se les approprient directement. S'il est possible de dire que dans les nœuds s'opère une certaine mise en commun des ressources – matérielles et symboliques – dont disposent les membres, ce partage ne suppose donc jamais la "collectivisation" – ni matérielle ni symbolique – de ces ressources.

L'engagement des adhérents dans les clubs de troc assume donc une forme particulière: les individus y sont moins les *membres* d'une communauté dont la construction est vécue comme un projet que des participants à temps partiel d'un espace qu'ils trouvent "déjà fait". Ce ne sont pas, pour la plupart, des "militants" d'une cause collective mais des individus en quête de réponses à leurs problèmes les plus élémentaires (le manque d'emploi et d'argent, mais aussi le besoin en

nouveaux cadres de sociabilité). Ainsi, leur participation dans des nœuds de troc fait partie, parmi d'autres activités, des stratégies élaborées par chaque famille pour combler ses déficits.

En ce sens, les participants des nœuds semblent incarner des figures de ce que R.Castel appelle *l'individualisme négatif*, dérivé de l'affaiblissement ou de la perte des régulations collectives (Castel, 2001 : 759). Délaissés par les cadres institutionnels dont ils faisaient autrefois partie, ils sont obligés de prendre en charge la solution de leurs problèmes quotidiens. Leur engagement dans une initiative comme celle constituée par le troc n'est pas tant l'expression d'un *individualisme positif*, propre à ceux qui se définissent comme indépendants et autonomes, "maîtres de leurs entreprises", que la manifestation d'un individualisme qui se décline toujours "en termes de manque – manque de considération, manque de sécurité, manque de biens assurés et de liens stables." (Castel : 2001: 753)

En ce qui concerne le rapport à la monnaie, l'expérience analysée met en lumière des processus qui vont bien au-delà du cas des *créditos*. À un premier niveau, elle montre qu'il *n'existe pas un seul usage possible de la monnaie*, défini à travers les règles institutionnelles qui gouvernent son émission et circulation, mais une multiplicité de formes et de régimes d'usage divers, exprimant des liens sociaux particuliers. À un second niveau, elle met en évidence que les pratiques monétaires ne rendent pas seulement compte des relations que les individus entretiennent entre eux, *mais aussi des rapports qu'ils établissent avec la totalité sociale*. À un troisième niveau, elle prouve que, comme l'a signalé Zelizer (1994), *les individus gèrent toujours plusieurs monnaies*; non pas parce que différents moyens de compte et de paiement sont mis à leur disposition, mais parce qu'ils les (re)définissent dans leurs pratiques en les classifiant selon leur provenance, les destinant à des usages spécifiques, les dotant de sens différents. À un quatrième niveau, elle souligne que le rapport des individus à la monnaie n'est jamais une relation qui ne se joue qu'au présent, *mais une construction qui résulte, à la fois, des pratiques sociales présentes et de la mémoire des expériences passées*.

Autrement dit, le troc met en scène un fait social qui le dépasse, le *fait monétaire* (Simiand), et révèle des enjeux qui lui sont associés. Dans ce contexte, la notion de *confiance* se révèle comme l'une des principales clés d'interprétation. Elle permet de rendre compte des quatre constats que l'on vient de présenter et, surtout, d'exprimer la question de la monnaie en termes d'interrogation sur les liens sociaux.

Ainsi, le travail mené à propos des clubs de troc pourrait constituer une base essentielle pour la définition d'un nouveau projet de recherche mettant l'accent sur *les caractéristiques des rapports des individus à la monnaie dans le cadre de la société argentine contemporaine*. Dans ce programme, l'étude du *problème de l'inflation* occupera, sans aucun doute, une place centrale. Il ne constitue pas seulement l'un des cas paradigmatiques de perte de la confiance dans la monnaie, mais aussi une expression du bouleversement des relations sociales dans une société à un moment donné. En ce sens, le cas de l'Argentine nous offre un terrain particulièrement fécond pour l'examen de ce sujet. Après plus de quarante ans durant lesquels l'inflation avait représenté l'un des principaux enjeux économiques et politiques, le pays a connu en 1989 une crise hyperinflationniste qui a entraîné de très fortes conséquences sur le plan des interactions et représentations des acteurs, conséquences qui demeurent cependant insuffisamment explorées[174]. Les années '90 ont ensuite été marquées par la conquête de la stabilité monétaire pour revenir, à partir du début 2002, à une période marquée par l'inflation. La possibilité de retracer ce parcours allant de l'hyperinflation

(1989) à la stabilisation (1991-2001) puis, de nouveau, à l'inflation (2002) nous semble une voie d'accès intéressante pour l'examen du problème identifié. Dans ce trajet deux crises, celle de mai 1989 et celle de fin 2001, nous offrent des conjonctures dans lesquelles *le rapport des acteurs à la monnaie sort de la sphère privée des pratiques monétaires quotidiennes et fait son entrée dans la sphère publique*, notamment à travers les actions de protestation déclenchées par la montée de l'inflation – ou par sa menace.

À la fin de son célèbre *Essai sur le don*, M. Mauss s'efforce de démontrer la persistance de la figure du don dans la société moderne, en affirmant que "nous n'avons pas qu'une morale de marchands". Il cherche ainsi à nous rappeler que "tout n'est pas encore classé exclusivement en termes d'achat et de vente", que "les choses ont encore une valeur de sentiment en plus de leur valeur vénale." (Mauss, 2001 : 258) L'expérience des clubs de troc que nous venons d'analyser semble constituer un bon exemple de ces derniers constats, même si elle ne renvoie pas – comme nous avons essayé de le démontrer au cours de ce travail – à une persistance de la figure du don. En effet, les nœuds de troc montrent que, même lorsqu'une "réinvention du marché" est visée, celle-ci ne peut pas être entendue en termes de projet animé exclusivement par une "morale marchande", mais doit être considérée comme le résultat d'une recherche plurielle, dans laquelle l'achat, la vente et la consommation se mêlent à l'entraide et la sociabilité. Autrement dit, ils prouvent que dans des sociétés où l'idée d'échange semble se fondre derrière l'image toute puissante du marché, il n'est pas possible d'identifier totalement ces deux termes. Ils attestent que, même dans ces sociétés, les rapports des individus aux choses se révèlent plus complexes que ce que ne suppose la notion de marché.

Généralités

Arborio, A.M. ; Fournier, P. (2003) *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan.

Beaud, S. ; Weber, F. (1998) *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.

Boltanski, L. ; Chiapello, E. (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Castel, Robert (2001) *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Folio/Gallimard.

Donzelot, Jacques (1984) *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Seuil.

Frisby, David (1984) *Georg Simmel*, Tavistock Publications.

Peretz, A. (1998) *Les méthodes en Sociologie : l'observation*, Paris, La Découverte.

Rosanvallon, Pierre (1995) *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Seuil.

Simmel, Georg (1991) *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF.

Simmel, Georg (1999a) *Sociologie*. Paris, PUF. [1^{re} éd. : 1908]

Marchés et échanges

Bourdieu, Pierre (2000) *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil.

Chaniel, Ph. ; Laville, J-L. (2002) "L'économie solidaire: une question politique", *Mouvements. Sociétés, politique, culture*, n° 19, janvier-février 2002.

Chantelat, Pascal (2002) "La Nouvelle Sociologie Économique et le lien marchand: des relations personnelles à l'impersonnalité des relations" in: *Revue Française de Sociologie*, 43-3, 2002, pp. 521-556.

Ethnologie Française, "Les cadeaux: à quel prix?", 4, 1998, Paris.

Godbout, J.; Caillé, A. (1992) *L'esprit du don*, Paris, La Découverte.

Godelier, Maurice (1996) *L'enigme du don*, Paris, Fayard.

Granovetter, M. (1985) "Economic action and social structure: the problem of embeddedness", in: *American Sociological Review*, vol. 91, n° 3, november 1985. pp. 481-510.

Humarau-Lebeau, B. (2003) "L'État vu du marché. Les associations professionnelles commerçantes et les pouvoirs publics à Ibadan (Nigeria)" in : Lebeau, Y. ; Piriou, A. et Saint Martin, M. (dir.) *État et acteurs émergents en Afrique*, Paris, Karthala – IFRA.

La Pradelle, Michèle de (1996) *Les vendredis de Carpentras. Faire son marché en Provence ou ailleurs*, Paris, Fayard.

Mauss, Marcel (2001) "Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques" in: Mauss, Marcel *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF. [1^{re} éd. : 1923-24]

Swedberg, R. (1994) "Markets as social structures" in: N. Smelser and R. Swedberg (eds.) *The handbook of economic sociology*, Princeton - New York, Princeton University Press – Russell Sage Foundation.

Testart, Alain (2001) "Échange marchand, échange non marchand", *Revue Française de Sociologie*, 42-4, pp. 719-748.

Weber, Florence (2000) "Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage", *Genèses*, 41, décembre 2000, pp. 85-107.

_____ (éd.) (2000) "Comment décrire les transactions", *Genèses*, 41, décembre 2000.

Sociabilité, réseaux et liens sociaux

Alvarez Leguizamón, Sonia (2001) "La transformación de las instituciones de reciprocidad y control, del "don" al "capital social" y de la "biopolítica" a la "focopolítica", *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2001.

Baechler, Jean (1992) "Groupes et sociabilité" in: Boudon, Raymond (dir.) *Traité de Sociologie*, Paris, PUF.

Bidart, Claire (1997) *L'amitié. Un lien social*. Paris, La Découverte.

Coleman, James S. (1988) "Social Capital in the Creation of Human Capital", *American Journal of Sociology*, supplement to vol. 94, The University of Chicago Press, pp. S95-S120.

Degenne, A.; Duplex, J. (1987) "L'acteur social et son réseau", *Un niveau intermédiaire: les réseaux sociaux*, Paris, CESOL.

Forsé, Michel (1981) "La sociabilité", *Économie et Statistiques*, n° 132.

Kessler, Gabriel (1998) "Lazo social, don y principios de justicia: sobre el uso del capital social en sectores medios empobrecidos", in: de Ipola, E. (comp.) *La crisis del lazo social. Durkheim, cien años después*, Buenos Aires, EUDEBA.

Lomnitz, Larissa (1994) *Redes sociales, cultura y poder: Ensayos de Antropología Latinoamericana*, México, FLACSO-M.A. Porrúa.

O'Donnell, Guillermo (1997) "¿Y a mí, qué mierda me importa? Notas sobre sociabilidad y política en Argentina y Brasil", in: O'Donnell, Guillermo, *Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autoritarismo y democratización*, Buenos Aires, Piados.

Portes, Alejandro (1998) "Social capital: its origins and applications in modern sociology", *Annual Review of Sociology*, 24, pp. 1-24.

Monnaie et confiance

Aglietta, M., Orléan, A. (éd.) (1998) *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob.

_____ (2002) *La monnaie, entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.

Aglietta, M.; Andreau, J; et al. (1998) "Introduction" in: Aglietta, M. ; Orléan, A. (dir.) *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob.

Aglietta, M.; Cartelier, J. (1998) "Ordre monétaire des économies de marché" in: Aglietta, M.;

Orléan, A. (dir.) *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob.

Association Française des Anthropologues (2002) *Journal des Anthropologues*, 90-91: "Monnaies: pluralités-contradictions", Paris.

Blanc, Jérôme (1997) "Monnaie, confiance et temps" in: Bernoux, Ph.; Servet, J-M. (dir.) *La construction sociale de la confiance*, Paris, Montchrestien.

_____ (1999) "Les monnaies parallèles, une composante normale des usages monétaires", *Transversales. Science/Culture*, 58, Paris, juillet-août 1999, pp.3-6.

Bloch, M. (ed.) (1994) "Les usages de l'argent", *Terrain*, 23, Paris, octobre 1994.

Bloch, M., Parry, J. (1989) *Money and the morality of exchange*, Cambridge, Cambridge University Press.

Bourdieu, Pierre (1977) *Algérie 60*, Paris, Minuit. (Chapitre 1 : "Reproduction simple et temps cyclique")

Bréton, Stéphane (2002) "Présentation: monnaie et économie des personnes", *L'homme*, 162: "Questions de monnaie", Paris, pp. 13-26.

Carruthers, B., Espeland, W. (1998) "Money, meaning and morality", *American Behavioral Scientist*, vol. 41, 10, août 1998, pp. 1348-1408.

Cartelier, Jean (2002) "Monnaie ou don: réflexions sur le mythe économique de la monnaie", *Journal des Anthropologues*, 90-91: "Monnaies: pluralités-contradictions", Paris.

Coleman, James S. (1990) *Foundations of social theory*, Harvard University Press. Chapitre 6 "Systems of social exchange"

Dodd, Nigel (1994) *The sociology of money*, New York, Polity Press.

Dominique Plihon (2000) *La monnaie et ses mécanismes*. Paris, La Découverte.

Guienne, V. et Bouilloud, J-P. (2000) *Pratiques sociales de l'argent*, Paris, ESKA.

Mauss, M. (1969a) "Origines de la notion de monnaie", in Mauss, M., *Œuvres*, Paris, Minuit, Tome II: 106-112. [1^{re} éd. : 1914]

_____ (1969b) "Débats sur les fonctions sociales de la monnaie", in Mauss, M., *Œuvres*, Paris, Minuit, Tome II: 116-120. [1^{re} éd. : 1934]

Murard, Numa (2000) "Les allocataires de la banque sociale et la monnaie vivante" in Guienne et Bouilloud (dir.) (2000) *Pratiques sociales de l'argent*, Paris, ESKA. Pp. 85-93

Oliven, Ruben George (1998) "Looking at money in America", *Critique of Anthropology*, vol. 18, n° 1.

Orléan, André (2002) "La monnaie, opérateur de socialisation", *Journal des Anthropologues*, 90-91: "Monnaies: pluralités-contradictions", Paris, pp. 331-352.

Pine, Frances (1994) "Maintenir l'économie domestique. Travail, argent et éthique dans les montagnes polonaises", *Terrain*, 23, octobre 1994, pp. 81-98.

Simiand, François (1934) "La monnaie réalité sociale", *Annales Sociologiques*, Série D: "Sociologie Économique", Fascicule 1, 1934. pp. 1-58

Simmel, Georg (1999b) *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF. [1^{re} éd. : 1900]

Tiran, André (1997) "Confiance sociale et confiance primordiale. En partant de Georg Simmel" in: Bernoux, Ph.; Servet, J-M. (dirs.) *La construction sociale de la confiance*, Paris, Montchrestien.

Weber, Max (1998) "Georg Simmel comme sociologo e teorico dell'economia monetaria", *Studi de Sociología*, vol. XXXVI, 2, Milan, avril-juin 1998. pp.91-105. (présentation de Francesco Villa)

Zelizer, Viviana A. (1994) *The social meaning of money*. Basic Books, 1994.

_____ (1996) "Payments and social ties", *Sociological Forum*, 11. pp. 481-495

_____ (1998) "The proliferation of social currencies" in Callon, Michel (ed.) *The laws of the markets*, Blackwell.

Clubs de Troc, SEL et autres expériences similaires

Buccolo, Elisabetta (1999) "Les banques du temps, une spécificité italienne" in: *Transversales. Science/Culture*, n° 58, juillet-août 1999.

Colectivo Situaciones (s.d.) "Sobre el trueque. Anexo a la edición española de 19 y 20. *Apuntes para el nuevo protagonismo social*" in: http://www.nodo50.org/colectivosituaciones/articulos_06.htm#_ftn3

Coraggio, José Luis (1998), "Las redes de trueque como institución de la economía popular", ronéo.

González Bombal, Inés (2002) "Sociabilidad en clases medias en descenso: experiencias en el trueque" in: Feldman, Silvio et al. *Sociedad y sociabilidad en la Argentina de los 90*, Buenos Aires, Biblos-Universidad Nacional de General Sarmiento.

Guilloteau, Nicole (1996) "Les systèmes d'Échanges Locaux", *Actes des Rencontres Travail Social, Changement Social, Économie Solidaire (Pantin, 9-10 octobre 1996)*, Paris, Éditions Témoignage Chrétien.

Instituto del Conurbano – Universidad Nacional de General Sarmiento (2002) "Cronología preliminar sobre el trueque en la Argentina" in: *Actes de la Journée Nationale "Trueque y economía solidaria"*, PNUD – Universidad Nacional de General Sarmiento, Los Polvorines, 6 septembre 2002.

Laacher, Smaïn (1998a) "L'État et les systèmes d'échanges locaux. Tensions et intentions à propos des notions de solidarité et d'intérêt général. L'exemple du procès de Foix", *Politix*, n° 42, pp. 123-149.

Laacher, Smaïn (1998b) "Les systèmes d'échange locaux (SEL). Un exemple d'approche micro-économique de réponse à la crise", in: *Recherche sociale*, n° 146, avril-juin 1998.

_____ (1998c) "Économie informelle officielle et monnaie franche. L'exemple des systèmes d'échanges locaux", *Ethnologie Française*, XXVIII, 2, pp. 247-256.

_____ (1999a) "Les systèmes d'échange locaux: quelques éléments d'histoire et de sociologie" in: *Transversales. Science/Culture*, n° 58, juillet-août 1999.

_____ (1999b) « Nouvelles formes de sociabilités ou les limites d'une utopie politique. L'exemple des systèmes d'échange local (SEL) », *International Journal of Community Currency Research*, vol. 3.

_____ (2002) "Les systèmes d'échange local (SEL) entre utopie politique et réalisme économique", *Mouvements*, 19, janvier-février 2002, pp. 81-87

Lecaro, Patricia et Altschuler, Bárbara (2002) "Políticas sociales y desarrollo local. Dos experiencias diversas: Club del Trueque y Unión de Trabajadores Desocupados (UTD) de Mosconi.", communication présentée au *Congrès des Politiques Sociales "Estrategias de articulación de políticas, programas y proyectos sociales en Argentina"*, Université de Quilmes, Province de Buenos Aires, Argentine.

Oestreicher, Amalia (s.d.) "Historia de la Villa Gesell" in: <http://www.gesell.com.ar/vgol/locales/ong/apicola/historiadelaVilla.htm>

Onken, Werner (s.d.) "Economía de mercado sin capitalismo" in: www.geldereform.de

Pearson, Ruth (2001) "Common currencies for social change, from Buenos Aires to Chapel Allerton", in: *The reporter*, Issue 473, 19/XI/2001, University of Leeds, Angleterre.

Poirée, Anne Laure (1999) "L'expansion des réseaux de troc en Argentine" in: *Transversales. Science/Culture*, n° 58, juillet-août 1999.

Popescu, Oreste (1991) "Silvio Gesell. Centenario de su primera publicación" in: <http://userpage.fu-berlin.de/~roehrigw/spanisch/sg-centenario.pdf>

Schroeder, R. (2002) "Talente Tauschring Hannover (TTH): Experience of a German LETS and the relevance of theoretical reflections" in: *International Journal of Community Currency Research*, vol. 6, 2002.

Servet, Jean-Michel (dir.) (1999) *Une économie sans argent. Les systèmes d'échange local*. Paris, Seuil.

Toffler, Alvin (1980) *La Troisième Vague*. Paris, Éditions Denoël.

Argentine

Altimir, O. ; Beccaria, L. ; González Rozada, M. (2002) "La distribución del ingreso en Argentina, 1974-2000", *Revista de la CEPAL*, n° 78, diciembre 2002.

Aronskind, Ricardo (2001) *¿Más cerca o más lejos del desarrollo? Transformaciones económicas en los 90*, Buenos Aires, Libros del Rojas.

Beccaria, L. ; López, N. (1996) *Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina*, Buenos Aires, Losada.

Beccaria, L. (2002) "Empleo, remuneraciones y diferenciación social en el último cuarto del siglo XX" in: Feldman, Silvio et al. *Sociedad y sociabilidad en la Argentina de los 90*, Buenos Aires, Biblos – Universidad Nacional de General Sarmiento.

Donza, Eduardo (2002) "Un peso ya no es un dólar: efectos de la crisis y de las acciones del gobierno", *Laboratorio*, vol.4, n° 10, printemps 2002.

Feldman, Silvio et al. (2002) *Sociedad y sociabilidad en la Argentina de los 90*, Buenos Aires, Biblos – Universidad Nacional de General Sarmiento.

Kessler, Gabriel (1998) *Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine, 1976-1995*, thèse de doctorat, Paris, EHESS.

_____ (1999) "L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine", *Culture & Conflits*, n° 35, automne 1999.

_____ (2000) "Redefinición del mundo social en tiempos de cambio. Una tipología para la experiencia del empobrecimiento", in: Svampa, M. (ed.) *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Biblos.

Martuccelli, D. ; Svampa, M. (1997) *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*. Buenos Aires, Losada.

Merklen, D. ; Prévôt Schapira, M-F. (éd.) (2002) *L'Ordinaire Latino-américain*, "Argentine", Toulouse.

Merklen, Denis (2000) "Vivir en los márgenes: la lógica del cazador. Notas sobre sociabilidad y cultura en los asentamientos del Gran Buenos Aires hacia fines de los 90", Svampa, Maristella (ed.) *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Biblos-Universidad Nacional de General Sarmiento.

_____ (2001) *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, thèse de doctorat, Paris, EHESS.

_____ (2002/2003) "Entre ciel et terre: les sciences sociales et la mobilisation populaire en Argentine", *Cahiers des Amériques Latines*, n°41, pp. 33-54.

Minujin, A. (éd.) (1993a) *Cuesta abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, Losada – UNICEF.

_____ (éd.) (1993b) *Desigualdad y exclusión*, Buenos Aires, Losada - UNICEF.

Minujin, A. ; Kessler, G. (1995) *La nueva pobreza en la Argentina*, Buenos Aires, Planeta.

Sbatella, José A. (2002) "Cuasi monedas: ¿crisis del estado nacional o nuevo pacto federal?", ronéo.

Sigal, Silvia (1994) "Crise politique et crise économique en Argentine" in : Delavaud, A.C.; Neffa, J.C. (coords.) *L'Argentine à l'aube du troisième millénaire*, Paris, Editions de l'IHEAL.

Sigal, Silvia; Kessler, Gabriel (1996-1997) "Comportements et représentations face à la situation de dislocation des régulations sociales: l'hyper-inflation en Argentine", *Culture & Conflits*, 24/25, hiver-printemps 1996-1997.

Spitta, Arnold (1988) "La 'cultura de la inflación' en la Argentina. Observaciones cotidianas de un extranjero", Botana, N.; Waldmann, P. (1988) *El impacto de la inflación en la sociedad y la política*, Buenos Aires, Editorial Tesis-Instituto Torcuato di Tella. Pp. 125-150.

Svampa, Maristella (2002) "Las dimensiones de las nuevas protestas sociales", *El Rodaballo. Revista de Política y Cultura*, Vol. 8, Buenos Aires, juillet 2002.

Sources

1. Presse

Clarín (journal de distribution nationale, publié à Buenos Aires) : 21/1/2001 ; 28/1/2001 ; 2/5/2001 ; 12/5/2001 ; 27/5/2001 ; 9/12/2001 ; 27/1/2002 ; 13/2/2002 ; 14/2/2002 ; 14/4/2002 ; 24/4/2002 ; 4/5/02 ; 24/5/02 ; 24/6/2002 ; 7/7/2002 ; 15/7/2002 ; 17/7/2002 ; 26/7/02 ; 10/8/2002 ; 11/8/02 ; 17/8/2002 ; 2/9/2002 ; 3/9/2002 ; 17/10/2002 ; 9/4/2003 ; 29/7/2003.

La Nación (journal de distribution nationale, publié à Buenos Aires) : 31/1/2001 ; 22/11/2001 ; 19/5/02 ; 26/5/02 ; 16/12/2002 ; 20/7/2003.

Página 12 (journal de distribution nationale, publié à Buenos Aires) : 1/2/02 ; 23/12/02 ; 2/3/03

Crónica (journal de distribution nationale, publié à Buenos Aires) : Section Spécial "Cronitruque" du 30/5/02.

El Día (journal de distribution provinciale, publié à La Plata, capitale de la province de Buenos Aires) : édition du 12/2/2002.

El civismo. Bisemanario de la Ciudad de Luján, dossier spécial "El mundo del trueque", juin 2002, in: <http://www.elcivismo.com.ar>

La Palabra de Lobos (hebdomadaire de la ville de Lobos, province de Buenos Aires) : 11/4/02 ; 18/4/02 ; 25/4/02.

Libération: 15/7/2002 ; 22/8/2002.

El País (Espagne): 27/1/2002.

Le Monde Diplomatique (édition argentine) : juin 2002.

2. Autres sources

Cortesi, Javier (2002) "La Red de Trueque Solidario", in: *Actes de la Journée Nationale "Trueque y economía solidaria"*, PNUD – Universidad Nacional de General Sarmiento, Los Polvorines, 6 de septiembre 2002.

Covas, H., de Sanzo, C. et Primavera, H. (1998) *Reinventando el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina*, in: <http://trueque.org.ar/> (publié aussi chez Lilliput Edizioni, Italie, 2001)

"Club del trueque", in: <http://www.egroups.com>

Club del Trueque Zona Oeste, périodique de distribution gratuite, vol. 1, n° 12, avril-mai-juin 2002, 16 pages.

El Club del Trueque, bulletin d'information du nœud "Villa del Parque", juillet 2002, 12 pages.

"Experiencias", in: <http://www.trueque.org.ar>

La Revista del Club del Trueque, périodique, 12 pages.

Laporte, Luis (2002) "La Red Global del Trueque", in: *Actes de la Journée Nationale "Trueque y economía solidaria"*, PNUD – Universidad Nacional de General Sarmiento, Los Polvorines, 6 de septiembre 2002.

Pérez Lora, Carlos W. (2002) "La Región Mar y Sierras de la Red de Trueque Solidario", in: *Actes de la Journée Nationale "Trueque y economía solidaria"*, PNUD – Universidad Nacional de General Sarmiento, Los Polvorines, 6 de septiembre 2002.

Primavera, Heloísa (1998) "En el principio fue el trueque", in: www.webislam.com/00_3/articulos/

_____ (1999) "La moneda social de la Red Global de Trueque en Argentina: ¿barajar y dar de nuevo en el juego social?", communication présentée au *Colloque International "Globalization of Financial Markets and its Effects on the Emerging Countries"*, organisé par l'Institut International Jacques Maritain, CEPAL et le Gouvernement du Chili in: <http://www.dialogo.org/trueqm1.htm>

_____ (2001a) "La moneda social como palanca del nuevo paradigma económico", in: Taller sobre Moneda Social, Encuentro de Findhorn.

_____ (2001b) "Redes de trueque en América latina: ¿quo vadis?", in: Foro Electrónico sobre Moneda Social, <http://money.socioeco.org>

_____ (2001c) "Moneda social: ¿gattopardismo o ruptura de paradigma?", in: <http://ccdev.lets.net/materiales/>

_____ (2002) "¿Red? ¿Global? ¿de Trueque? O como destruir la que pudo haber sido una hermosa revolución pacífica", ronéo.

"Red de Trueque Solidario" in: <http://www.trueque-marysierras.org.ar>

Sampayo, Fernando (2002) "La Red de Trueque Zona Oeste", in: *Actes de la Journée Nationale "Trueque y economía solidaria"*, PNUD – Universidad Nacional de General Sarmiento, Los Polvorines, 6 de septembre 2002.

Schwermer, Heidemarie (2002) *Mi vida sin dinero*, Barcelona, Gedisa.

Singer, Paul (1999) "Clubes de trueque y economía solidaria", *Revista Trueque*, Año 2, No.3, Buenos Aires.

[1] Cf. Beccaria, 2002 : 32. Les données correspondent au Grand Buenos Aires.

[2] Il faut noter qu'en 1974, les ménages se trouvant en dessous du seuil de la pauvreté ne représentaient que 3,4% du total. Cf. Beccaria, loc.cit.

[3] L'indice de Gini pour l'année 1974 était de 0,36.

[4] Comme le rappelle Kessler, jusque dans les années 70 l'Argentine était une société relativement bien intégrée – tout au moins si on la comparait aux autres pays d'Amérique latine - caractérisée par une vaste classe moyenne, résultat d'un processus de mobilité sociale ascendante dont la continuité n'avait été jamais remise en question. Dans ce processus, la voie d'ascension la plus fréquente et efficace avait été offerte par l'enseignement (Kessler, 1999 : 72).

[5] Lorsque nous citons des documents et des ouvrages dont la langue originale n'est pas le français, c'est nous qui traduisons.

[6] Cité par Inés González Bombal, 2002 : 100.

[7] En Argentine, on fait référence aux clubs de troc en parlant tout simplement de *trueque* (troc), et non pas des clubs ou réseaux *de trueque* (on dit : "Je vais au troc"; "Je participe au troc" ; de même, la presse parle du "phénomène du troc" ; de "la croissance du troc", etc.). Dans ce travail, nous reprendrons cette manière "indigène" de désigner la pratique.

[8] Information obtenue à partir des déclarations du groupe fondateur du troc, publiés dans le journal *Clarín*, 2/05/2001 et 9/12/2001.

[9] Information obtenue à partir des déclarations de Horacio Covas, fondateur du Réseau Global de Troc Multi-réciproque, publiés dans *Clarín*, 14/02/2002. En juillet 2002, on estimait que 5.000.000 personnes bénéficiaient du troc - même si elles ne participaient pas directement à l'activité. Cf. *Clarín*, 7/7/02.

[10] Cf. *Clarín*, 17/10/2002.

[11] Aujourd'hui les trois réseaux les plus importants du pays sont : le Réseau Global de Troc Multi-réciproque (RGT), un ensemble national originaire de la banlieue de Buenos Aires ; le Réseau de Troc Solidaire (RTS), majoritaire à la Capital mais avec une faible diffusion en province et le Réseau de Troc Zone Ouest (RO), très important dans la banlieue ouest de Buenos Aires. Au début, il existait seulement un réseau – le RGT, divisé régionalement en quatre zones : Sud, Ouest, Nord et Capitale. À présent, la Zone Sud appartient plutôt au RGT, une partie de la zone ouest est devenue "autonome" et la Capitale est presque totalement contrôlée par le RTS.

[12] Cf. points 11 et 10, "Experiencias ", <http://www.trueque.org.ar/>

[13] Cf. point 6, "Experiencias ", <http://www.trueque.org.ar/>

[14] *Prosommateur* est le terme employé par les fondateurs du troc pour définir la spécificité des participants. Le mot est dû à Alvin Toffler.

[15] Cf. point 12, "Experiencias ", <http://www.trueque.org.ar/>

[16] Déclarations de Carlos de Sanzo, membre du groupe fondateur, publiées dans *Clarín*, 27/05/2001.

[17] Cf. point 3 en "Experiencias ", <http://www.trueque.org.ar/>

[18] En espagnol, "espoir".

[19] En espagnol, "le rayon".

[20] En espagnol, "le soleil".

[21] Cf. Institut National des Statistiques et Recensements (INDEC) : <http://www.indec.gov.ar>.

[22] Le premier, qui avait 41 ans à l'époque, est bibliothécaire. Le second, âgé de 42 ans, est psychologue.

[23] Chimiste, âgé de 40 ans à l'époque.

[24] Le premier *LETS* (*Local Exchange and Trading System*) a été créé par Michael Linton à Common Valley, village de l'île de Vancouver, en 1983. Le système connu comme les *Ithaca Hours* a été créé par Paul Glover, spécialiste en Gestion locale, en 1999 (Cf. Covas, de Sanzo et Ravera, 1998 et Laacher, 1998b). Par ailleurs, le premier *SEL* (*Système d'Échanges Locaux*)

français a vu le jour en Ariège, dans les Pyrénées, en 1994 (Cf. Laacher, 1998b: 14). La *Banque de Temps* italienne existe quant à elle depuis 1991 (Cf. Buccolo, 1999 : 15).

[25] Dans l'ouvrage *Reinventando el mercado. La experiencia de la Red Global del Trueque en Argentina*, écrit par Covas, de Sanzo et H. Primavera début 1998, les auteurs soulignent leur isolement initial et leur ignorance des expériences voisines du troc. Ils y racontent aussi que leurs premiers contacts avec ces autres essais d'"économie alternative" auraient lieu plus tard, à partir de 1997, grâce à l'internet et à leur participation dans des rencontres internationales, notamment celle organisée par l'*International Ground Grassroots Initiatives* de Finlande ("Expandiendo el espacio de los pueblos en una economía globalizada"), au mois de septembre 1998 (Cf. Primavera, 1999 et 2002). Cette "absence de repères" a toujours été notée comme un "mérite exceptionnel" du groupe fondateur, signe de sa créativité et son courage initial. "¿ Quel étrange espoir menait cette vingtaine de pionniers vers une initiative complexe, incertaine, sans avoir connaissance des expériences similaires ? Il semble incroyable, vu de loin, que pendant des mois nous nous rencontrions, chaque samedi, pour parler de notre utopie *avec la forte conviction de ceux qui assurent avoir vu la Terre promise.*" (Laporte, 2002 : 5. C'est nous qui soulignons)

[26] Quoi qu'il en soit, il faut signaler que malgré l'"origine argentine" de l'œuvre de Gesell, celle-ci demeure très peu connue dans le pays, peut être parce qu'elle a surgi en dehors du milieu universitaire et que son auteur a quitté l'Argentine avant la publication de son livre principal, *L'ordre économique naturel.*

[27] Gesell, septième fils d'une famille nombreuse, a quitté très tôt l'école secondaire. Il n'a donc pas fait d'études supérieures et toute sa formation d'économiste dérive de sa pratique de commerçant (Cf. Popescu, 1991 et Oestreicher, Amalia (s.d.)).

[28] Il s'agit de la "Casa Gesell", entreprise très importante qui a fermé définitivement ses portes dans les années 1990, un siècle après sa création. On peut signaler ici que le parcours de la famille Gesell est différent de celui de la plupart des immigrants européens arrivés en Argentine à la fin du XIX^e siècle, qui ne disposaient pas de moyens pour investir dans la création d'entreprises, mais étaient recrutés comme ouvriers des nouvelles industries ou à la campagne.

[29] Ces oeuvres sont les suivantes: *El sistema monetario argentino. Sus ventajas y su perfeccionamiento* (1893), *La cuestión monetaria argentina* (1898) et *La plétora monetaria argentina de 1909 y la anemia monetaria de 1898* (1909). Il a publié aussi à Buenos Aires des œuvres théoriques en allemand: *Die Reformation im Münzwesen als Brukes zum sozialen Staat* (1891), *Nuervus Rerum* (1891), *Die Verstaatlichung des Geldes* (1892) et *Die Anpassung des Geldes und seiner Verwaltung an die Bedürfnisse des modernen Verkehrs* (1897). Toutes les publications ont été

réalisées à titre privé, financées par la "Casa Gesell".

[30] Ernesto F. Gesell, fils aîné de Silvio, s'est finalement installé en Argentine et a repris l'entreprise familiale. En 1936, il publie les deux premiers tomes de l'ouvrage de son père et en 1945 le troisième. La seule édition française connue a paru en 1948 dans la Coopérative d'éditions franchistes, à Besançon (Cf. Bibliothèque Nationale de France, Catalogue Général de France).

[31] Cf. Laacher, 1998b et 1999.

[32] Pour une présentation résumée des postulats de Gesell, cf. Onken, Werner (s/d) "Economía de mercado sin capitalismo", in: <http://www.geldreform.de>

[33] Le Réseau d'Échange de Savoirs était un projet dérivé d'un réseau similaire existant au Brésil depuis 1992, qui était aussi en contact avec le Mouvement des Réseaux d'Échange des Savoirs (MRES) français (Primavera in Covas, de Sanzo et Primavera, 1998: 42).

[34] Il s'agit de la Journée Nationale "Troc et économie solidaire", organisée par l'Université Nationale de General Sarmiento et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-Argentine) au mois de septembre 2002.

[35] À l'exception, bien évidemment, de l'allusion à Gesell.

[36] Les italiques et majuscules sont aux auteurs.

[37] Les systèmes d'échange locaux français ne suivent pas un modèle identique à celui du troc argentin, en ce qui concerne le "paiement" des transactions. Bien qu'il y existe une monnaie "parallèle", nommée de différentes manières selon le SEL ("grain de sel", "truc", etc.), les échanges n'y sont pas conçus de la même façon qu'au sein du troc argentin. Dans les SEL, chaque "achat" implique, de la part de celui qui le réalise, une dette *envers l'ensemble du SEL*, c'est-à-dire envers la communauté. Cette dette signale son obligation de fournir au SEL, à son tour, une quantité déterminée de biens ou son équivalent en services (heures de travail).

[38] Le fonctionnement pratique était le suivant : chaque week-end, lors de la foire hebdomadaire, les membres du club notaient sur leur "carnet d'échanges" le montant équivalant aux produits qu'ils vendaient, puis décomptaient le montant correspondant à leurs achats du jour. Les coordinateurs, à leur tour, gardaient une copie des opérations notées par chaque associé et puis en assuraient la transcription électronique. Voici le témoignage de l'un des membres fondateurs : "*Durant le week-end, Horacio et moi nous nous enfermions chez lui pendant des heures pour re-transcrire les données sur un fichier Excel. Il s'agissait d'une tâche interminable, même si l'on n'était que 60 adhérents.*" Cf. Carlos de Sanzo in Covas, de Sanzo, et Primavera, 1998: 18.

[39] La traduction de ce mot est "crédit". Dans ce texte le terme originel sera conservé, écrit

toujours en italique.

[40] Le terme *prosommateur* (résultat de la combinaison des termes *producteur* et *consommateur*), employé par Alvin Toffler dans son œuvre *La Troisième Vague*, a été repris par les fondateurs des clubs de troc pour désigner leurs adhérents. Dans son ouvrage, Toffler définit le terme de la manière suivante: "Au cours de la Première Vague, la plupart des gens consommaient ce qu'ils produisaient eux-mêmes. Ils n'étaient ni des producteurs ni des consommateurs dans l'acception usuelle de ces termes: ils étaient ce que j'appellerais des "prosommateurs". Ce fut la révolution industrielle, quand elle enfonça son coin dans la société, qui dissocia les deux fonctions, engendrant du même coup le producteur et le consommateur, comme on dit aujourd'hui. Cet éclatement amena une rapide expansion du marché ou réseau d'échanges –cet inextricable labyrinthe de filières par lesquelles les biens ou les services que vous produisez me parviennent, et *vice versa*. [...] [Aujourd'hui] Nous voyons se gommer progressivement la frontière qui sépare le producteur du consommateur. Nous voyons grandir l'importance du prosommateur. Et, en regardant plus loin, nous voyons se profiler à l'horizon une mutation phénoménale qui transformera jusqu'au rôle que tient le marché lui-même dans notre existence et dans le système mondial.", cf. Toffler, 1980 : 331-333.

[41] L'idée de "multi-réciprocité" réfère au fait que les échanges n'ont pas lieu entre deux personnes (c'est-à-dire ne sont pas exactement "réciproques"), mais entre plusieurs personnes à la fois.

[42] Le nom inscrit sur les premiers "billets" des *créditos* était "Red Global de Trueque Solidario". Cependant, le nom désormais utilisé par le groupe fondateur et les membres du réseau en général était "Red Global de Trueque Multirrecíproco" ou tout simplement "Red Global de(l) Trueque". L'emploi du mot "solidaire" sera repris, cinq ans plus tard, par les fondateurs du réseau opposé au RGT.

[43] Cf. le texte complet de la Déclaration dans les Annexes.

[44] Malgré la création du réseau et l'accession d'autres membres aux fonctions de "coordination" et de "diffusion", le groupe composé par Covas, de Sanzo et Ravera continuait à s'identifier avec le nom de leur ancien ONG – qui ne menait d'ailleurs plus ses activités "originelles".

[45] Ces zones correspondent à une "régionalisation" de la banlieue de Buenos Aires.

[46] "Il faut rappeler que, au cours de son expansion, le système a montré les [mêmes] déviations du système qu'il se proposait de combattre: surémissions, falsifications, recherche de mécanismes de sanction et contrôle, etc. Ainsi, la période de centralisation de la gestion du PAR est suivie d'une autre période de décentralisation et de régionalisation dans la ville de Buenos Aires et sa banlieue, où l'on organise des *Commissions de Créditos* dans les zones Nord, Ouest et Capitale, qui émettent leurs propres *créditos* et établissent des accords d'équivalence pour l'acceptation des billets dans les

quatre circonscriptions." (Primavera, 1999: 6)

[47] Cf. "Red de Trueque Solidario (RTS)", in: www.trueque-marysierras-org.ar

[48] Une difficulté supplémentaire vient du fait qu'on considère parfois comme *participant* seulement les associés directs (ceux qui sont inscrits sur les listes de membres des clubs), mais que l'on y inclut parfois aussi l'ensemble des personnes qui tirent profit de l'activité, c'est-à-dire les associés et leurs familles. Dans le recueil réalisé, il a été décidé de reprendre le deuxième type de calcul, étant donné que la participation dans le troc implique généralement l'investissement de plus d'un membre de la famille.

[49] Chiffres cités par Inés González Bombal (2002: 99-100), d'après l'édition du 20/8/2000 du journal *Clarín*.

[50] Cf. *Clarín* 21/1/01 et 28/1/01.

[51] Cf. *Clarín* 2/5/01.

[52] Cf. *Clarín*, 14/2/02.

[53] Cf. Primavera, 1999: 3-4; *Clarín* 21/1/01 et 28/1/01; *Clarín* 9/12/01 et *Clarín* 14/2/01.

[54] L'enquête est menée par l'INDEC tous les ans, au mois de mai et octobre, dans 28 grandes villes du pays : la ville de Buenos Aires et sa banlieue et les principales villes des 24 provinces.

[55] La présentation qui suit n'a pas pour but l'examen de la situation de l'économie argentine en 2001, mais l'exposé des mesures qui ont pu contribuer au développement du troc.

[56] Il faut signaler que les fonctionnaires appartenant à l'État provincial recevaient toujours une partie de leur salaire en pesos (jusqu'à 30% du total) et le reste en *patacones*. Toutefois, les recettes de la province étant insuffisantes, le montant payé en bons représentait parfois le 90% du salaire. Pour une analyse des conséquences de la mise en circulation des bons des Trésors provinciaux en Argentine, cf. Sbatella, José A.(2002) "Cuasi monedas: ¿crisis del estado nacional o nuevo pacto federal? (ronéo).

[57] Le *corralito* a été, en effet, un projet de "banclarisation accélérée" du système financier, qui cherchait à éviter la fuite de capitaux (déjà en cours depuis des mois) de l'économie nationale.

[58] Entre juillet et août 2002, la police arrête quatre bandes accusées de falsifier des *créditos* du RGT. La dernière d'entre elles a été découverte en possession d'un lot de 2.250.000 *créditos*. Cf. *Clarín*, 10/8/2002 et *La Nación*, 17/8/02.

[59] Il faut noter à cet égard que dans le cas du RGT certains nœuds ont un siège stable, où de même on peut trouver une permanence en dehors des horaires des foires. C'est le cas des très

populaires noeuds *La Bernalesa* et *La Nueva Bernalesa*, "centre d'opérations" du réseau. Cette situation peut se reproduire dans d'autres réseaux régionaux ou provinciaux qui ont aussi des locaux propres.

[60] Étant donné que les noms de clubs sont parfois très significatifs, nous avons décidé de les conserver. Par contre, les noms des interviewés ont été modifiés afin de respecter leur identité.

[61] Il s'agit d'anciens immeubles en mauvais état dont les sanitaires sont déficients, et dans lesquels l'on fait des locations par pièce.

[62] *Squats*. Anciens immeubles occupés illégalement par des familles qu'habitent chacune dans une pièce. (Il faut noter que le phénomène des squatters n'a pas en Argentine le même sens qu'en Europe. Il ne s'agit pas d'un mouvement artistique ou politique, mais d'une stratégie de recherche du logement menée par les populations pauvres).

[63] Ce sont des résidences familiales, dans lesquelles on loue des pièces au mois. Il s'agit le plus souvent d'hôtels qui ont signé des accords avec le gouvernement de la ville pour abriter des familles qui ont été expulsées des squats ou de bidonvilles voisins et dont le loyer est payé directement par la mairie.

[64] À l'époque on comptait trois assemblées de quartier à San Telmo : celle du *Parque Lezama*, bientôt contrôlée par le Parti Ouvrier, de tendance trotskiste, celle de *Plaza Dorrego* et celle du bar d'Amalia, connue sous le nom de "Assemblée 20 décembre". Pour une analyse du phénomène des assemblées de quartier dans la Capitale, cf. Svampa, Maristella (2002).

[65] Il faut noter que la valeur de cet indice pour le total du pays est de 14,3% et que seules 7 provinces sur 24 accusent des valeurs supérieures à 23%. Ces chiffres correspondent à ce que l'INDEC appelle "pauvreté structurelle", c'est-à-dire celle définie par des variables autres que les revenus perçus par les ménages. Les variables considérées dans la construction de l'indice (appelé NBI, *necesisades básicas insatisfechas*) sont au nombre de cinq, un ménage étant considéré comme pauvre dès lors qu'il présente *au moins une* de ces caractéristiques: 1) entassement (plus de trois personnes par pièce) ; 2) habitation précaire ; 3) habitation sans aucun type de toilette ; 4) enfants entre 6 et 12 ans qui ne vont pas à l'école ; 5) ménages où l'on trouve au moins quatre personnes inactives par chaque membre inactif et dont le chef n'a pas suivi plus de trois ans d'études à l'école élémentaire. Cf. <http://www.indec.gov.ar>

[66] Il faut souligner que pour une partie importante des participants (10 sur 31), il a été très difficile de continuer à fabriquer des produits *pour* le troc après la crise de décembre 2001. En raison de l'augmentation des prix (notamment les aliments), ils ont du trouver une autre voie de contribution

au troc et la plupart d'entre eux se sont tournés vers la vente des biens qu'ils n'utilisaient plus (vêtements, petits meubles, etc.).

[67] Ce n'est pas là une liste exhaustive des biens offerts, mais elle représente largement les produits les plus habituels. Parmi les services les plus courants, on peut mentionner ceux des coiffeuses et des électriciens.

[68] Voir dans les Annexes le tableau indiquant les principales caractéristiques des interviewés (sexe, âge, type d'activité, niveau d'études et ancienneté dans le troc).

[69] Il est important de souligner que le troc n'a pas été la seule stratégie mise en œuvre par ses acteurs face aux conséquences du chômage. On y reviendra plus tard.

[70] La proportion de femmes présentes dans les clubs de troc est assez forte, comme d'autres travaux l'ont déjà signalé. Le travail d'Inés González Bombal (2002 : 134-6) dénombrait en 2000 presque le même pourcentage de femmes (64%) dans des clubs de la ville de Buenos Aires et de sa banlieue nord et ouest. Par ailleurs, Lecaro et Altschuler (2002 : 9) ont comptabilisé 73,3% de femmes dans des clubs de la ville de Mendoza, à l'ouest de l'Argentine.

[71] Parmi les 21 femmes interviewées, 16 étaient au chômage, 4, des femmes au foyer et une seule travaillait à son compte. Les 16 femmes se trouvant à la recherche d'un emploi avaient travaillé dans le passé comme des femmes de ménage chez des particuliers ou deux entreprises (4 cas) ; des caissières de supermarché ; des ouvrières ; des vendeuses (3 cas) ; des employées administratives ; des couturières ; des institutrices ; des infirmières ; des assistantes de cantine et des gardiennes d'école. L'une des femmes, âgée de 22 ans, se trouvait à la recherche de son premier emploi.

[72] On devrait exclure ici les nœuds - très rares - qui ont réussi à avoir des locaux propres, où on ne trouve que les foires de troc. C'est le cas, par exemple, des nœuds organisés à Bernal par le *Réseau Global de Troc*.

[73] Comme on l'a déjà signalé, les clubs peuvent avoir deux types de "coordination". Soit une coordination "partagée" entre plusieurs membres dont la hiérarchie est la même, soit une coordination unique qui utilise l'aide des "assistants" situés en dessous du rôle de coordinateur.

[74] Le prix d'entrée peut être fixé en *créditos*, en pesos, en pesos et *créditos* ou en produits (d'habitude des aliments: farine, sucre, lait en poudre, riz, pâtes, etc.). La perception de cette somme a pour objet le règlement du loyer et l'achat du matériel nécessaire pour le fonctionnement des foires (tables, panneaux ainsi que produits d'entretien ou outils).

[75] Au cours de notre enquête nous avons visité plusieurs clubs de la ville de Buenos Aires et sa banlieue, dans lesquels nous n'avons pas fait d'entretiens ni des observations régulières. Nous avons

cependant constaté que les types d'organisation spatiale décrits plus haut étaient assez répandus dans les clubs de la région.

[76] Les schémas de l'organisation spatiale des trois clubs figurent dans les Annexes.

[77] La coordinatrice du nœud "El Rayo" a proposé l'organisation d'une loterie en vue d'obtenir des moyens pour acheter des aliments et ainsi fournir les producteurs de nourriture du club. Chaque semaine, les membres qui participent à la loterie reçoivent dix numéros qu'ils doivent vendre parmi leurs connaissances (amis, voisins, collègues du travail, etc.) à 0.50 peso chacun. Tous les mardis, ils apportent donc au club 5 pesos, grâce auxquels María Inés fait des achats chez des grossistes. Puis chaque jeudi ces aliments - à l'exception de ceux destinés au "panier" qui constitue le prix de la loterie - sont distribués parmi les vendeurs de billets, qui ont droit à un nombre fixe de produits selon le nombre de numéros qu'ils ont vendus.

[78] Il faut noter qu'il ne s'agit pas d'un véritable terrain de football, mais d'une petite cour au sol de ciment aménagée pour que les enfants qui assistent aux activités de la paroisse jouent au football.

[79] Les règles qui régissent l'activité des nœuds de troc sont pour la plupart des règles orales, définies et énoncées par le coordinateur de chaque club. Il n'existe en fait que quelques normes communes à tous les nœuds, exprimées dans la "Déclaration de Principes du troc" (voir dans les Annexes).

[80] Cf. Chapitre 1.

[81] Elles ne sont pas les seules à réaliser des échanges *en nature* ; plusieurs participants parmi les interviewés ont reconnu préférer le "troc direct" à la possibilité de percevoir *créditos* dont le pouvoir d'achat est faible.

[82] Signalons que cette intervention de Paola est assez rare parmi les entretiens réalisés. La plupart des participants considèrent les nœuds qui autorisent les règlements "mixtes" comme très restrictifs, étant donné que les achats en *créditos* deviennent presque impossibles une fois les transactions en pesos acceptées. À José C. Paz, par exemple, "El Rayo" a vu le nombre d'assistants à sa foire augmenter lorsque le nœud le plus important de la ville a commencé à consentir des ventes en pesos.

[83] La figure de *prosommateur* (producteur + consommateur) qui définit l'appartenance aux clubs du troc est supposée exclure cette dernière possibilité. On ne devrait jamais assister aux foires que pour acheter des biens. Cependant, cette pratique a été souvent tolérée au sein des nœuds, surtout après la crise de fin 2001. Des personnes n'ayant pas les moyens d'investir dans la fabrication de produits *pour le troc* ont toujours été acceptées dans les nœuds, même si les coordinateurs reconnaissaient ne pas savoir comment faire face à ce genre de problème.

[84] Nous ne présenterons pas ici une analyse en profondeur de l'ouvrage de Mauss, cette tâche se situant au-delà des objectifs de ce travail. Toutefois, nous essayerons d'extraire du texte les réflexions relatives aux différentes formes de l'échange.

[85] Maurice Godelier s'est aussi consacré à l'analyse des legs de Mauss et de la survivance contemporaine du don (Godelier, 1996). Comme Godbout et Caillé, Godelier défend la thèse de la complémentarité du don par rapport au marché et à l'État, en soulignant qu'aujourd'hui on fait de plus en plus appel au don, principalement lorsque l'État choisit de se désengager de l'économie et d'autres sphères de la vie sociale (Godelier, 1996 : 9). Mais, en même temps, l'auteur affirme que s'il est vrai que le don est "partout" dans nos sociétés, il a été pourtant libéré de la charge d'avoir à produire des rapports sociaux fondamentaux, communs à tous les membres de la société (Godelier, 1996 : 291). Ainsi, le don est devenu une affaire subjective, personnelle, expression de rapports situés au-delà du marché et de l'État, une sorte de refuge pour une solidarité considérée comme perdue.

[86] Cette idée, selon laquelle les liens interpersonnels peuvent constituer un "ultime garde-fou" face au défaut des institutions, peut être trouvée aussi dans d'autres contextes. En effet, c'est l'un des thèmes que souligne la littérature récente sur le *capital social*, pour qui les réseaux de relations peuvent constituer une voie alternative d'accès aux ressources dans les cas où le marché et l'État se montrent inefficaces. Cf. Coleman, 1988 ; Portes, 1998. C'est principalement l'interprétation du concept de capital social que l'on trouve dans les organismes internationaux de crédit. Cf. Alvarez Leguizamón, 2001.

[87] Bien évidemment, Marx est la référence la plus importante ici. L'affirmation selon laquelle ce sont *les choses* qui *prédominent* sur la relation d'échange n'ignore pas que ce sont toujours les personnes qui entretiennent des rapports au cours des échanges. Mais elle souligne l'*illusion* grâce à laquelle le rapport entre les choses apparaît au premier plan dans l'échange marchand, et domine toute la scène. Cette illusion est ce que Marx appelait, dans *Le Capital*, le "fétichisme de la marchandise" (Cf. Testart, 2001 : 738-739).

[88] F. Weber met l'accent sur l'hétérogénéité du don chez Mauss dans le contexte de sa critique relative aux approches qui, comme celui de Caillé et Godbout (1992), font du don un paradigme

homogène à opposer au marché (F. Weber, 2000 : 96).

[89] Il faut rappeler que F. Weber ne considère pas dans cet article le cas de la "vente à terme", où la transaction peut donner lieu à une dette qui ne se neutralise pas immédiatement. Bien entendu, l'introduction de ce cas rendrait plus complexe le schéma proposé par F. Weber à partir de l'analyse des écarts existant entre transferts et contre-transferts. Toutefois, on pourrait penser en reprenant Servet (1999) que la dette ne modifierait pas le type dit "d'écart nul", dès lors que celle-ci est établie par un contrat au moment de l'échange. D'une certaine manière il y aurait, donc, un contre-transfert immédiat, constitué par le contrat qui remplace le paiement immédiat (en espèces ou en nature) (Servet, 1999 : 140).

[90] L'auteur signale qu'il n'est pas possible de parler de "nouvelle sociologie économique" en tant que paradigme unifié. Dans son article, il définit la NSE comme l'ensemble des travaux qui, notamment depuis les années 90, en Europe et aux États-Unis, cherchent à s'opposer au modèle de la théorie économique standard et à réintégrer la dimension sociale de l'action économique. Parmi les auteurs les plus connus, il mentionne : P. Di Maggio, M. Granovetter, N. Smelser, P. Swedberg, et V. Zelizer, aux États-Unis et J.-L. Laville, B. Lévesque, P.-M. Menger et P. Steiner en France. Il inclut aussi dans ce dernier groupe les travaux de A. Caillé et J. Godbout.

[91] Dans son article "La sociabilité. Exemple de sociologie pure ou formelle" (1910) Simmel affirme : "Tout comme ce qu'on peut appeler l'impulsion artistique extrait sa forme de la totalité des objets apparents et la transforme en une œuvre particulière correspondant à cette impulsion, **"impulsion de sociabilité" délie par sa propre force le simple processus de socialisation de l'ensemble de réalités de la vie sociale pour en faire une valeur en soi** et un bonheur ; elle constitue ce que nous appelons la sociabilité au sens étroit. [...] Vue sous l'angle des catégories sociologiques **je définirais la sociabilité comme la *forme ludique* de la socialisation** et -mutatis mutandis - elle se comporte par rapport à sa concrétion déterminée par les contenus à la manière de l'œuvre d'art par rapport à la réalité (Simmel, 1991 : 124-125. C'est nous qui soulignons).

[92] Chantelat fait évidemment référence ici aux travaux déjà présentés de A. Testart et F. Weber.

[93] Ceci n'est pas le cas dans les SEL français. On reviendra sur cette distinction.

[94] Voir supra.

[95] Il faut cependant reconnaître que si l'on prenait "à la lettre" la définition du don proposée par Godbout et Caillé, l'idée que la prestation s'effectue "sans garantie de retour" (Godbout et Caillé, 1992 : 32) exclurait du domaine du don les échanges réalisés dans les nœuds de troc argentins.

[96] Pour les critiques formulées contre Godbout et Caillé et les thèses du M.A.U.S.S (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales), cf. les articles déjà cités de Florence Weber (2000) et

Pascal Chantelat (2002).

[97] Étant donné qu'elle a à voir avec le problème de la "monnaie privée" du troc, on consacrerait une partie du chapitre suivant à cette question, à laquelle est sans doute difficile de répondre.

[98] À partir des résultats d'une enquête menée en 2000 dans des clubs de troc de la ville de Buenos Aires et sa banlieue, Inés González Bombal affirme que "la marque idéologique qui nous pose face à un nouveau style de vie semble s'affaiblir au fur et à mesure que la nécessité des gens qui partagent cette pratique se voit augmenter, en en faisant un travail de plus ou directement un mécanisme pour la subsistance." (González Bombal, 2002 : 111)

[99] Il faut signaler que dans la ville de Buenos Aires, l'institution des *marchés de quartier* a disparu il y a plusieurs décennies. Il ne reste que quelques marchés municipaux couverts. En banlieue, la situation est similaire. On y trouve cependant toujours quelques foires informelles où l'on vend des fruits et légumes. De toute façon, aujourd'hui, la plus grande partie de la population fait ses courses dans des grandes surfaces ou dans des épiceries de quartier, les marchés n'ayant pas une importance remarquable à cet égard (sauf, peut être, en province).

[100] Dans son étude du SEL ariégeois, Smaïn Laacher écrit : "Au-delà de la de la circulation des biens et de ces diverses unités de compte, ce qui est en jeu c'est l'indispensable maintien de l'identité des personnes par la préservation des liens sociaux ; enjeu qu'un grand nombre d'adhérents des SEL résume par cette formule : "Le lien est plus important que le bien". Pour échanger il faut être disponible, aller vers les autres, répondre, se "montrer", rencontrer, recevoir, faire appel, demander, etc. Ce n'est que si ces conditions (probablement les plus décisives) sont réalisées que peuvent circuler les objets ou les services que l'on souhaite acquérir et ceux que l'on désire offrir ou céder." (Laacher, 1998a : 138)

[101] Nous reviendrons sur cette définition dans la dernière section du chapitre.

[102] Voir supra, Chapitre 1.

[103] Au fur et à mesure que la pratique du troc s'est répandue dans le pays, on a multiplié les réseaux et, par conséquent, les centres d'émission monétaire. Après quelque temps, le Conseil Consultatif du PAR ("autorité" du RGT) a donc cessé d'être le seul organisme qui soit en mesure de frapper des *créditos*, et plusieurs *billets* différents ont commencé à circuler dans les nœuds de troc. À ce moment, un accord de base a été établi entre les différents réseaux, grâce auquel on acceptait la plupart des *créditos* dans tout le pays. Autrement dit, on pouvait payer et être payé avec des *créditos* imprimés par n'importe quel centre émetteur. En ce sens, la monnaie des clubs de troc présente une différence importante par rapport à celle des SEL, où chaque club possède un moyen

de paiement qui n'est valable que dans le contexte du SEL qui l'a émis.

[104] En ce sens, les *créditos* partagent une signification commune avec les monnaies créées par les autres expériences dont ils se rapprochent, tels les SEL ou les LETS. Mais tandis que la monnaie des SEL peut être qualifiée de "monnaie scripturale pure, dans la mesure où les échanges [y] sont réglés par un simple jeu d'écriture" (Laacher, 1998a: 137), la monnaie du troc représente plutôt une forme de "monnaie fiduciaire", constituée par des billets. Si "[...] les SEL n'ont pas de banque et de banquier tout simplement parce qu'est la communauté de paiement (l'ensemble des adhérents) qui accepte de reconnaître comme *gage* ce qui est inscrit sur les livres de compte de l'association." (Laacher, 1998a: 138), dans le troc une "banque centrale" est constituée d'abord par le RGT puis par les autres réseaux habilités à frapper de la monnaie.

[105] Le peso, qui a cours légal en Argentine, a été rétabli comme dénomination officielle de la monnaie du pays en janvier 1992, après l'échec du plan de stabilisation économique qui, sous le gouvernement de R. Alfonsín (1983-1989), avait supprimé le *peso* et créé l'*Austral*.

[106] En 1991, Domingo Cavallo, ministre de l'Économie du cabinet du président Menem a mis en œuvre un nouveau plan de stabilisation économique connu sous le nom de "Plan de Convertibilité". L'une des mesures principales de ce plan était l'établissement de la convertibilité du peso par rapport au dollar américain, fixant le taux d'échange entre les deux monnaies en 1 peso = 1 dollar. Désormais, il était possible de régler toutes les transactions réalisées dans le pays en pesos ou en dollars, de même qu'ouvrir des comptes épargne bi-monétaires. La crise économique de décembre 2001 a mis fin à ce régime de convertibilité, qui a été définitivement supprimé en janvier 2002.

[107] Il est assez remarquable qu'aucun des interviewés ne fasse référence au prix de sa "main-d'œuvre" comme faisant partie du prix final du produit offert. Soit le prix était identique au coût des matériaux intervenant dans sa fabrication, soit il résultait de l'application d'une surcharge par rapport à ce coût, mais on ne savait jamais quelles étaient les composantes de ce surplus.

[108] La variation de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la période décembre 2001-mai 2002 a été de 25,9%; pour la poste alimentation et boissons, cette augmentation a été de 32,8%. Par ailleurs, certains travaux ont montré que entre octobre 2001 et mai 2002, dans la banlieue de Buenos Aires, l'inflation a provoqué une diminution des revenus de actifs occupés du 26,5%. Cf. Donza, 2002.

[109] Un autre élément pèse sur la diminution du volume de l'offre dans les clubs de troc. Comme nous l'avons déjà signalé dans le Chapitre 1, à partir de 2001, et notamment en 2002, l'abondance des *créditos* – dérivée de la surémission ou due à la falsification - joue contre l'élaboration de produits pour le troc. C'est ce que souligne parmi d'autres Gustavo, participant au nœud "El Rayo":

"Les nœuds se sont écroulés parce que les gens achètent les crédits. Si tu achètes les crédits, c'est moins cher de les acheter que de vendre n'importe quoi... Tu as 3 pesos et tu achètes 50 crédits; auparavant, avec 50 crédits tu achetais tout ce que tu voulais, parce qu'il y en avait. Donc, tout le monde achète des crédits et personne ne fabrique rien, donc lorsque tu viens au troc, toi, qui te tues au boulot, tu ne trouves rien."

[110] Pour une description des procédures concernant l'accès aux foires, cf. Chapitre 2.

[111] Vers la fin de l'année 2002, le Réseau Global de Troc a introduit certaines modifications dans l'émission et les règles d'utilisation des *créditos*, visant la suppression des problèmes de falsification, d'un côté, et de thésaurisation de la monnaie du troc, de l'autre. Il convient de rappeler ici que selon le RGT il y n'a pas eu – contrairement à ce qu'affirment les autres réseaux (cf. Chapitre 1) – de surémission de *créditos*, mais plutôt une tendance croissante à la diminution de la production pour le troc, accompagnée de l'abandon du *crédito* comme seul moyen de paiement dans les clubs, due à la circulation des faux *créditos*. Les innovations formulées par le RGT consistaient à remplacer d'anciens billets par des *créditos* dotés de mesures de sécurité plus complexes, et à imposer une taxe sur l'inertie, contraignant les membres du troc à dépenser leurs *créditos* sans les "épargner" Cf. La Nación, 16/12/2002 et www.truequeenlinea.org.ar.

[112] Pour une analyse exhaustive de l'œuvre de Simmel, cf. Frisby, 1984.

[113] Voici la définition proposée par Simmel (1999: 193) : "En dehors de l'échange l'argent n'est rien, comme les régiments et drapeaux ne sont rien en dehors des attaques et des défenses de la communauté, ou prêtres et temples en dehors de sa religiosité. La double nature de l'argent, être à la fois une substance très concrète et très prisée en tant que telle et cependant ne tirer son propre sens que de sa dissolution compétente en mouvements et en fonctions, repose sur le fait qu'il consiste uniquement en l'hypostase, en l'incarnation d'une pure fonction, celle de l'échange entre les humains."

[114] Si nous pouvons bien évidemment relever ici des références implicites à ce que Marx appelait, dans *Le Capital*, le "fétichisme de la marchandise", nous ne trouvons cependant pas dans ce passage de Simmel des références à l'œuvre de Marx.

[115] Pierre Bourdieu reprend les réflexions de F. Simiand dans son analyse de la défiance des paysans algériens à l'égard de la monnaie. Cf. Bourdieu, 1977: 19-43.

[116] C'est-à-dire le fait d'être une expression de la fonction d'échange. Cf. Simmel, 1999: 198 et 203.

[117] On trouve aussi chez Marcel Mauss des propos proches de cette idée de la monnaie comme expression d'une certaine *foi sociale*. En 1914, dans "Les origines de la notion de monnaie", Mauss

affirmait: "La monnaie n'est nullement un fait matériel et physique, c'est essentiellement un fait social ; sa valeur est celle de sa force d'achat, et la mesure de la confiance qu'on a en elle. Et c'est de l'origine d'une notion, d'une institution, d'une foi, que nous parlons." (Mauss, 1969: 106)

[118] D'après la théorie économique orthodoxe, la monnaie est née à la suite du développement du troc, comme moyen permettant de dépasser la nécessité de la "double coïncidence des besoins" que le troc présuppose. Par conséquent, ce sont les fonctions qu'elle remplit dans l'économie qui la déterminent, à savoir: être unité de compte, instrument de paiement et réserve de valeur. On peut trouver aussi chez certains sociologues ce type de définition, cf. Coleman, 1990: 119-124. Pour une définition typiquement économique de la monnaie et ses fonctions, cf. Plihon, 2000.

[119] Nigel Dodd rejoint cet argument d'Aglietta et Orléan lorsqu'il affirme que pour comprendre la nature de l'argent il ne faut pas faire référence à l'objet échangé, ni au rapport particulier d'échange, mais au réseau de relations sociales au sein duquel les transactions ont lieu. Cf. Dodd, 1994: xxiii.

[120] Telle serait la vision de la théorie économique standard ; cf. Aglietta et Orléan, 1998 et 2002. On peut trouver une critique de cette vision chez Cartelier (2002), qui s'intéresse précisément aux analyses des anthropologues en tant qu'élément d'opposition aux théories des économistes.

[121] Voir supra les déclarations du groupe fondateur du Réseau Global de Troc.

[122] La thèse qui soutient J. Blanc affirme que les monnaies parallèles, loin de constituer un phénomène exceptionnel observé en situation de crise, sont un élément permanent des systèmes monétaires contemporains. Il y a cinq types de monnaie parallèle que nous pouvons trouver couramment dans nos sociétés: 1) des monnaies nationales employées à l'extérieur; 2) des monnaies dites de communauté (c'est le cas des *créditos* des réseaux de troc argentins); 3) des monnaies de nécessité (c'est le cas des systèmes de *vechsel* qui se développent en Russie); 4) des bons d'achat à validité limitée et 5) un système de fidélisation de la clientèle de nature paramonnaire. Cf. Blanc, 1999: 3-4.

[123] On peut consulter aussi, à ce propos, Carruthers et Espeland (1998).

[124] D'après Sbatella (2002), en novembre 2001, 11 bons de ce type circulaient en Argentine, dont un émis par l'État et 10 émis par les gouvernements des provinces de Corrientes, Entre Ríos, Chaco, Buenos Aires, Tucumán, Formosa, Catamarca, La Rioja, Córdoba et Mendoza.

[125] Selon J. Blanc (1999), les monnaies étrangères utilisées en dehors du pays émetteur doivent être considérées, dans ces autres pays, comme des "monnaies parallèles". Il cite à ce propos le cas de la Russie au cours des années 90. Sans vouloir nous engager dans un débat strictement économique, il nous semble que le cas de l'Argentine que l'on vient de décrire n'est pas comparable au cas russe. Durant l'application de la Loi de Convertibilité, le dollar n'était pas seulement la

garantie du *peso*, mais aussi une *monnaie de cours légal* en Argentine. On pouvait régler toute sorte d'achats en dollars américains (depuis les opérations immobilières jusqu'à l'alimentation dans les épiceries de quartier), ouvrir des comptes épargne ou solliciter des crédits en dollars, etc. Si, à la différence du *peso*, le dollar n'était pas émis par les autorités monétaires du pays, il permettait cependant d'effectuer exactement les mêmes opérations que la devise argentine.

[126] Au cours de l'année 2003, le gouvernement national a mis en œuvre un Plan d'Unification Monétaire, destiné à racheter les quasi-monnaies émises par les provinces et les LECOPS en circulation auprès du public. L'opération concernant les LECOP devait commencer le 1^{er} août 2003 et prendre fin le 31 octobre 2003. Cette mesure fait partie des conditions exigées par le FMI pour la renégociation de la dette argentine. Cf. *Clarín*, 9/4/2003 et 29/7/2003.

[127] Pour une analyse des conséquences de l'inflation comme trait "chronique" de l'économie argentine, cf. Sigal et Kessler (1996-1997).

[128] Ce genre de pratiques a été considérée comme relevant d'une certaine "culture de l'inflation", qui ne serait que le résultat de l'adaptation des individus à un contexte d'inflation forte et durable – comme celui qu'a connu l'Argentine entre la fin des années 40 et le début des années 90. Pour une analyse de cette "culture de l'inflation", cf. Spitta, Arnold (1988).

[129] En ce sens, l'expérience des nœuds de troc en Argentine nous rappelle celle décrite par Pine (1994) à propos des *górales* dans la Pologne de l'après-socialisme. Dans ce dernier cas, la maîtrise de différents moyens de paiement, exprimant la participation simultanée à des sphères économiques séparées, explique la faculté d'adaptation au régime capitaliste démontrée plus tard par les montagnards. La construction de cette aptitude s'appuie donc sur une expérience passée, développée par les sujets dans le cadre d'un régime n'ayant apparemment pas de points en commun avec le système actuel.

[130] Voir Chapitre 2.

[131] On reviendra sur ce point dans les Conclusions.

[132] La phrase entre guillemets est extraite de l'un des entretiens réalisés.

[133] Même si les animateurs des premiers clubs de troc ne définissent jamais la catégorie d'"exclus du marché formel" qu'ils utilisent pour caractériser les membres fondateurs des premiers nœuds, on peut déduire que celle-ci renvoie principalement à la population frappée par la hausse du chômage et au processus d'appauvrissement des classes moyennes développé depuis les années soixante-dix.

[134] La pratique de l'achat de produits en vrac pour la vente au détail dans les foires de troc est l'un des exemples les plus révélateurs de cette relation permanente avec le marché. Cf. le Chapitre 1 et

la Section 2 du présent chapitre.

[135] Pour une analyse de cette expérience pionnière de 1932, cf. Porée, A-L., 1999 : 8.

[136] Il s'agit des villages de Lignières-en-Berry (Cher ; 1700 habitants), qui met en œuvre le système en 1956, et de Marans (Charente-Maritime), qui fait de même en 1958. Le précédent le plus direct de ces deux expériences est celui de la ville de Nice, qui avait mené, en 1933, le premier essai français d'émission "privée" d'un moyen de paiement sans garantie de l'État. Cf. Laacher, 1998.

[137] Il s'agit de l'ordonnance 58-1928, publié le 24/12/1958.

[138] À Paris, le premier SEL est créé en mai 1996 et, au bout de quelques mois, il réussit à réunir 120 adhérents. Cf. Guilloteau, 1996 : 42.

[139] Pour le compte rendu du procès de Foix, cf. *Le Monde*, 20/11/1997. Pour une analyse détaillée du procès, cf. Laacher, 1998.

[140] On ne cherche pas ici à examiner les différents cas de création de "monnaies franches", mais à montrer les conflits qui ont opposé chacun d'entre eux à l'État. Pour une étude des différences entre les expériences des années 30 et 50 et les SEL d'aujourd'hui, voir Laacher, 1998.

[141] Ces déclarations ont une valeur plutôt symbolique, étant donné qu'elles n'impliquent pas de soutien matériel ou financier. Toutefois, elles constituent habituellement une aide importante pour les initiatives des associations civiles, ONG, et autres organisations qui obtiennent ainsi une sorte de "carte de présentation officielle" pour leurs projets.

[142] Cf. *La Nación*, 22/11/2002 ; *El Día de La Plata*, 12/2/2002 ; *Clarín*, 13/2/2002 ; *El Civismo*, juin 2002. Il faut noter que si les résolutions des mairies de Calchaquí et Chacabuco ont été possibles c'est parce qu'il y avait des antécédents d'acceptation de règlements de dettes en nature, soit à travers la cession de biens immobiliers ou de marchandises, soit à travers la réalisation de travaux pour les gouvernements locaux. Notamment, c'est la province la plus importante du pays (celle de Buenos Aires) qui avait permis aux débiteurs, en janvier 2001, d'acquitter leurs dettes relatives des crédits en espèces et des amendes avec des biens cédés à l'administration provinciale. Cf. Décret n° 3862 du 22/1/2001 ; *La Nación*, 31/1/2001.

[143] Cette mobilisation a eu lieu le 2 septembre 2002. Le RGT a alors déclaré avoir été victime de plusieurs vols de *créditos* récemment imprimés ainsi que de l'action de faussaires et il a accusé le gouvernement de ne pas fournir au RGT la sécurité économique dont il a besoin pour fonctionner. De même, le RGT a adressé au Ministre du Travail une lettre sollicitant 150 allocations d'emploi ("Planes Jefes y Jefas de Hogar Desocupados") pour les bénévoles travaillant dans les nœuds du

RGT. Au cours de la manifestation le RGT a installé dans le hall du Ministère des tables vides, symbolisant les conséquences de la pénurie et de l'éloignement de membres en rapport avec les problèmes dénoncés. Cf. *Clarín*, 2/9/2002.

[144] Il faut noter ici que dans la ville de Buenos Aires il n'existe pas de mairies d'arrondissement, mais un système de gouvernement et d'administration centralisé. Toutefois, depuis quelques années, le Gouvernement de la Ville de Buenos Aires (GCBA) a installé dans la plupart des quartiers de la ville des "Centres de Gestion et Participation" (CGP) dans lesquels on peut effectuer les principales démarches administratives concernant la ville (payer des impôts, faire des réclamations, etc.) ainsi que se marier, déclarer des naissances, etc. Ce sont ces CGP qui servent souvent de siège aux clubs de troc. Au cours de notre travail de terrain, on a constaté l'existence des nœuds de troc dans 3 des 15 CGP existants : CGP 2N-14E ("Nœud Alto Palermo"), CGP 2S ("Nœud Once"), CGP 13 ("Nœud Belgrano").

[145] Entretien réalisé en juin 2002. *La Bernalesa* est le nom du nœud coordonné par le groupe fondateur du RGT, qui sert aussi de siège social et de centre d'émission au réseau.

[146] Ce travail n'a pas été à notre portée au cours de cette enquête. L'étude complète du projet de loi national sur le troc et de ses conséquences impliquerait la prise en compte des objectifs des différents agents compris dans l'initiative, mais aussi l'exploration des espaces possibles de coopération et de conflit entre les réseaux de troc et l'État auxquels la loi donnerait lieu (fonctionnement effectif des Répertoires de réseaux et de monnaie sociale ; mécanismes d'obtention du statut d'association civile ; instances de contrôle de l'observation des devoirs imposés par la loi ; mécanismes de sanction prévus par la loi ; etc.)

[147] D'une certaine façon, l'appel des réseaux de troc à l'État révèle que celui-ci constitue toujours à leurs yeux une instance de légitimation incontournable. En ce sens, l'expérience des réseaux de troc nous rappelle celle des associations commerçantes étudiées par Humarau-Lebeau au Nigeria : "L'analyse de leur rapport à l'État relativise l'hypothèse du contournement de l'État et met d'avantage en évidence celle du 'chevauchement' (*stradding*) : les associations professionnelles et leurs leaders cherchent à instrumentaliser l'État et ses faiblesses plus qu'à le contourner véritablement. Mieux, vu du marché, l'État reste paradoxalement incontournable, en tant que premier lieu d'accès aux richesses, mais aussi en tant qu'instance de légitimation." (Humareau-Lebeau, 2003: 177)

[148] En Argentine, il n'y a pas de système de sécurité sociale centralisé. L'accès à l'assurance maladie s'effectue à travers la condition de salarié ou bien à travers la retraite. Les contributions de chaque travailleur sont versées à l'"œuvre sociale" ("*obra social*", institution chargée de l'assurance) correspondant à leur activité, laquelle est souvent gérée par le syndicat concerné ou par l'État. Outre

ce système public, il existe un système privé d'assurance maladie, constitué de mutuelles et d'autres entreprises privées de protection de la santé, qui s'est beaucoup développé au cours des deux dernières décennies. Celui-ci remplit deux fonctions : d'une part, ces entreprises fournissent une "couverture complémentaire" à tous ceux qui cherchent à renforcer la protection assurée par leur "œuvre sociale" ; d'autre part, elles peuvent constituer l'"œuvre sociale" principale des travailleurs, si la firme pour laquelle ils travaillent décide de verser les contributions des salariés à une entreprise privée – ce qui est possible depuis quelques années. Enfin, ce système privé reçoit la plupart des travailleurs indépendants (professionnels, techniciens, etc.) qui ne cotisent pas aux œuvres sociales. Tous ceux qui n'ont pas d'assurance maladie (ni à travers une oeuvre sociale ni à travers une compagnie privée) ont droit à l'assistance médicale dans les hôpitaux et centres de santé publics, toujours peu nombreux par rapport au nombre de patients à soigner. Selon le recensement national réalisé en novembre 2001, en Argentine 48,05% de la population se trouvaient dans cette dernière situation. Dans la banlieue de Buenos Aires (le "grand Buenos Aires"), ils étaient 51,96% à avoir recours à l'hôpital public.

[149] Selon l'Institut National des Statistiques et Recensements (INDEC), en mai 2002, 38,4% des salariés occupaient des postes non déclarés. Source : SIEMPRO – Conseil National de Coordination des Politiques Sociales, élaboration à partir des information de l'Enquête Permanente des Ménages (mai 2002).

[150] Dans cette catégorie, on trouve aussi, selon les personnes interviewées au cours de notre enquête, des vêtements (un cas à José C. Paz), des herbes aromatiques (un cas à Almagro) et des bibelots (deux cas à José C. Paz)

[151] Voir supra, Chapitre 3.

[152] Cette dernière distinction ne naît pas avec la crise de fin 2001 mais apparaît au fur et à mesure que le troc devient un espace plus hétérogène du point de vue social. Inés González Bombal fait déjà ce constat au cours de l'enquête qu'elle mène en 2000 : "On peut observer aussi quelques signes de production de "distinction" à l'intérieur de l'espace du troc, qui ne se réfèrent pas nécessairement aux personnes, mais aux objets échangés. Principalement, une coupure est établie entre ceux qui échangent des produits "neufs" et ceux qui échangent des produits "d'occasion". Si cette segmentation s'institutionnalisait, elle provoquerait assurément une fracture sociale à l'intérieur de cette pratique, en transformant sa possibilité d'intégration sociale "par le bas". (González Bombal, 2002 : 123)

[153] On pourrait penser que cela ne se vérifie pas de la même manière au niveau de la sociabilité créée dans les clubs de troc. On reviendra sur ce sujet dans les Conclusions.

[154] L'entretien avec Corina a été réalisé au nœud "La Boca" en août 2002. Le club qu'elle anime, qui appartient au RGT, se réunit tous les dimanches après-midi, dans la cour d'une école privée religieuse.

[155] Le journal *Clarín*, fondé en 1945, est le quotidien national le plus lu en Argentine. Il a aussi été celui qui a prêté la plus grande attention au phénomène du troc, en diffusant des articles et même en publiant des éditoriaux sur le sujet.

[156] Dans ce qui suit, Ricardo signalait qu'ils travaillaient au troc depuis des années avec des gens très pauvres, et non pas avec des gens qui avaient des problèmes financiers, mais des indigents. Pour exprimer cette idée il utilisait une expression assez imagée, empruntée à la boxe : "*Nosotros [que] hemos trabajado durante estos años con gente que esta rasguñando para subir a la lona, no que está en la lona, sino que están tratando de llegar a la lona...*", dans laquelle se trouve "*en la lona*" signifie "être tombé sur le ring", "avoir perdu le combat par knock out".

[157] *Changas, rebusques* : mots de l'argot argentin faisant référence aux petits boulots sans continuité, précaires et donnant de faibles revenus. Ce sont les termes les plus utilisés par les interviewés lorsqu'ils parlent de leurs occupations habituelles.

[158] En ce sens, on pourrait penser que, comme l'affirme Humarau-Lebeau à propos des rapports entre l'État nigérien et les associations commerçantes de ce pays, "l'État, en tant qu'institution, joue aussi son rôle dans son propre contournement. [...] L'activité des associations lui permet d'externaliser certains coûts." (Humarau-Lebeau, 2003 : 186).

[159] Il existait cinq sites internet "actifs" début 2003. Deux d'entre eux appartenaient au RGT (www.trueque.org.ar et www.truequeenlinea.com.ar). Deux autres avaient été créés par différentes "zones" du RTS (www.truequedigital.com.ar, correspondant au Réseau de Troc Solidaire "Mar y Sierras", et www.truequezonariosario.com.ar, correspondant à la Zone Rosario du même réseau). Enfin, un site hébergeait différents réseaux de provinces (www.truequenacional.com.ar).

[160] Pour une liste détaillée des sources consultées, voir les rubriques "Clubs de Troc, SEL et autres expériences similaires" et "Sources" dans la Bibliographie.

[161] On reprend ici la définition proposée par Degenne, pour qui un cercle social est "[...] un ensemble d'individus entre lesquels fonctionnent certains codes, certaines règles, des symboles, des représentations, plus généralement un système d'interreconnaissance." (Degenne, 1987 : 6).

[162] J. Blanc ne précise pas quelles seraient les pratiques quotidiennes qui *construisent* de la confiance dans la monnaie, mais indique des "*constats par l'usage quotidien, passé et actuel*" qui démontreraient l'existence d'une telle confiance. Ces constats sont les suivants : 1) la stabilité réelle de l'unité de compte et, le cas échéant, la qualité des mécanismes de correction ; 2) la convertibilité

des moyens de paiement en biens et services, c'est-à-dire, le pouvoir d'achat réel de la monnaie ; 3) l'acceptation de la monnaie à sa valeur nominale ; 4) l'habitude individuelle et sociale d'usage de la monnaie. Toutefois, même si l'on ne discute pas l'idée que les garanties institutionnelles fournies par le centre émetteur ne sont pas suffisantes pour déterminer la confiance dans une monnaie, et doivent être complétées par l'usage que les acteurs font de celle-ci, il nous semble qu'un certain décalage se produit entre la détermination des garanties et celle des usages quotidiens. Alors que les garanties institutionnelles sont des éléments que l'organisme émetteur offre pour que *d'autres acteurs* fassent confiance, les pratiques quotidiennes d'usage de l'argent sont elle-mêmes des indices de cette confiance. Autrement dit, si les règles institutionnelles établies – et observées - par le centre émetteur peuvent être perçues comme des *conditions* pour la construction de la confiance dans la monnaie, les pratiques quotidiennes mentionnées par Blanc n'ont pas ce caractère de *conditions* mais de *résultats* de la confiance.

[163] On préfère parler ici d'un centre émetteur unique, sachant que même si plus d'un réseau frappe des *créditos*, la fixation et l'observation des règles du type mentionné valent pour tous.

[164] On fait référence ici, d'un côté, aux remplacements successifs de billets opérés par le RGT afin de distribuer des coupures dont la falsification serait plus difficile ; de l'autre, aux mesures comme celles appliquées par le nœud "El Rayo", tendant à créer des *créditos "locaux"*, dont l'utilisation était restreinte au club. Dans les deux cas, l'image des billets était modifiée.

[165] Le mot "*corrída*" [du verbe *correr*, courir] exprime, dans l'argot argentin, le fait que le public *se lance* littéralement vers les bureaux d'échange et les banques dès leur ouverture pour acheter des dollars avant que le taux d'échange ne continue de grimper.

[166] En juillet 2002 Carlos de Sanzo est venu en Europe pour une tournée de "promotion" du système du troc. À Paris, il a été reçu par l'Ambassade argentine et a donné des conférences sous les auspices de diverses ONG. Le journal *Libération* s'est fait largement l'écho de cette visite. Cf. *Libération*, 15/7/2002 et 22/8/2002.

[167] Cf. *Libération*, 22/8/2002, p. 4. (C'est nous qui soulignons)

[168] On entendra ici la sociabilité dans son sens le plus large, appliqué aux "relations qu'une personne entretient avec les autres". On reprend donc la définition proposée par Forsé : "[les relations qu'une personne entretient avec les autres] vont des déjeuners dans la belle-famille à l'adhésion à une association, du choix de la personne à qui on fera appel pour garder ses enfants, au bonjour au voisin, en passant par la belote, le football ou la danse. Toutes ces activités impliquent à des degrés divers des relations avec autrui, ce qu'on appelle ici des relations de "sociabilité". (Forsé, 1981: 39) Pour une analyse des différentes utilisations du terme "sociabilité" dans la sociologie

française, cf. Baechler, 1992.

[169] Voir aussi la section "Les échanges : transactions et sociabilité", dans les présentes Conclusions.

[170] Cf. Lomnitz, 1994 ; Kessler, 1998 et 2000.

[171] Bien que les échanges réalisés dans le cadre des nœuds de troc partagent avec les formes de réciprocité étudiées par Lomnitz quelques-unes de leurs caractéristiques, ils ne peuvent être identifiés avec elles. Et surtout, ils ne répondent pas à la définition qui les décrit comme une "[...] modalité d'échange entre des égaux, incrustée dans un tissu de relations sociales persistant dans le temps, qui n'est pas passagère et casuelle comme l'échange de marché." (Lomnitz, 1994 : 93)

[172] R. Castel reprend ici la proposition de Y. Barel (1990) "Le grand intégrateur", *Connexions*, 56.

[173] Comme pourrait l'être le cas dans une coopérative, dans laquelle une production et une administration collective de ressources sont, *a posteriori* et à travers des processus spécifiques, distribués aux membres.

[174] Parmi les rares travaux qui ont abordé le problème de l'impact de l'inflation au niveau des actions et des représentations des individus, on peut citer le travail de Silvia Sigal et Gabriel Kessler (1996/1997) "Comportements et représentations face à la situation de dislocation des régulations sociales: l'hyper-inflation en Argentine", *Culture & Conflits*, 24/25, hiver-printemps 1996-1997. Peut être également mentionné l'article de Arnold Spitta (1988) "La 'cultura de la inflación' en la Argentina. Observaciones cotidianas de un extranjero", Botana, N.; Waldmann, P. (1988) *El impacto de la inflación en la sociedad y la política*, Buenos Aires, Editorial Tesis-Instituto Torcuato di Tella.